

Université de Nanterre
UFR Sciences Sociales et Administration

Mémoire de maîtrise
Géographie

DES QUARTIERS A OUAGADOUGOU ? DEVELOPPEMENT PERIPHERIQUE ET TISSU SOCIAL A KOURITENGA.



Au loin, le quartier de Kouritenga, périphérie de Ouagadougou...

Réalisé par Maud Cussac
Sous la direction de Monsieur Gérard Salem

Encadré par les membres de l'Unité de Recherche PERSAN (Populations et
Espaces à Risques SANitaires) de l'IRD (Institut de Recherche pour le
Développement) de Ouagadougou.

Année universitaire 2003-2004

Université de Nanterre
UFR Sciences Sociales et Administration

Mémoire de maîtrise
Géographie

DES QUARTIERS A OUAGADOUGOU ?
DEVELOPPEMENT PERIPHERIQUE ET TISSU SOCIAL A
KOURITENGA.

Réalisé par Maud Cussac
Sous la direction de Monsieur Gérard Salem

Encadré par les membres de l'Unité de Recherche PERSAN (Populations et
Espaces à Risques SANitaires) de l'IRD (Institut de Recherche pour le
Développement) de Ouagadougou.

Année universitaire 2003-2004

INTRODUCTION

Le Burkina Faso, pays soudano-sahélien enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, compte environ 12 millions d'habitants. Il partage ses frontières avec la Côte d'Ivoire au sud-ouest, le Ghana et le Togo au sud, le Bénin au sud-est, le Mali au nord-ouest et le Niger à l'est et au nord-est. D'une superficie de 274 000 km², il s'étend sur 625 km du nord au sud et sur 850 km d'est en ouest. Région « pré-désertique », le Burkina est néanmoins irrigué par trois rivières qui prennent leur source sur le plateau burkinabé dénommé « Haute-Volta » par l'administration coloniale française. L'appellation actuelle du pays, « Burkina Faso », remonte à 1983 lors de la révolution menée par Thomas Sankara qui choisit un nom tiré des deux principales langues locales : « Faso » représente la « maison paternelle » en *dioula* et « Burkina » signifie « intègre » en *mooré*.

Les villes ont constitué les espaces principaux de l'action révolutionnaire ; elles furent au cœur de la politique et des projets de cette période. Ouagadougou, la capitale nationale, connut une croissance urbaine rapide (8 à 9% par an¹) et, en réponse à cette mutation brutale de la ville, l'habitat fit partie des volets centraux du programme révolutionnaire. La révolution est issue du souhait de transformer la société dominée par la chefferie mossi.

Urbaines ou sociales, de nouvelles dynamiques se sont mises en place durant cette révolution. C'est ainsi que ce mémoire se propose d'étudier un quartier de Ouagadougou, Kouritenga, afin d'observer, à une grande échelle, un espace qui résulte d'une croissance rapide en relation avec les mesures prises pour rompre avec l'ancienne puissance traditionnelle.

Ce travail s'est effectué à l'échelle du quartier pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le quartier évoque un ensemble de points de vue et de sentiments qui convergent vers l'idée d'un « espace humain ». Par là, on entend un espace dont les limites ne sont pas figées et n'ont pas tant d'intérêt car l'important se situe dans le lien qui existe entre les hommes. Un quartier, c'est un ensemble de gens qui partagent un espace, un style de vie ; c'est également une ambiance, une atmosphère.

Dans un quartier, on s'attend à ce que les habitants se connaissent, même si les relations se limitent à quelques salutations. Il s'agit aussi d'un espace dans lequel les gens sont censés se sentir bien, non pas dans le sens où ils apprécient la vie qu'ils y

¹ Plus de 9% par an entre les recensements de 1975 et 1985 in JAGLIN, S., 1995, *Gestion urbain partagée à Ouagadougou, pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris, Karthala/ORSTORM, 659 p.

mènent mais parce qu'ils y ont des repères et des habitudes qui les sécurisent. Le quartier est aussi l'espace des pratiques, l'espace d'usage, celui dans lequel on réalise la plupart des activités quotidiennes. Ce point n'est pas systématiquement avéré dans les grandes villes des pays du Nord où les citoyens ont généralement pris l'habitude de se déplacer nettement plus loin que leur espace d'habitation, que ce soit pour se rendre dans de grands magasins ou au lieu de travail, sortir entre amis, etc. Les moyens de transport ont permis cette facilité. Mais, au sein des villes plus petites ou de celles des pays en développement, la notion de quartier, telle qu'on la présente, retrouve sa valeur ainsi que son sens de la convivialité et de la familiarité.

Nous partons du principe qu'un quartier, bien qu'il puisse être considéré autrement, est un espace dans lequel les relations humaines existent concrètement et où s'inscrivent les pratiques quotidiennes de la population.

Le quartier, c'est la proximité.

A travers cette première exposition, nous trouvons un intérêt géographique et social dans l'étude d'un quartier, quel qu'il soit, afin de comprendre les rapports de l'homme à l'espace.

Le quartier que nous allons étudier présente un élément spécifique qui accentue l'intérêt de ce travail. Nous considérons que les limites d'un quartier sont nécessairement mobiles, mouvantes et qu'elles naissent et évoluent du fait de la société. Bien que les individus soient également façonnés par l'espace dans lequel ils vivent, on entend malgré tout que ce sont eux qui créent le quartier, et non pas l'inverse. Or, le quartier d'étude a été fondé et délimité sans aucune relation avec la population qu'il regroupe.

Là est notre second intérêt dans ce mémoire.

A partir de ces postulats, diverses questions se posent :

Avec le temps, les citoyens ont-ils donné une signification, une raison d'être au quartier ? Y a-t-il une organisation interne aux quartiers ? Y a-t-il des relations concrètes entre les habitants d'un même quartier ? Est-ce que les conduites, les habitudes, les pratiques spatiales correspondent, s'inscrivent dans ce cadre ? Est-ce que le quartier peut être considéré comme un espace de vie ? Peut-il être une échelle de vie qui puisse permettre aux citoyens de trouver une certaine harmonie sociale, des espaces que ces derniers rendraient familiers, solidaires, sécurisants... ?

Ainsi, nous émettons l'hypothèse qu'il apparaît incohérent de parler de quartier lorsque celui-ci est une création artificielle. Nous pensons que le quartier ne se limite pas à un découpage administratif et qu'il est essentiellement un espace social. En conséquence, nous supposons que la population évolue quotidiennement au travers d'espaces qui ne s'apparentent pas au quartier qu'on leur a arbitrairement attribué. Plus

petits ou plus grands, ces espaces ne s'inscrivent probablement pas en accord avec les limites officielles du quartier et c'est l'existence de ces espaces que nous souhaitons mettre en évidence.

L'objectif de ce travail est de comprendre si Kouritenga constitue un quartier en lui-même, un quartier qui mérite de former une unité territoriale, un quartier socialement cohérent ou si, au contraire, il n'a pas de raison d'exister en tant que tel mais pourrait être découpé en plusieurs sous-espaces où la cohérence entre les pratiques de la population et l'espace leur permettraient d'être considérés comme des quartiers.

Ce mémoire va s'articuler autour de trois grandes parties.

La première consistera tout d'abord en l'exposition de l'histoire urbaine de l'Afrique subsaharienne afin de mettre en évidence les grandes tendances caractéristiques des villes africaines. Puis nous nous pencherons sur l'histoire du Burkina Faso afin d'être en mesure d'appréhender le vécu de la population et de comprendre dans quel contexte éclata la révolution burkinabé.

Puisque les villes ont été au cœur des changements résultant de la révolution, la seconde partie abordera dans un premier chapitre la capitale nationale. Nous montrerons en quoi Ouagadougou a suivi les grandes tendances urbaines africaines puis nous l'inscrirons dans la période révolutionnaire afin de saisir les principales transformations socio-spatiales. Nous pourrions dans le second chapitre plonger dans l'étude d'un quartier périphérique qui se prête à l'ensemble des questions que nous nous posons et nous étudierons les pratiques socio-spatiales de la population de ce quartier dans un troisième chapitre.

Enfin, notre troisième grande partie se positionnera sous l'angle de plusieurs échelles. Le premier chapitre consistera à montrer que les pratiques ne suffisent pas à elles seules à appréhender les espaces mais que ceux-ci sont également sujets à des représentations propres aux individus ou à des groupes d'individus. C'est à travers les lieux que nous les exposerons car il nous semble que cette grande échelle de vie facilite la compréhension des représentations, mais également parce que c'est au travers des lieux et de leur association que la population trouve son espace de vie ou qu'elle le crée. En effet, c'est par la multiplication et la reconnaissance des lieux que les individus s'approprient un espace. C'est dans ce contexte que nous aborderons dans un second chapitre la notion de territoire et que nous mettrons l'accent sur une zone du quartier étudié que nous considérons comme l'ébauche d'un territoire et, avant cela, comme un sous-espace. Enfin, c'est en poursuivant notre présentation des sous-espaces du quartier dans un troisième chapitre que nous constaterons que le quartier ne répond pas aux critères sociaux qui permettent à une population de s'y reconnaître et que c'est à d'autres échelles que l'on peut percevoir une cohérence socio-spatiale. C'est ainsi que

nous terminerons en émettant l'hypothèse que, en plus des sous-espaces de vie que nous aurons présenté, c'est à travers un espace plus vaste, la périphérie, que les habitants trouvent un ensemble d'éléments qui les unit. Les quartiers périphériques correspondraient alors à une échelle intermédiaire sans réelle valeur sociale.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUE ET URBAINE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET PRESENTATION DU BURKINA FASO DANS SON CONTEXTE HISTORIQUE

L' « Afrique subsaharienne », dénommée ainsi par les Nations Unies, se compose de 48 états qui, à l'exception de ceux situés sur l'extrême pointe méridionale, se situent tous dans le domaine tropical. Unité territoriale de 24 millions de km², l'Afrique subsaharienne est très inégalement partagée par plus de 600 millions d'habitants. En comparaison de l'ensemble tropical, l'Afrique subsaharienne, parmi tous les tiers monde, souffre singulièrement de sa situation de pauvreté globale et constitue le territoire le plus demandeur de l'aide internationale. La plupart des Etats fait partie des plus pauvres du monde, accumulant souvent instabilités politiques, guerres civiles, dégradation de l'environnement, famines, explosion du sida... Et, parmi les grandes tendances qui ont vu le jour au cours du XXème siècle, c'est l'explosion urbaine qui nous intéresse particulièrement.

Dans cette première partie, nous aborderons l'Afrique subsaharienne dans son ensemble afin d'être en mesure de saisir les grandes tendances caractéristiques de cette partie du monde et d'y replacer le Burkina Faso. Elle s'articulera autour de deux grands chapitres, le premier s'intéressera au fait urbain, le second retracera l'histoire du Burkina Faso.

CHAPITRE I – Le fait urbain

A travers ce chapitre, nous souhaitons tout d'abord mettre en évidence les causes de la croissance significative des villes africaines puis, présenter un certain nombre de traits caractéristiques de la ville africaine.

Ainsi nous nous intéresserons dans premier temps à la croissance urbaine. Nous replacerons l'Afrique subsaharienne dans son contexte démographique afin de saisir l'ampleur du phénomène urbain. Puis, nous aborderons le thème de la transition démographique en Afrique subsaharienne et au Burkina Faso. Tardif mais brutale, ce phénomène a largement participé aux mouvements migratoires en direction des villes africaines. Nous nous pencherons également sur l'exode rural qui, au-delà de constituer un élément urbanisant, est riche d'enseignement à propos de l'évolution des comportements.

Enfin, nous consacrerons un second temps destiné à la ville africaine, l'objectif étant de présenter les grands traits caractéristiques des villes d'Afrique noire avant de se consacrer à Ouagadougou.

I - La croissance urbaine

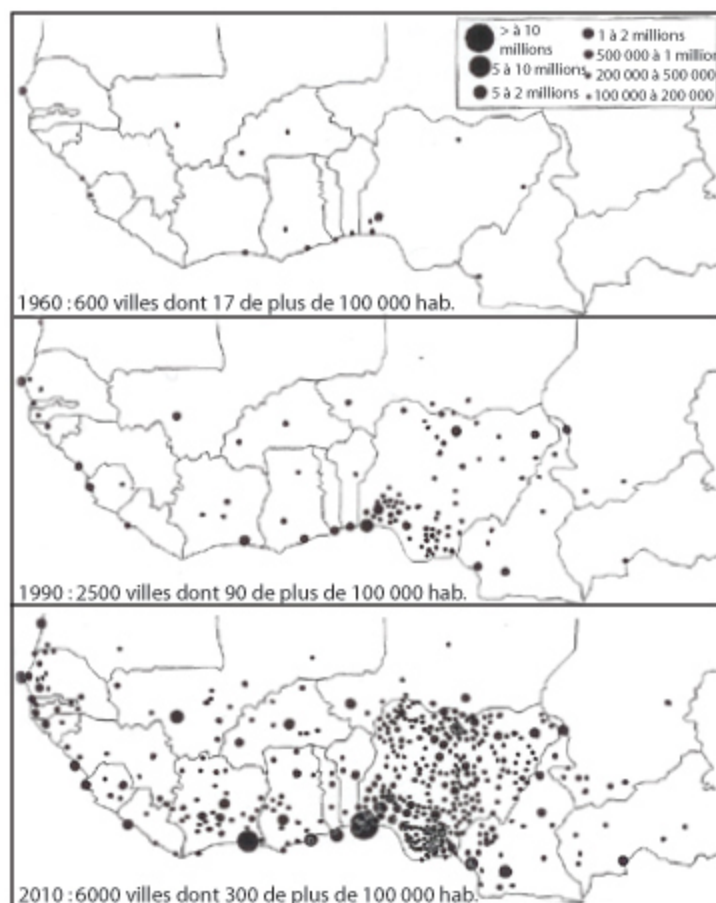
1- L'ampleur du phénomène urbain

Espace qui reste malgré tout peu urbanisé, l'Afrique tropicale voit, depuis les années 1940-1950, sa croissance urbaine progresser de façon exceptionnelle. Aucun continent n'a manifesté une urbanisation aussi brutale et spectaculaire que l'Afrique subsaharienne.

Exceptées l'Afrique australe minière et la région de vieille tradition urbaine du sud-ouest nigérian, les villes étaient peu nombreuses, de petite taille et peu peuplées. En 1950², on comptait 250 000 habitants à Dakar, 135 000 à Nairobi, 70 000 à Abidjan. Ces exemples sont bien révélateurs des faibles niveaux d'urbanisation qui ont longtemps caractérisés les pays africains. Les inégalités sont cependant importantes à travers le continent ; l'Afrique du Sud, la Zambie ainsi que divers pays du golfe de Guinée présentent de forts taux d'urbanisation comparés aux très faibles taux de l'Afrique orientale et du Sahel.

² DUBRESSON, A. et RAISON, J.-R., 1998, *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*, Paris, Armand Colin, 247 p.

Carte 1. Evolution du semis urbain ouest-africain 1960-projection 2010



Source OCDE, BAD, CILSS, 1994.

Tableau 1. Evolution de la population urbaine, 1960-2000

Afrique	1950	1960	1970	2000
Subsaharienne (%)	11	15	19	34
Occidentale (%)	10	14	20	41
Centrale (%)	14	18	25	36
Orientale (%)	5	7	10	25
Australe (%)	38	42	44	50

Source : Nations Unies, World Urbanisation Prospects, New York, 1995.

Les contrastes sont également notables d'un pays à l'autre lorsque l'on met en relation la croissance démographique et la croissance urbaine. Ainsi, au Rwanda, au Burundi, en Ethiopie ou encore au Mali et au Niger, on relève une forte croissance

démographique et une faible population urbaine. A l'inverse, la Côte-d'Ivoire et le Libéria ont conjugué forte fécondité et forte urbanisation. Selon les données de la Banque mondiale, la période 1980-1995 vit le taux moyen de croissance de l'urbanisation s'élever à 5% l'an mais certaines villes telles qu'Abidjan ou Léopoldville-Kinshasa avaient connu des taux supérieurs à 10% l'an dans les années 1950-1960. La situation par rapport au littoral rend compte d'une inégale urbanisation. Ouverts plus tôt à l'économie mondiale, les Etats littoraux ont des taux d'urbanisation plus élevés (entre 30 et 50%) que les Etats enclavés (entre 15 et 30%). Au fil du temps, les écarts tendent malgré tout à s'atténuer ; on peut le constater lorsqu'on observe des pays tels que le Burkina Faso, le Mali ou le Niger qui ont une croissance urbaine actuellement plus forte qu'au Ghana ou en Côte-d'Ivoire.

Une des difficultés, qui ne concerne d'ailleurs pas seulement le continent africain, se situe au niveau de la définition de la ville. D'un pays à l'autre, la définition varie sur des critères quantitatifs et/ou qualitatifs. Généralement établis sur des seuils démographiques, ceux-ci diffèrent d'un Etat à l'autre : 2 000 habitants agglomérés en Angola constituent une ville, 5 000 au Ghana ou en Zambie, jusqu'à 10 000 au Sénégal... Au Togo, toute localité qui a le statut de commune est considérée comme urbaine car la ville est définie par rapport aux fonctions administratives, etc.

Il est intéressant de réaliser qu'à la différence de l'Europe du XIXème siècle, c'est la croissance naturelle des ménages de citadins qui a maintenu la croissance urbaine en Afrique, au moins jusque dans les années 1970. Il est vrai que la situation était appropriée puisque les villes comprenaient une forte proportion de jeunes en âge de procréer et qu'elles étaient dotées d'équipements sanitaires plus perfectionnés.

En 1995, l'Afrique subsaharienne dénombrait environ un tiers de citadins. Alors que la population totale a plus que triplé de 1950 à 1995, le nombre de citadins a pratiquement été multiplié par 10, passant de 19,6 à 176,6 millions. Ce tiers de citadins semble bien petit quand on le compare aux 80% d'urbanisation des pays industrialisés, mais également conséquent quand on sait que seulement 10% des africains étaient des citadins dans les années 1940. En 1950, aucune ville n'atteignait le million d'habitants tandis qu'aujourd'hui, elles sont 25 à être millionnaires. Selon les Nations Unies, le cap des 50% de citadins devrait être franchi entre 2015 et 2025 et l'Afrique subsaharienne pourrait compter alors près de 619 millions d'urbains.

L'explosion urbaine, saisissante par sa manifestation tardive mais singulièrement rapide, trouve un certain nombre de raisons que nous souhaitons exposer dans les deux prochains points. La transition démographique en constitue une première cause.

2 - La transition démographique

En dépit d'une croissance démographique relativement rapide (2,8% selon le rapport annuel de la Banque Mondiale en 1997), le continent africain reste peu peuplé avec une densité moyenne de 23,5 habitants au km² en 1995. A titre de comparaison, ce chiffre est seulement légèrement supérieur à celui de l'Amérique latine (23,2), très inférieur à l'Amérique centrale (60) et très loin derrière celui de l'Asie (127,3). Cependant, même avec cette faible densité, le dernier demi-siècle révèle une croissance très importante : en 1950, la densité moyenne de l'Afrique tropicale atteignait seulement 7 habitants au km² (Dubresson, 1998).

La transition démographique (Dubresson, 1998) en Afrique tropicale s'est réalisée à la fois tardivement et brutalement. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la mortalité a subitement chuté, l'espérance de vie passant de 37,8 ans en 1950-1955 à 51,7 ans en 1985-1990. Cependant, il faut préciser qu'elle n'a pas été aussi radicale que dans le reste du monde en raison d'une mortalité infantile et juvénile élevée. Les politiques de développement économique et social des empires coloniaux entraînèrent en effet de vrais changements à travers les campagnes de vaccinations, l'amélioration de l'encadrement médical et hospitalier, les progrès dans la connaissance des pathologies tropicales (qui permirent le recul des grandes endémies telle que la fièvre jaune et la maladie du sommeil).

Plusieurs étapes sont à distinguer en ce qui concerne la natalité.

Tout d'abord, parallèlement à la chute de la mortalité, on enregistrait une augmentation de la natalité dont la réalité est à nuancer. En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, « les premières augmentations de population qui aient été relevées, portant sur des effectifs totaux plus que sur des indices démographiques assurés, doivent sans doute au moins autant à la densification de l'encadrement administratif et à l'humanisation de système colonial (la fin du travail forcé notamment) qu'à un retournement de la tendance démographique » (Dubresson, 1998). En conséquence, de nombreux clandestins se sont fait connaître et beaucoup d'enfants ont été déclarés. La natalité n'a pas donc pas augmenté mais s'est vu rehaussée par l'ensemble de ces événements.

Cependant, les taux de natalité, et plus spécifiquement de fécondité, se sont malgré tout avérés plus importants que dans le reste du monde.

En effet, la subite chute de la mortalité est un processus classique dans toutes les parties du monde mais il semble qu'en Afrique, l'augmentation de la fécondité ait été plus conséquente qu'ailleurs. Si l'on compare l'évolution des taux moyens d'accroissement naturel, ils s'élevaient, pour la décennie 1950-1960 à 1.9% en Afrique tropicale contre

2,7% en Amérique centrale, 2,3% en Amérique du sud et 2,1% en Asie. Entre 1960 et 1967, cette croissance naturelle atteignait 2,4% en Afrique, 2,9% en Amérique latine, 2,5% en Asie. L'Afrique subsaharienne était caractérisée jusqu'au milieu du XXème siècle par une mortalité élevée qui compensait une natalité élevée, limitée malgré tout par des pratiques culturelles telles que les longues périodes d'allaitement ou encore les interdits sexuels post-nataux. Le décrochage entre l'Afrique noire et les autres continents en développement s'effectue dans les années soixante-dix. Tandis que les autres parties du « Tiers-Monde » voient un ralentissement sensible de leur croissance, qui sera confirmé la décennie suivante, la progression se poursuit en Afrique. En guise d'exemple, le Rwanda voyait son indice de fécondité passer de 7,7 en 1970 à 8,7 en 1978 et il était encore de 8,5 en 1983.

Que les taux d'accroissement aient été forts et maintenus n'est pas un point surprenant puisque la première phase de la transition démographique est systématiquement caractérisée par un accroissement brutal de la population s'expliquant par les apports extérieurs bénéfiques de la médecine et la mise en place des infrastructures socio-sanitaires. En revanche, ces taux d'accroissement naturel ont été notablement plus élevés que dans les autres parties du « Tiers-Monde » et c'est ce point qui demande explicitation. D'après l'ouvrage de Dubresson (1998), on peut justifier cette tendance en mentionnant les positions natalistes de la plupart des gouvernements. Croyant en la corrélation entre l'augmentation de la population et l'augmentation du rythme de croissance, ces derniers imaginaient qu'une sensible croissance naturelle entraînerait, en partie, le redressement économique de leurs pays. De plus, encourager une planification familiale aurait été mal accueilli par les populations car la suggestion de la régulation démographique provenait directement des anciennes puissances coloniales.

Il semblerait cependant que la baisse de la fécondité, caractéristique de la seconde phase de la transition démographique, soit entamée et entraînée par la crise. Au Rwanda, le nombre d'enfants par femme serait passé de 8,5 en 1983 à 6,2 en 1992, de 6,4 en 1988 à 5,5 en 1993 au Ghana (Dubresson, 1998).

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'avoir une influence sur la diminution de la fécondité.

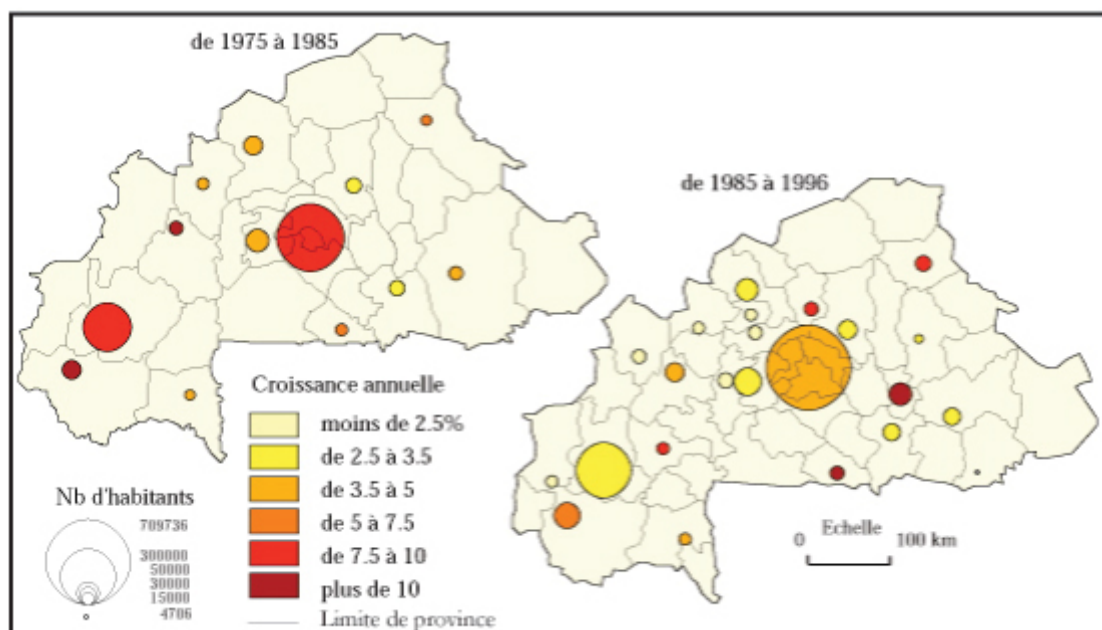
Tout d'abord, une restriction volontaire est observable dans un certain nombre de pays tels que le Zimbabwe, où 48% des femmes adoptent des moyens contraceptifs, le Botswana et le Kenya, qui voient ce chiffre atteindre les 29% et 28%. Cependant, les inégalités sont importantes et c'est seulement 10% de femmes qui ont recours à la contraception au Ghana, moins de 5% au Sénégal. Le recours aux pratiques contraceptives continuent malgré tout de se heurter aux valeurs traditionnelles africaines : la réussite sociale est toujours marquée par la polygamie et l'importance de

la descendance, la famille élargie constituant l'un des pivots de la société ; le statut de mère est valorisé et ne pas avoir d'enfant peut être considéré comme une malédiction. On peut également mettre l'accent sur le recul de l'âge au mariage et s'interroger sur la réalité de ce changement. Il peut s'agir d'une évolution sociale comme il peut s'agir d'une réponse aux difficultés économiques qui rendent le mariage plus problématique (notamment, l'acquisition de la dot). Toujours est-il que ce recul de l'âge au mariage contribue indéniablement à la baisse de la fécondité.

Malgré l'ensemble de ces facteurs, il serait erroné de penser que les taux de natalité sont en réelle voie de diminution. Les grandes tendances montrent que, si la mortalité recule en Afrique, la natalité ne baisse toujours pas significativement.

Au Burkina Faso, l'augmentation de la population a sérieusement débuté dès les années 1960 avec des taux de croissance de l'ordre de 8.4% entre 1960 et 1975 et de 9.9% de 1975 à 1985, date à laquelle le pays comptait 8 millions d'habitants. La décennie suivante a connu une croissance annuelle moyenne importante, de 11.3%, élevant la population à 10.3 millions d'habitants en 1996³. Parallèlement, la part de la population urbaine est passée de 6 à 26% de la population totale durant la période 1960-1995 (Banque Mondiale, 1995).

Carte 2. Croissance urbaine au Burkina Faso (1975-1985 / 1985-1996)



Source : IRD, UR PERSAN, 2003, d'après IGB - Institut Géographique du Burkina -

³ Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

Les campagnes ne se sont donc pas vues vidées de leur population. Cependant, dans le monde rural, le pouvoir détenu par les anciens est de plus en plus remis en cause : le système de partage des richesses ne correspond plus aux besoins des jeunes, le renchérissement de la dot rend le mariage de plus en plus difficile. L'ensemble de ces mutations participe au départ des jeunes villageois vers les villes, espaces attrayants qu'ils considèrent plus agréables à vivre. Cela ne se fait pas systématiquement en opposition à la famille, et il peut même s'agir d'une stratégie des anciens comptant bien profiter de retombées financières.

Le Burkina Faso reste un pays à dominante rurale, à l'image de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne. L'Afrique tropicale qui comptait 150 millions de ruraux en 1950 en compte à présent 400 millions (Dubresson, A., 1998). Malgré cette sensible croissance urbaine, les villes ne se sont pas construites avec l'exode rural. Néanmoins, il y a participé et nous interpelle sur l'évolution des comportements et des mentalités.

3 - L'exode rural

Après avoir été considérée comme une création des blancs dont il valait mieux se méfier, la ville a fasciné la population africaine, la jeunesse en particulier. Elle représentait, et représente toujours actuellement, le lieu symbolique de la modernité. Dans les années 1940, c'est l'exode rural qui met en marche la nette accélération de la croissance des villes. Bien que les pouvoirs coloniaux aient tenté de contenir cette croissance, le temps les a rattrapés. Au Congo belge, Kinshasa passait de 400 000 habitants en 1960 à plus d'un million dix ans plus tard.

En Amérique tropicale, les grands flux migratoires de la campagne vers la ville étaient la conséquence d'une population rurale chassée dans les bidonvilles (la fuite des sans-terre par exemple) qui voyait la ville comme l'unique et l'ultime espace de survie. Le cas africain est bien différent car les populations rurales ne se sont pas dirigées vers les espaces urbanisés dans l'esprit de fuir la misère qu'ils connaissaient mais beaucoup plus, comme on l'a noté plus haut, parce que la ville était très attractive par sa nouveauté et sa modernité, ce qui explique qu'il y ait une part considérable de jeunes. Evidemment, certains facteurs conjoncturels, telles que les sécheresses sahéliennes, ont contraint des populations rurales à prendre la direction de la ville. C'est ainsi que certaines d'entre elles ont vu leur croissance démographique augmenter nettement. Prenons un cas extrême tel que Nouakchott qui s'est vue « envahir » après les sécheresses de 1968. En 1970⁴, la capitale mauritanienne dénombrait déjà 40 000 personnes alors qu'elle ne pouvait en accueillir que 8 000. En 1973, grande année de

⁴ POURTIER, R., 2001, *Afriques noires*, Hachette, Paris, 255 p.

sécheresse également, elle comptait 100 000 individus. Actuellement, elle dépasse les 500 000. Les guerres sont aussi des causes d'exode ; chassée et pillée, la paysannerie a souvent été forcée de se réfugier en ville, croyant y trouver la sécurité, probablement à tort. Les exemples sont multiples.

Mais, les migrations des populations rurales en direction des villes restent en Afrique des mouvements volontaires plus que contraints.

Nous avons maintes fois répété que le gros des migrants était représenté par les jeunes et ce point mérite éclaircissement tant il réfère aux évolutions sociales ainsi qu'aux changements des mentalités.

Dans le milieu rural persistent l'autoconsommation, la diffusion de l'argent étant très limitée et restant particulièrement centrée sur les villes. Certains villages ont développé une agriculture commerciale mais cela reste rare et, dans tous les cas, limité. Par conséquent, ce n'est pas dans les espaces ruraux que les populations ont l'opportunité de gagner de l'argent. Autrefois, on ne se considérait pas riche par l'accumulation de biens mais plutôt par celle de prestiges. Le principe de la société de consommation attire bien davantage les jeunes villageois qui se représentent la ville comme le lieu où il est possible de gagner de l'argent et de se faire une situation. Il faut reconnaître que le monde rural n'est pas vraiment adapté aux attentes, aux envies des jeunes (cadre et qualités de vie) qui se dirigent vers la ville sans réaliser forcément que « le tri est sévère entre les candidats à la réussite urbaine » tel que le dit Roland Pourtier (2001). En faisant allusion aux enfants des villages africains qui ne disposent pas toujours de l'électricité, ce même auteur résume bien les songes qui défilent dans l'esprit des enfants lorsqu'il écrit « Les enfants rêvent de lumière ; dans leur nuit noire ils voient passer au dessus-de leur tête les satellites qui véhiculent au loin les images de la télévision ».

Le continent noir est donc caractérisé par la population la plus jeune du monde.

L'urbanisation brutale des villes africaines, dont le moteur fut tout d'abord l'exode rural renforcé par une croissance naturelle maintenue puis suivie à nouveau de périodes d'exode, constitue probablement la transformation notable du XXème siècle en Afrique. Généralement anciennes villes coloniales, submergées par une urbanisation non maîtrisée, les villes africaines présentent un certain nombre d'éléments semblables qui méritent d'être exposés. Nous allons en conséquence nous pencher sur la ville africaine afin d'en percevoir les traits caractéristiques.

II- La ville africaine

Bien qu'elles aient chacune un caractère et des singularités qui leur soient propres, les villes d'Afrique noire, qu'il s'agisse des secteurs d'activités qu'elles accueillent ou de leurs configurations urbaines, présentent de nombreux points communs.

1 - Les secteurs d'activités

Il s'agit là de dresser un tableau synthétique des diverses activités qui présentent des aspects semblables au sein de l'ensemble des villes africaines. L'importance de la bureaucratie, la faiblesse industrielle, la croissance continue des emplois informels et l'originale présence de l'agriculture et de l'élevage en ville semblent être des traits principaux qui méritent notre attention.

Les villes coloniales sont étroitement liées au politique ainsi qu'à l'Etat. Aux indépendances, les administrations se sont beaucoup développées et l'Etat est devenu le premier employeur (personnel administratif considérablement important, sociétés publique, etc.). « Les villes d'Afrique noire sont avant tout « filles de l'Etat » », tel que le dit Pourtier en comparaison des villes de l'Europe médiévale que l'historien Henri Pirenne avait nommé « filles du commerce » (Pourtier, 2001). La fonction publique y constitue donc un élément essentiel, tout d'abord par l'importance numérique des fonctionnaires, puis par son rôle de redistribution monétaire. Ainsi, il ne paraît pas surprenant que la crise des villes et celle de l'Etat soient en perpétuelle relation, notamment lorsque l'Etat n'a plus les capacités de redistribuer la rente. De nombreuses bureaucraties se sont financées par le biais des ressources provenant de la rente agricole. Or, la faiblesse de l'économie fragilise considérablement les Etats et le détournement de l'argent public n'est pas un fait exceptionnel. Par conséquent, lorsque les rentes s'effondrent, l'Etat se retrouve vulnérable et naissent alors crises et violences urbaines. C'est ce cas de figure que l'on constate en Afrique depuis plus de vingt ans.

Excepté en Afrique du Sud, il n'y a pas eu de lien entre industrialisation et urbanisation comme ce fut le cas lors de la révolution industrielle en Europe. L'Afrique n'a pas bénéficié de délocalisations industrielles tels que l'ont été les nouveaux pays industrialisés (NPI) asiatiques. La sous-industrialisation caractéristique du continent noir est le résultat d'une absence totale de tradition industrielle, d'un niveau de formation très limité et de méfiances socioculturelles, l'inverse des pays asiatiques. Par « méfiances socioculturelles », nous évoquons les réticences de la population « vis-à-vis d'un travail

répétitif, fragmenté, encadré par une hiérarchie professionnelle rigide » (Pourtier, 2001). Le tout est aggravé par l'insuffisance des infrastructures (équipements et services) et bien sûr par la faiblesse du pouvoir d'achat qui, néanmoins, est sujette à des variations locales importantes. Excepté en ce qui concerne les secteurs pétroliers et miniers, les investisseurs étrangers restent prudents et le cercle vicieux ne cesse de perdurer. Les taux d'investissement direct à l'étranger (IDE) durant la période 1980-1989, qui précède les années de crise, n'ont été que de 1% en Afrique contre 30% en Asie...

Toutefois, les pays africains ont débuté leur pratique de l'industrialisation par la transformation des produits locaux (noix et huile de palme, arachides, café, cacao, coton...) et certains types d'industries ont connu une bonne croissance telles que les brasseries qui fonctionnent remarquablement.

L'industrie n'a donc pas été un facteur d'urbanisation ; en revanche, la ville a été industrialisante puisqu'elle accumulait forces de travail, savoirs-faires, capitaux, marchés de consommation, etc. Puis, simplement, elle a développé l'industrie du bâtiment et par la même occasion les activités de sous-traitance qui l'accompagnent. Et, n'omettons pas que les générations actuelles sont bien différentes des précédentes : ceux qui sont nés en ville sont nettement plus intégrés dans le système urbain que ceux qui provenaient de la campagne. Leur éducation permet d'emblée à certains une insertion plus naturelle et facile dans le domaine industriel.

Intéressons-nous à présent à ce domaine spécifique et commun à l'ensemble africain qu'est le secteur informel. Les activités informelles peuvent être de tous types et leur définition ne dépend pas de leur nature mais de la façon dont elles sont gérées. Ce qui est informel correspond à ce qui échappe à la fiscalité. Il est particulièrement difficile de réaliser ce que ce secteur peut peser économiquement parlant et aussi difficile d'évaluer le nombre d'actifs qu'il emploie tant il est présent partout, visible et invisible. Quand il s'agit d'activités de base (petits commerces, artisanats, services) réalisées dans le but de survivre, bien qu'illégal, ce secteur a le mérite de proposer un certain nombre de services adaptés au faible pouvoir d'achat des citadins. Mais, il ne se limite pas à cela et nombre d'activités s'effectue dans le seul objectif de s'enrichir en employant des moyens illégaux.

Originale mais pas réservée aux villes africaines, « l'agriculture urbaine » est très pratiquée. Chaque terrain vide est susceptible d'être aménagé pour des cultures vivrières mais également commerciales. Cette « agriculture urbaine » participe très sérieusement à l'alimentation des citadins et occupe une place de plus en plus importante depuis l'établissement de la crise. Cette activité existait bien avant les colonisations qui l'ont d'ailleurs encouragé tant les villes éprouvaient des difficultés à s'approvisionner en fruits et légumes frais. Les habitants mènent alors une double vie, à la fois urbaine et rurale,

se rendant au champ en périphérie de la ville de la même manière qu'ils le feraient au village. Puis, soit ils conservent les produits pour leurs propres besoins, soit ils les vendent sur les petits marchés urbains. Ces cultures vivrières sont dépendantes de la saison des pluies, ce qui les différencie du maraîchage se pratiquant tout au long de l'année grâce à l'irrigation. De plus, le maraîchage n'a pas pour finalité l'autoconsommation.

Dans le même esprit que celui de l'agriculture en ville, l'élevage est très pratiqué (poules, canards, bœufs...). Soit il est destiné à l'autoconsommation (viande et lait) et à la pratique de rituels culturels et sociaux (l'Aïd-el-Kébir par exemple, nommée plus couramment la *Tabaski* en Afrique de l'Ouest), soit il est commercialisé.

Cette brève présentation donne un aperçu des activités caractéristiques des villes et montre en quoi la ville africaine peut s'avérer difficile à gérer, tant politiquement qu'économiquement. Elle met également en évidence le rapport étroit qui existe entre le monde rural et le monde urbain, la ville comprenant des espaces qui présentent des paysages et des activités du domaine de la campagne. Mais les villes africaines comportent également des similitudes notables dans leur agencement.

2 - Une configuration urbaine

Comme toute ville, les villes africaines présentent des morphologies héritées d'une histoire. Leurs vécus, variés, ont laissé des traces qui leur sont propres. Malgré tout, un certain nombre d'épisodes du passé ont occasionné des dénouements globalement similaires. De plus, la période contemporaine a tendance à uniformiser encore davantage les villes africaines.

L'un des points caractéristique de la ville africaine contemporaine est le saisissant contraste existant entre des populations très aisées et des populations particulièrement pauvres. Ce contraste, comme on s'en doutera, se ressent pleinement dans le paysage ; passer d'un quartier luxueux à un quartier profondément miséreux n'est pas inhabituel et les contrastes internes au sein d'un même quartier sont également classiques.

La ségrégation dans les villes africaines a laissé de nombreuses empreintes, tant dans les paysages urbains que dans les esprits. Celle héritée de la période coloniale mérite probablement d'être abordée en premier. Avec l'apartheid, l'Afrique du Sud a subi la plus radicale des ségrégations raciales dans la ville. Même si toutes les villes coloniales n'ont pas connu ce même processus drastique, le principe était le même et elles étaient systématiquement pensées de manière à ce que, au sein d'une même ville, soient établis une « ville blanche » et des « quartiers indigènes ». Ces derniers étaient eux mêmes divisés : en Afrique du Sud, il était question de la couleur de peau (noirs, « colored » et indiens) ; à Ouagadougou, les indigènes étaient séparés en trois catégories : les

« évolués » étaient autorisés à accéder au logement dans les quartiers européens et les « semi-évolués » ainsi que les « non évolués » devaient résider dans les quartiers indigènes, les premiers occupant la zone voisine des européens et les second, contraints de s'installer au-delà⁵.

Plus nombreuse qu'en 1960 malgré tout, la population blanche ne pèse plus très lourd quarante ans après les indépendances. Les quartiers qu'elle s'était destinée ont été occupés par des populations aisées, la bourgeoisie africaine, et des activités spécifiques, les ambassades et les activités tertiaires de haut niveau. En définitive, les limites qui faisaient rupture entre quartiers blancs et quartiers noirs, pour rester simpliste, se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui et perdurent en séparant les quartiers riches des quartiers pauvres. Cependant, bien qu'elle résume une grande tendance, cette configuration est à nuancer. A Ouagadougou, les quartiers les plus aisés comportent également des espaces plus précaires qui témoignent de la présence d'une population nettement plus pauvre. Le quartier de la Zone du Bois, plus connu pour ses belles résidences, fait administrativement partie d'un secteur qui localise, dans sa partie sud, une zone comprenant des maisons simples, des célibatoriums⁶, et dans laquelle les citoyens n'ont pas l'eau courante.

La ségrégation sociale, en rapport direct avec la précédente, est également commune à l'ensemble des villes africaines. Bien que ce soit peut-être généralisant, les quartiers correspondant à la classe bourgeoise (dont le pourcentage est infime par rapport à l'ensemble de la population urbaine) rassemblent les commerçants aisés, les « bureaucrates » et les étrangers dans un espace où l'on recense les établissements politiques, les bâtiments administratifs, les grands hôtels et autres activités liées aux loisirs. Bien sûr, selon les villes, la ségrégation socio-spatiale est plus ou moins accentuée. Il existe des poches de pauvreté dans les quartiers centraux et les masses pauvres se voient également envoyées dans les périphéries ou dans les espaces dévalorisés du type zones marécageuses insalubres, pentes inconstructibles, bas-fonds inondables, etc.

La morphologie urbaine de la ville africaine mérite aussi d'être présentée car, bien que chacune conserve son caractère, elles ont en commun ce double aspect de la ville à la fois ordonnée et désordonnée.

Héritage de l'urbanisme colonial, le quadrillage est caractéristique de ces villes et l'aspect pratique de ce tracé (simple à réaliser, économique à équiper en voirie et réseaux divers) a incité son maintien au-delà du domaine et de l'époque coloniale. En

⁵ RICARD, A., 2002, « L'invention d'une capitale coloniale : Ouagadougou de 1919 à 1932 », in *Clio en Afrique*, n°7.

⁶ célibatorium : habitation agencée en longueur et divisée en plusieurs chambres, chacune des portes donnant sur une petite cours commune. Ces habitations sont destinées aux célibataires. Cependant, des familles sont également susceptibles d'y loger. La population d'un célibatorium dispose des toilettes et d'une salle de bain, ce qui dénote d'un certain confort.

parallèle sont nés des paysages diamétralement opposés. La forte croissance urbaine qu'ont connue les villes africaines n'a pu être contrôlée et contenue par les pouvoirs publics. De cette incapacité d'action a découlé une occupation illégale du sol par des populations qui se sont établies spontanément. On parle alors d'espaces d'« habitat spontané », d'espaces non lotis, d'espaces informels. Ils présentent une configuration urbaine désordonnée, à des degrés divers selon les villes. Par leur manière de croître, les villes ont ce point commun de concentrer plutôt des immeubles à étages en leur centre. En dehors de cela, ce sont des villes basses (constructions en rez-de-chaussée), ce qui implique qu'elles s'étalent considérablement dans l'espace. De multiples exemples existent ; celui de Pikine est particulièrement approprié. Dans l'objectif d'alléger l'extrémité de la presqu'île du Cap-Vert, où les apports de population ne cessaient d'être de plus en plus denses, cette banlieue de Dakar a fait l'objet de planifications à la fin des années 1950. Des terrains à bâtir ont été sélectionnés et attribués par les pouvoirs publics. Etaient concernés, à la condition de construire son habitat, les déguerpis du centre-ville, les jeunes adultes des quartiers anciens fortement peuplés et certains migrants nouvellement arrivés. Le tracé des parcelles s'est effectué selon la géométrie évoquée précédemment. En périphérie de cette zone lotie, les villageois ont vendu certaines de leurs terres à des citadins qui ont donc bâti leurs maisons en toute irrégularité. Pratiquement toutes les grandes villes africaines voient leurs périphéries concernées par cette production spontanée et illégale de l'espace urbain, et dont la configuration spatiale ne suit pas le tracé géométrique des espaces lotis. Nous verrons que le cas de la capitale burkinabé n'a pas emprunté un autre chemin.

Les villes ont attiré les populations car elles rassemblent des fonctions attractives : lieux d'accumulation du capital financier, commercial et manufacturier, lieux de l'échange marchand, des concentrations humaines et des brassages de populations, espace de légitimation des pouvoirs post-coloniaux, etc. Mais, si les villes ont toujours été le reflet du changement social, elles sont également sensibles aux crises politico-économiques du fait de leurs fonctions. De nombreux dysfonctionnements y sévissent : déclin des investissements, désorganisation de l'encadrement, aggravation de la pauvreté, etc. La montée du chômage et l'« informalisation » témoignent de la crise.

Les grandes tendances caractéristiques de l'Afrique subsaharienne ayant été exposées, nous allons à présent nous intéresser pleinement au Burkina Faso dont l'histoire urbaine n'a pas échappé à l'ensemble des propos tenus dans ce premier chapitre. Sa capitale, Ouagadougou, fait l'objet de transformations urbaines qui nous intéressent particulièrement dans le cadre de notre sujet. Cependant, il apparaît nécessaire, avant tout, de replacer le Burkina dans son contexte historique.

CHAPITRE II - Historique du Burkina Faso

Les premiers témoignages écrits proviennent des explorateurs, français ou anglais, tels que Mungo Park (1796-1797), René Caillé (1826-1828), Barth (1849-1855) et le capitaine Binger (1887-1889). C'est avec Monteil (1891) et les lieutenants Voulet et Chanoine (1896-1897) que débutera la véritable conquête du Burkina Faso qui se concrétisera par la signature de traités de protectorat entre les Français et les différents chefs régionaux.

Nous allons donc, dans ce premier chapitre, retracer les grandes lignes de l'histoire du Burkina Faso.

Dans une première partie, nous exposerons la période qui s'étend de l'implantation des Mossi jusqu'à la révolution burkinabé. Nous y évoquerons tout d'abord la présence Mossi, peuple dominant qui a su s'inscrire à long terme dans l'espace et l'histoire du pays, puis la période coloniale avec ses grandes phases et ce jusqu'à l'indépendance. Pour saisir ce qui a conduit à la Révolution burkinabé, nous nous intéresserons ensuite aux divers gouvernements qui se sont enchaînés de l'Indépendance au 4 août 1983.

Dans une seconde partie, nous relaterons les grandes idées de cette Révolution, les projets et leurs réalisations, puis nous évoquerons la vie politique qui a succédé à la période révolutionnaire.

Enfin, dans une troisième partie, nous exposerons la rivalité qui a opposé les deux villes principales du Burkina, Bobo-Dioulasso et Ouagadougou, et les raisons qui ont conduit à choisir cette dernière comme la capitale nationale.

I- De l'implantation d'une ethnie puissante à la Révolution burkinabé

1- La puissance des Mossi

Il est fort plausible que les Mossi soient originaires du sud du Tchad⁷. Fuyant les sécheresses et famines ou peut-être chassés par d'autres peuples, ils ont vraisemblablement migré et se sont installés dans le Dagamba, au nord de l'actuel Ghana. Ce serait la localisation du premier royaume Mossi, nommé plus tard Tenkodogo (du mooré *tinga*, terre, et *kodogo*, vieille). Zungrana ou Wed Raogo (fils de la Princesse Yennega et du chasseur Rialé), roi de ce royaume, avait des valeurs telles que le sens du patriotisme et de l'organisation. En établissant une hiérarchie particulièrement bien structurée ainsi qu'une organisation politique capable de contrôler les attaques

⁷ JANIN S., 2003, *Burkina Faso. Pays des hommes intègres*, Ed Olizane, Découverte, 320 p.

extérieures et de contenir les conflits internes, Zungrana contribua à la pérennité de l'Empire mossi. Son fils, Oubri, se dirigea vers l'ouest pour y effectuer de nouvelles conquêtes. Il découvrit les peuples Nyonyonsé et Gourounsi, probablement les premiers habitants du Burkina, et s'empara de leur capitale, Kombentinga, qu'il renomma Wogdgo (nommée plus tard Ouagadougou) et se proclama *Mogho Naba*, chef de l'Empire Mossi.

Le fort sentiment patriotique et la certitude d'être les plus puissants permirent aux Mossi de résister aux musulmans venus du nord puis aux missionnaires chrétiens envoyés par la France. Cela n'a pas empêché le *Naba* Dulugu 1^{er} de se convertir à l'Islam (vers 1785) mais en aucun cas cette religion ne remplaça l'animisme et les rites quotidiens qui allaient de paire.

A la fin du XIX^{ème} siècle, l'Empire Mossi comptait plus d'un million d'habitants, s'étendant de Ouagadougou, capitale de l'Oubritenga, à Tenkodogo, lieu d'origine des Mossi, et à Ouahigouya, capitale du Yatenga.

Alors que les Français, commandés par le capitaine Destenave, venaient de signer un traité de protectorat avec le *Naba* Bully, chef du Yatenga, ils se retrouvèrent bloqués par le *naba* de Yako (nord-ouest de Ouagadougou). Afin de surmonter cet obstacle, Destenave informa le *Naba* Wobgo, chef de Ouagadougou, de leurs intentions de les protéger. Ce dernier refusa catégoriquement les propositions de la France qui réduirait son pays à la soumission. Les colonisateurs français, voyant l'avance des anglais déjà en Gold Coast, précipitèrent les événements. C'est ainsi qu'après avoir ravagé Yako le 26 août, les lieutenants Voulet et Chanoine prirent facilement Ouagadougou le 1^{er} septembre 1896⁸.

2- De 1900 à 1960 : la domination coloniale

a – Une organisation politique

Entre 1896 et 1908, période dite de « pacification », les militaires étaient chargés de rétablir l'ordre. Cette période avait également pour objectif de préparer les futures installations des civils et des fonctionnaires.

A partir de 1904 et jusqu'en 1919, le territoire burkinabé fut intégré à la colonie du Haut-Sénégal (comprenant une partie du Niger, du Mali et de la Haute-Volta). Les pouvoirs politique, civil et militaire étaient détenus par le gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française (AOF) qui résidait à Dakar.

En 1908, alors que les militaires quittaient leurs postes, la colonie fut divisée en onze cercles, chacun administré par un commandant. Les autochtones n'étaient pas reconnus comme des citoyens et ne bénéficiaient donc pas des mêmes droits que les Français.

⁸ AICARDI DE SAINT PAUL, M., 1993, De la Haute-Volta au Burkina Faso. Tradition et modernité au « pays des hommes intègres », Ed Albatros, Paris, p. 175.

Tous considérés comme des indigènes, ils n'avaient que des devoirs qui consistaient à combattre dans l'armée française et travailler pour les entreprises publiques ou privées qui l'ordonneraient. C'est ainsi que des dizaines de milliers de burkinabé se retrouvèrent planteurs ou encore constructeurs du chemin de fer en Côte d'Ivoire.

Bien que les Français aient toujours conservé des africains aux postes de chef, la révolte était présente à travers tout le pays. Elle éclata véritablement lors de La « Grande Guerre » et de la mobilisation forcée des populations.

Lors de la guerre 1914-1918, toute l'Afrique occidentale fut concernée par les recrutements effectués par la France. La rage de la population ne cessa de s'amplifier et les révoltes se développèrent ci et là contre le colonisateur. Les répressions se révélèrent très féroces et les foyers de rebellions furent anéantis au début du XXème siècle.

Les ex-colonisateurs n'ont jamais été honnêtes à propos du nombre d'africains morts pour la France. Les chiffres parlent de 200 000 morts dont 156 000 ayant participé aux opérations militaires (Janin, 2003).

b- La constitution d'un territoire

En 1919, le territoire fut retiré de la colonie du Haut-Sénégal Niger et la Haute-Volta fut instituée par le décret du 1^{er} mars. Peuplée d'environ trois millions d'habitants, dont 1.8 millions de Mossi (Aicardi de Saint Paul, 1993), elle était composée des cercles de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Gaoua, Dédougou, Dori, Fada N'Gourma et Say. Edouard Heisling, qui fut le premier gouverneur de la Haute-Volta, avait pour objectifs de déféodaliser les empires Mossi et Gourmantché de manière à les rendre plus dociles, développer les voies de communication et faire de Ouagadougou une véritable ville. Cette période fut marquée par l'intensification du travail forcé pour la réalisation des différents équipements et infrastructures (construction des bâtiments administratifs, écoles, formations sanitaires).

La Haute-Volta, qui faisait figure de réservoir de main-d'œuvre pour la France, fut dissoute en 1932 lorsque la colonie de Côte d'Ivoire eut un besoin urgent de main d'œuvre. Le territoire fut à nouveau démantelé et partagé entre le Soudan français, le Niger et la Côte d'Ivoire. Une fois de plus, la désolation envahit la population qui réalisait à quel point leur pays n'avait strictement aucun intérêt comparé aux autres colonies. Naba Kom II, qui fut intronisé par les Français en 1904, lutta pour la reconstitution de la Haute-Volta et fut suivi, à sa mort, par son fils, le prince Youssoufou.

La Deuxième Guerre mondiale qui éclatait en Europe impliqua la reprise des recrutements en Afrique occidentale mais cette guerre fut considérée autrement par les

populations : nombreux furent ceux qui voulaient combattre l'Allemagne raciste dirigée par Hitler.

Après la seconde guerre mondiale, les conditions en AOF évoluèrent. Economiquement, le besoin en main d'œuvre se trouvait être singulièrement atténué. Politiquement, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) était créé, après le congrès de Bamako en 1946, et dirigé par son président Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire. Ce dernier revendiquait l'équité des droits et des devoirs entre français et africains et militait en faveur du détachement de la Haute Côte d'Ivoire. Les rois de Ouagadougou, Tenkodogo et du Yatenga se groupèrent pour appuyer cette demande et c'est grâce à Laléréma Henri Guissou, envoyé à l'Assemblée nationale, que le projet de loi du 4 septembre 1947 permit la reconstitution de la Haute-Volta dans les mêmes limites que celles de 1919. Etant donné que Bobo-Dioulasso avait été la capitale administrative de la Haute Côte d'Ivoire, les services administratifs y furent provisoirement établis.

A la fin des années 1950, quatre principaux partis politiques existaient donc en Haute-Volta : le Parti Progressiste Voltaïque, le Mouvement Populaire Africain, le Parti Social pour l'Emancipation des Masses Africaines et le RDA, dirigé alors par Daniel Ouezzin Coulibaly. Les élections de 1957 le placèrent à la tête du premier gouvernement voltaïque. A sa mort, en 1958, il fut remplacé par Maurice Yaméogo. Cette même année, le droit d'établir un gouvernement fut accordé et c'est ainsi que le 28 septembre 1958, la population vit s'installer la Première République de Haute-Volta dirigée par Yaméogo qui devint chef d'Etat en 1959. Le 5 août 1960, l'indépendance était proclamée.

3- De l'indépendance à la Révolution (1960 - 1983)

Au cours des vingt-trois premières années d'indépendance que connut la Haute-Volta, de multiples régimes s'enchaînèrent : autoritaires, autocratiques, dictatoriaux, les uns civils, les autres militaires. L'ensemble des informations suivantes sont tirées de l'ouvrage d'Aicardi de Saint Paul (1993).

Avec Maurice Yaméogo (1959-1966), la Haute-Volta fut d'abord dirigée par un régime autocratique, fondé sur un parti unique, le RDA. A force de mauvaises gestions politiques qui ruinèrent l'économie et de mesures impopulaires, il fut contraint de démissionner, remplacé par le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana (1966-1980). En quinze ans, ce dernier alterna dans le choix des régimes. Jusqu'en 1970, il fit régner un gouvernement militaire dans l'attente de redresser la désastreuse situation économique. Le moment venu, une nouvelle Constitution fut établie et des élections législatives et démocratiques annoncèrent le commencement de la Deuxième République et du multipartisme. Cette période (1970-1974) s'acheva sur des conflits internes qui

entraînèrent Lamizana à créer le Gouvernement du Renouveau National suivi du gouvernement de « transition » (1976) dans le but de préparer les textes constitutifs des futures élections présidentielles et législatives. Réélu en mai 1978, ce fut le commencement de la Troisième République et le retour à la démocratie. Lamizana ne profita guère de ce mandat puisqu'il fut renversé en 1980 par Sayè Zerbo et le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National. C'est à cette époque que l'on vit pour la première fois le jeune Thomas Sankara à qui fut attribué le poste de Premier Ministre dont il démissionna six mois plus tard. Très impopulaire également, Zerbo fut à son tour la victime d'un coup d'Etat qui hissa à la présidence Jean-Baptiste Ouédraogo en 1982. Thomas Sankara, à nouveau tenant du poste de Premier Ministre, dévoila une forte personnalité. Lorsque le colonel Kadhafi vint rencontrer officiellement Sankara sans que le président n'en soit averti, le Conseil de Salut du Peuple le destitua de son poste et l'envoya, ainsi que son ami Lingani, dans la prison de Dori en mai 1983. C'est grâce à la résistance du capitaine Blaise Compaoré, à partir du Centre d'Entraînement Commando de Pô, qu'ils se trouvèrent libérés. Le 4 août 1983, Thomas Sankara s'empara du pouvoir en annonçant à la radio le nom du nouveau gouvernement : le Conseil National de la Révolution (CNR).

Entouré par ses trois amis, les capitaines Blaise Compaoré et Henri Zongo ainsi que le commandant J.B. Boukari Lingani, Sankara occupait la place du chef de l'Etat et une nouvelle ère commença pour la Haute-Volta qui devint alors le Burkina Faso, « pays des hommes intègres ».

L'année 1983 constitue une date rupture car, pour la première fois, un révolutionnaire s'impose dans le but d'effectuer des changements radicaux sur l'ensemble du pays et, au-delà, c'est un état d'esprit qu'il désire transformer en se positionnant contre tout ce qui réfère au passé et particulièrement au pouvoir traditionnel. Hasard ou évidence, Thomas Sankara surgit sur la scène politique alors que la situation urbaine du Burkina Faso est critique après des décennies de laisser-aller et de troubles politiques. Jamais aucune politique de développement ou d'aménagement urbain n'a vu le jour ni n'a été réfléchie. Cette période révolutionnaire, en dépit de sa brièveté, va marquer le Burkina Faso à travers des tentatives économiques, sanitaires et de nombreuses actions urbaines.

II- Les bouleversements historiques

1- La rupture révolutionnaire (1983)

Le « pays des hommes intègres » se voyait alors dirigé par un homme dont les projets politiques annonçaient une transformation radicale de la société, en rupture totale

avec l'héritage colonial, et visant la mise en place d'une société plus juste et plus égalitaire. N'ayant strictement rien à voir avec les révolutions précédentes, elle revendiquait l'idéologie du marxisme-léninisme et du progressisme.

Tout d'abord, une structure révolutionnaire fut mise en place. Dans le domaine politique, le CNR était accompagné des CDR – Comités de Défense de la Révolution – qui devaient « exercer le pouvoir d'Etat sous la responsabilité directe du Conseil National de la Révolution » et constituer « la cellule de base du pouvoir démocratique et populaire » (Jaglin, 1995). Dans le domaine militaire, une armée populaire remplaça l'armée nationale dissoute par Sankara. Sur le plan économique, ce dernier visait à l'autosuffisance, à l'indépendance vis-à-vis de l'étranger et à la planification dans les espaces ruraux et les secteurs industriels.

Les campagnes ont ainsi fait l'objet de nombreux projets de développement : barrages, écoles, postes primaires de santé. Des mesures d'encouragement ont été prises telles que le contrôle des prix par l'Office nationale des céréales (OFNACER), la constitution de banques de céréales ou encore la suppression de l'impôt de capitation. Sankara souhaitait que les cultures de rente, le coton, l'arachide et dans une plus faible mesure, le sésame (Aicardi de Saint Paul, 1993), soient intégrées dans une filière industrielle nationale. Des réalisations sociales et sanitaires ont également vu le jour : la mortalité infantile, très élevée au Burkina (140 pour 1000 enfants), a incité au lancement de l'opération « vaccination commando » en 1984. Menée avec l'UNICEF, cette campagne a permis à un million d'enfants d'être vaccinés en quinze jours. Dans le même esprit, l'opération « Alpha commando » pour l'alphabétisation s'est effectuée en 1986. Grâce à l'investissement dans un programme scolaire sur quatre ans (1986-1990), le taux de scolarisation a nettement progressé au cours de la décennie 80-90.

Parmi l'ensemble des projets urbains révolutionnaires, le volet habitat était l'un des thèmes centraux de la politique gouvernementale. Les autorités souhaitaient résorber l'habitat illégal et maîtriser la croissance spatiale de la ville par la réalisation de lotissements publics dans les périphéries ouagalaises. Ce point sera largement exposé lorsque nous aborderons la ville de Ouagadougou.

Ce que l'on nomme le « sankarisme » s'est manifesté par une politique « au style spectaculaire »⁹ qui visait le monde rural et les négligés de la société burkinabé (femmes et jeunes). Le charismatique Sankara souhaitait se présenter d'égal à égal face au peuple dont il se voulait le simple porte-parole.

⁹ CHATELIER, A., 1994, « Pays du Sahel. Du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger. Burkina Faso : les années Sankara » in *Autrement* – Série Monde HS, Paris, n°72, pp. 170-179.

La révolution fit naître des espoirs mais elle s'essouffla. D'une part, bien que le Burkina Faso fut mieux connu qu'auparavant et admiré par les progressistes, Sankara contribua à l'isoler économiquement au plan international. D'autre part, les CDR et TPR - Tribunal Populaire Révolutionnaire - donnèrent lieu à des exactions malvenues. Enfin, certains groupes comme les forces politiques traditionnelles, les Eglises et les dirigeants du secteur privé, restèrent hostiles au régime tandis que la population burkinabé, après trois ans du nouveau régime, n'avait plus d'illusions. Alors que les campagnes restaient méfiantes face aux nouveautés qui leur étaient dédiées, le monde urbain n'était pas satisfait des mesures d'austérité.

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara et douze autres personnes trouvèrent la mort dans une fusillade. Le capitaine Blaise Compaoré prit le relais, fonda le Front Populaire et décréta la « Rectification » de la révolution.

2- Vers la démocratie (1987 – 1991)

Dirigé par le capitaine Blaise Compaoré, le Front Populaire décida de corriger erreurs et excès du régime révolutionnaire. Ce fut la période de « Rectification ». Tout d'abord, il s'agissait pour le président d'établir des mesures, parfois très symboliques, dans le but d'apaiser les tensions sociales : annulation du port obligatoire du *Faso Dan Fani* (pagne de fabrication burkinabé que les fonctionnaires étaient forcés de porter), libération des prisonniers politiques, réhabilitation de la chefferie traditionnelle, etc. Cette nouvelle politique entraîna le Burkina Faso à reprendre la route de la démocratie.

La sphère économique s'était vue ruinée par la période révolutionnaire et Blaise Compaoré la réorienta en vue d'en faire une économie « indépendante et planifiée ». Une part importante de la population, dont une majorité des supporters de Sankara, se trouvait en accord avec les mesures du nouveau président. Seuls des conflits entre le Front Populaire et les capitaines Zongo et Lingani entraînèrent une tentative de putsch en septembre 1989. Cette tentative fut un échec et plus rien n'empêcha l'établissement d'un Etat de Droit et d'une démocratie multipartite. Au cours du 1^{er} congrès du Front Populaire (mars 90), Blaise Compaoré réaffirma son engagement vis-à-vis de la nécessité d'un « environnement institutionnel légalisé, accepté par la majorité du peuple au moyen de mécanismes démocratiques » (Aicardi, 1993). Ainsi, un cadre institutionnel nouveau allait s'établir. Le 2 juin 1991, 93% des Burkinabé (taux de participation de 49%) approuvèrent la nouvelle Constitution par référendum (Aicardi, 1993). Inspirée des institutions de la Vème République française, une démocratie de type occidental se mit en place. Le Burkina Faso fut défini par sa Constitution comme un Etat démocratique, unitaire et laïc, les pouvoirs furent séparés en exécutif, législatif et judiciaire. Les fondements de la Quatrième République du Burkina Faso étaient posés.

Nous allons maintenant tenter de comprendre dans quel contexte Ouagadougou est devenue la capitale du Burkina Faso. Nous passerons en revue un certain nombre de raisons qui ont tout d'abord hissé la ville de Bobo-Dioulasso au premier rang puis nous évoquerons celles qui ont permis à Ouagadougou de devenir finalement la capitale nationale.

III- Le choix de la capitale

L'ensemble des informations qui suivent sont tirées d'un article de Catherine Coquery-Vidrovitch¹⁰.

Les Français établirent les sièges administratifs au sein des deux grands centres de pouvoir africains, Ouagadougou, chef-lieu de colonie, et Bobo-Dioulasso, chef-lieu de cercle. Avec la multiplication des échanges marchands et la mise en place d'un contrôle politique, les deux cités accédèrent au rang de ville mais la création de la Haute-Volta en 1919 fut à l'origine d'une rupture dans l'organisation urbaine et les deux villes évoluèrent différemment. A cette période, Bobo-Dioulasso voyait son rôle commercial renforcé et son statut administratif et militaire de plus en plus affirmé tandis que Ouagadougou s'effaçait et ne profitait pas du développement guidé par le contrôle colonial qui la laissait de côté.

En 1919, lors de la création de la colonie de la Haute-Volta, Bobo-Dioulasso s'afficha d'emblée comme la rivale de Ouagadougou sur un plan économique. Entre 1932 (suppression de la colonie) et 1947 (reconstitution de la colonie), Bobo, capitale économique, prit nettement le dessus sur Ouagadougou. A la nouvelle suppression de la colonie, une large partie de la Haute-Volta, sous le nom de la région de « Haute Côte d'Ivoire » fut intégrée à la Côte d'Ivoire. Le gouverneur de la Côte d'Ivoire administrait les cercles de Haute-Volta et, par sa position excentrée, le chef-lieu de cercle de Ouagadougou s'écartait encore de la nouvelle organisation administrative.

Les années s'écoulaient et Bobo-Dioulasso accumulait les avantages. Sa région bénéficiait de potentialités agricoles bien plus intéressantes que celles de Ouagadougou et, en 1934, elle constituait le terminus du chemin de fer. De plus, entre 1932 et 1946, Ouagadougou se vit retirer un certain nombre de services - tels ceux des Travaux publics, de la Justice et de la Chambre de Commerce - au profit de Bobo-Dioulasso. Dès 1936, Ouagadougou perdit son statut de commune. La crise et la grande guerre impliquèrent une réduction des investissements, ce qui ne fit qu'aggraver la situation à Ouagadougou. En mai 1947, la Côte d'Ivoire recevait environ 19% de recettes des cercles de Haute-Volta. Tandis que le cercle de Ouagadougou était le plus peuplé

¹⁰ COQUERY-VIDROVITCH, C., 1993, « Histoire africaine du XXème siècle. Société – Villes – Cultures », in *Cahier « Afrique noire »*, L'Harmattan, n°14-15.

(presque le double de celui de Bobo), il ne se situait qu'à la troisième position derrière Koudougou et Bobo-Dioulasso qui rapportaient les recettes les plus élevées. Bobo-Dioulasso se trouvait donc dans une position plus avantageuse pour devenir capitale nationale tandis que Ouagadougou n'avait cessé d'accumuler les fatalités.

Capitale commerciale du territoire, Bobo-Dioulasso était favorisée par sa situation géographique qui la positionnait idéalement dans les échanges entre les divers pays. Terre fertile habitée par une population réputée travailleuse, Bobo multipliait les points positifs. Qu'il s'agisse des élus, de l'administration centrale de l'AOF à Dakar ou encore, et surtout, des européens, il était presque évident que Bobo tiendrait la place de capitale nationale. Chacun avait ses propres raisons mais toutes convergeaient vers ce même désir. Pour le service du gouvernement de l'AOF ainsi que pour les Européens, sa position à la croisée des routes nord-sud et est - ouest, sa salubrité et son climat agréable ne faisaient aucun doute quant au bon équilibre de Bobo-Dioulasso. De plus, il leur semblait inapproprié de regrouper en un même lieu un chef Mossi aux pratiques archaïques et des fonctionnaires.

Pour les partisans de la reconstitution de la Haute-Volta, il n'était pas question de réfléchir à la future capitale nationale ; la Haute-Volta devait se rétablir exactement sur les mêmes bases et faire tout naturellement de Ouagadougou la première ville du pays. Les choix effectués par les gouvernements de territoires, dont dépendaient les cercles de Haute-Volta, furent décisifs. Celui du Niger mit en avant le fait que Fada se trouvait trop excentré de Bobo-Dioulasso, ce qui n'était pas le cas par rapport à Ouagadougou. Le gouvernement du Soudan opta pour Ouagadougou tout simplement parce qu'il s'agissait du centre politique des Mossi et également parce que la poursuite du chemin de fer était prévue (les rails arrivèrent à Ouagadougou en 1954 à la suite des revendications du chef Mossi) et que cela atténuerait l'isolement des périphéries soudanaises et nigériennes. Enfin, le gouverneur de la Côte d'Ivoire préférait voir Bobo rattachée à son pays.

Ainsi, la Haute-Volta fut rétablie pour des raisons politiques et économiques et Ouagadougou devint capitale nationale. Peu à peu, il fallut donc transférer les services de Bobo à Ouagadougou, processus qui s'est particulièrement accéléré à partir de 1951 et presque achevé en 1953.

Des récents bouleversements que connaît l'Afrique noire, le plus intense se situe dans l'explosion urbaine qui l'affecte depuis les années 1940-1950, engendrant d'importantes difficultés quant à la régulation des flux migratoires et la maîtrise de l'extension spatiale des villes. La production des villes s'est effectivement manifestée brutalement, s'étalant considérablement dans l'espace. La plupart des villes des pays africains ont été concernées par cette période d'urbanisation massive et, tel que nous l'avons mentionné, le Burkina Faso a connu ce même engouement pour la ville à la différence qu'une révolution éclata alors même que les pouvoirs publics n'étaient plus capables de faire face à l'arrivée des flux de population.

C'est ainsi que nous allons nous intéresser à la capital burkinabé dans notre seconde partie afin de la replacer dans son contexte démographique et urbain et d'en comprendre la dynamique spatiale. Ouagadougou fut au cœur des changements effectués lors de la révolution. Elle fut particulièrement touchée par des mesures qui devaient faire rupture avec la période passée et, en cela, fit l'objet de redécoupages administratifs qui ne prenaient plus en compte les quartiers, lesquels étaient dominés par les chefs traditionnels. L'objectif étant de bouleverser l'ordre des choses en s'attaquant au pouvoir traditionnel, ces mesures nous interpellent sur un plan socio-spatial. C'est ainsi que nous nous pencherons sur la notion de quartier et étudierons un quartier de Ouagadougou, Kouritenga

DEUXIEME PARTIE

PRESENTATION DU CONTEXTE URBAIN

ET DU CADRE D'ETUDE POUR UNE GEOGRAPHIE SOCIALE

A L'ECHELLE D'UN QUARTIER

Notre seconde partie va consister en la présentation de Ouagadougou ainsi que des changements dont elle a fait l'objet lors de la révolution. Nous verrons que certaines des transformations, concernant le maillage de l'espace, ont joué un rôle important dans le domaine urbain mais également social. Alors que la population évoluait au sein d'un découpage auquel elle était habituée et qui prenait en compte la chefferie traditionnelle, le nouveau découpage avait pour but d'effacer, entre autre, la puissance traditionnelle. Or, cette mutation du découpage administratif de la ville est à prendre en considération car elle est susceptible d'être à la base de changements notables quant à la manière dont la population s'apparente à un espace et se l'approprient. C'est dans ce cadre que nous étudierons un quartier périphérique de Ouagadougou.

Nous nous intéresserons dans un premier temps à la capitale burkinabé à travers quatre temps. Dans les deux premiers, nous nous attèlerons à replacer Ouagadougou dans son contexte démographique et urbain puis nous présenterons certaines mesures prises lors de la révolution en s'appuyant tout particulièrement sur les transformations urbaines aux très probables conséquences sociales. La capitale s'étant considérablement étalée dans l'espace, nous consacrerons un troisième temps aux périphéries puis nous terminerons en évoquant la notion de quartier qui introduira notre second chapitre voué au quartier de Kouritenga. Après s'être attelé à la présentation des méthodes de travail et du quartier, le dernier chapitre fera l'objet d'une géographie sociale à travers les pratiques socio-spatiales des habitants du quartier.

CHAPITRE I – Ouagadougou

Un petit village du nom de Kombentinga occupait depuis fort longtemps le site sur lequel se situe à présent la capitale burkinabé. Originaire de Tenkodogo, où fut fondé le premier empire Mossi, *Naba Oubri* conquiert cette terre qu'il renomma Wogdgo qui signifie en *mooré* « venez me glorifier ». Au fil du temps, Wogdgo est devenue Wogodogo puis Waghadougou... Cette terre du *Moogho* n'était en définitive qu'un petit village de cases rondes en terre recouvertes de pailles lorsque le 15 juin 1888, le capitaine Binger découvre Ouagadougou, qui deviendra la capitale du Burkina Faso (Janin, 2003).

Ouagadougou est située dans le pays Mossi au centre du Burkina Faso, en région soudanienne. Agglomération d'environ 1 million d'habitants, la ville s'étend largement dans l'espace, ne comprenant de bâtiments à étages qu'en son centre. La capitale a la particularité d'être une « ville-province », son aire métropolitaine étant pratiquement juxtaposée à la province du Kadiogo (environ 2830 km²)¹¹. Le découpage de la province englobe cinq communes urbaines – Baskuy, Bogodogo, Boulmiougou, Nongre Massom et Signonghin –, divisées à leur tour en 30 secteurs regroupant 95% de la population de la province, et 17 villages.

Comparée aux capitales et grandes agglomérations africaines, Ouagadougou est en retrait en termes de développement. La situation antérieure, évoquée dans la première partie, entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, pourrait constituer un élément explicatif de l'« infériorité » actuelle de Ouagadougou par rapport aux grandes villes telles que Dakar, Lagos ou Abidjan, pour ne citer que quelques exemples. C'est seulement à partir de la reconstitution de la Haute-Volta en 1947 que Ouagadougou connut une période de rattrapage et depuis 1955, la capitale dispose de l'unique aéroport international du Burkina Faso ainsi que de la liaison ferroviaire avec Abidjan et de routes bitumées qui la lient avec les pays frontaliers.

Telle de nombreuses villes africaines, la capitale burkinabé a connu une croissance démographique très importante. Les sécheresses récurrentes ainsi que l'attraction de la ville ont entraîné un exode rural conséquent, sans pour autant vider les campagnes comme ce fut le cas dans les pays occidentaux. L'afflux de population, dans la capitale notamment, a engendré un certain nombre de difficultés auxquelles la ville n'était pas préparée. Ainsi, face à des carences importantes quant à la mise à disposition et la production de logements, les migrants ont développé une occupation illégale du sol sur les espaces non occupés. L'exode rural s'est donc manifesté, au travers de l'habitat spontané, par une large consommation de l'espace. Alors que la capitale se voyait envahie par une population généralement pauvre qu'elle était dans l'incapacité de

¹¹ YRA, A., dir. Compaore, G., 2002, L'extension spatiale de Ouagadougou : un défi à l'aménagement et à l'équipement de la ville, Mémoire de fin de cycle.

satisfaire et de contrôler, elle fut prise de court par une révolution. A la base d'un certain nombre de bouleversements, les acteurs de la révolution se sont attelés à reconfigurer l'espace, effaçant les quartiers au profit des secteurs, nettement plus étendus. A la suite de la révolution, des quartiers ont retrouvé leur place mais la façon dont ils ont été réinscrits dans l'espace nous interpelle par son manque de correspondance entre les hommes et leurs ancrages dans l'espace.

Nous développerons l'ensemble de ces points en quatre temps. Tout d'abord, nous nous interrogerons sur les raisons d'un tel afflux de population dans la capitale burkinabé ainsi que sur les modes d'occupation du sol. Nous verrons, dans un second temps, dans quelles mesures les acteurs de la révolution ont essayé de remédier à une situation urbaine périlleuse ainsi que les transformations qu'ils ont établies en bouleversant la configuration spatiale de Ouagadougou. Parce qu'une part considérable de migrants a été contrainte d'occuper les périphéries et parce que ces dernières, nettement plus récentes que le centre de la ville, se sont vues plus facilement manipulées par les dirigeants révolutionnaires, nous nous pencherons dans un troisième temps sur ces périphéries. Nous nous y intéresserons à travers l'existence des quartiers, de leur ancrage social dans l'espace mais également vis-à-vis de la population. Puis nous tenterons d'établir le lien entre les périphéries ouagalaises et les espaces périurbains des villes occidentales. Enfin, puisqu'il s'agit de l'élément essentiel sur lequel nous nous interrogeons dans ce travail, nous nous consacrerons pour terminer à la notion de quartier.

I - Dynamique spatiale

Ouagadougou a connu une extension spatiale et démographique récente et brutale qui s'est déroulée en plusieurs étapes et en réponse à deux éléments principaux, l'exode rural principalement lié aux sécheresses à répétition et les difficultés de logement.

Dans la décennie 1950-1960, les migrations provenaient des campagnes et s'effectuaient en direction du centre-ville de Ouagadougou.

L'afflux continu en direction de la capitale a nettement accentué les difficultés urbaines telles que la saturation en logement et l'inflation du montant des loyers. De plus, la rénovation du centre ville, notamment celle des quartiers de Koulouba, Tenpalogo et Peuloghin, localisés entre le quartier commercial et l'aéroport, était principalement destinée aux couches moyennes et supérieures de la population. Ces raisons économiques entraînèrent, dès les années 1960, de nouveaux flux migratoires qui se propagèrent, cette fois ci, en direction des périphéries. Tandis que de nombreux résidents des quartiers centraux s'y rendaient, les puissantes vagues migratoires qui

continuaient de provenir des campagnes se dirigeaient directement vers les périphéries. Cet exode rural était principalement dû à la période de sécheresse dramatique qui affecte les pays sahéliens depuis 1973. L'on assista alors à l'essor des quartiers d'habitat spontané qui se développèrent de plus en plus rapidement jusqu'à représenter 60% de la surface urbaine et accueillir la majorité de la population de la ville.

Les quartiers spontanés se sont tout d'abord accolés aux quartiers lotis centraux. Dans les périphéries, les chefs coutumiers des villages ont instauré une pratique de leur droit foncier qui leur permettait d'octroyer des parcelles moyennant contrepartie. Ce principe a entraîné la poursuite de l'occupation du sol. En parallèle, des projets de lotissements avaient pour objectif de restructurer les quartiers spontanés. La ville lotie et légale s'est donc agrandie. Enfin, à partir de 1988, le schéma d'occupation illégale du sol s'est reproduit mais, à la différence de la première session, sont apparues de petites maisons alibis. Non habitées, leur présence marquait uniquement une appropriation du sol dans l'attente d'un futur lotissement. Les périphéries nord et nord-est, plus anciennement peuplées en comparaison de celles du sud et de l'ouest, présentent cependant des densités de population faibles et une occupation relativement lâche de l'espace.

Le plateau Mossi comporte peu d'obstacles (zones marécageuses et bas-fonds) limitant la croissance urbaine spatiale qui progresse en tâche d'huile. Le mode de construction à l'horizontal a fortement contribué à l'extension spatiale qui a suivi la croissance démographique. C'est ainsi que Ouagadougou est passée de 1 400 ha en 1960 à 4 900 ha en 1980 pour atteindre 20 000 ha en 1993 et 23 000 ha en 2003¹². L'exemple classique de la localisation de l'aéroport est très révélateur de l'accélération de la consommation d'espace. Etabli en périphérie en 1922 (Ricard, 2002), il a peu à peu été absorbé par l'urbanisation entre 1977 et 1993 avant d'être totalement intégré à la ville.

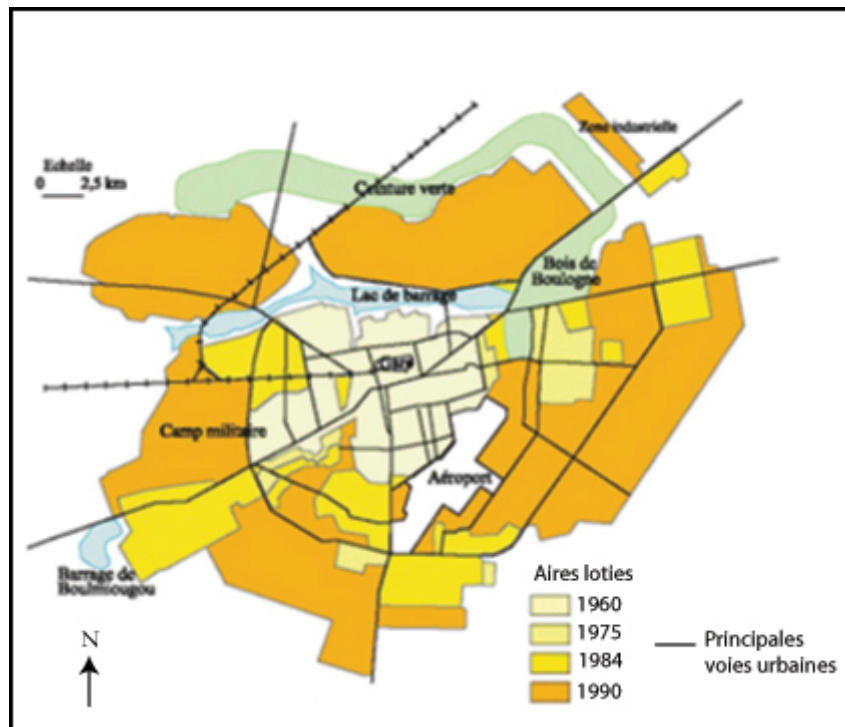
De 1975 à 1985, avec un rythme de croissance démographique de plus de 9% par an, Ouagadougou est passée d'environ 172 600 à près de 442 000 habitants, soit pratiquement la moitié de la population citadine du pays (Jaglin, 1995). En 1991, la capitale atteignait 634 479 habitants et plus de 700 000 en 1996¹³. Aujourd'hui, elle atteindrait un million d'habitants¹⁴.

¹² IRD, UR PERSAN, 2003

¹³ PRAT, A., 1996 « Ouagadougou, capitale sahélienne : croissance urbaine et enjeu foncier », in *Mappemonde*, n°1, pp. 18-24.

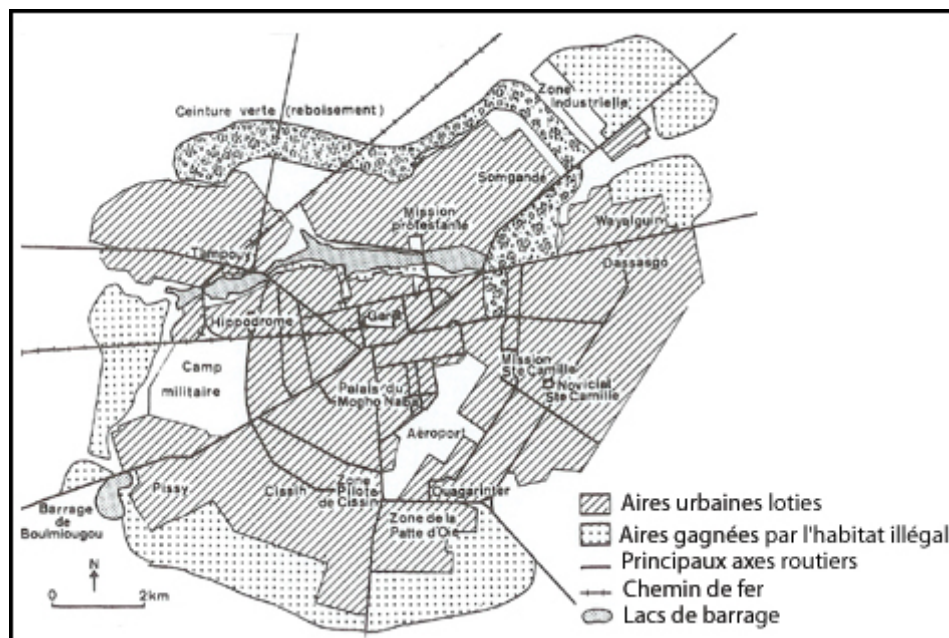
¹⁴ INSD, 2002.

Carte 3. Croissance urbaine à Ouagadougou



Source : IRD, UR PERSAN, d'après Jaglin, S., 1995.

Carte 4. L'espace urbain ouagalais en 1990



Source : - IGB (1990),
- Ouedraogo, R. (1990).

A l'heure actuelle, on observe une inversion du phénomène migratoire qui se traduit par un retour vers les zones rurales. Les citadins ont tendance à retourner dans les campagnes. S'il s'agit du village, leur réintégration s'effectue facilement étant donné les liens toujours conservés avec les villageois, mais on constate que ces mouvements de retour dans les campagnes bénéficient en grande partie aux petites villes dont l'essor s'est accéléré depuis 1980¹⁵. La petite ville est plus appréciée car elle fonde en un seul lieu les caractères et avantages de la ville et de la campagne. Cet intermédiaire entre la citadinité et la ruralité correspond davantage aux besoins d'une population qui peut à la fois bénéficier des équipements et services de proximité de la ville et de relations sociales qui rappellent celles du village. On peut supposer que ce retour au village ou dans des villes secondaires est la conséquence des difficultés rencontrées en ville. Il s'agit peut-être d'une prise de conscience que la ville, bien que rassemblant un certain nombre de fonctions très attractives, n'est pas forcément le lieu de la réussite financière et qu'elle implique des difficultés quotidiennes radicalement différentes de celles qui **prévalent dans** les campagnes. Parmi celles-ci, nous pouvons évoquer les difficultés liées aux transports, au logement et à l'emploi. Enfin, la petite ville s'avère être une échelle plus humaine.

Malgré ces derniers constats, le nombre de citadins s'est considérablement accru et l'espace urbain s'est largement étendue dans l'espace, les pouvoirs publics n'ayant pas réussi à contrôler les flux et l'implantation des vagues migratoires. La prise du pouvoir par les révolutionnaires en 1983 s'effectua précisément durant cette période de grandes difficultés, d'« invasions » urbaines. Dès le commencement de la révolution, des projets ont été mis en place pour tenter de réguler la croissance urbaine. Des mesures prises alors avaient pour but de mettre en avant la domination du nouveau pouvoir sur le plan politique mais également spatial. Dans ce second chapitre, nous nous intéresserons aux projets menés par le gouvernement révolutionnaire pour répondre à la croissance urbaine et nous verrons par quelles mesures il a affiché sa domination à Ouagadougou.

II - Les bouleversements révolutionnaires

1- Des tentatives en réponse à la demande en logements et en équipements

La révolution de 1983 tenait à provoquer une rupture avec la période passée et le projet urbain plaçait l'habitat au centre des préoccupations. Le slogan « une famille, un toit » témoigne de son importance. L'objectif était de lotir l'ensemble de la périphérie afin de maîtriser l'extension de la ville et de résorber l'habitat illégal.

¹⁵ PELISSIER, P., 2000, « Les interactions rurales – urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale », in APAD *Bulletin*, N°19, pp. 7-19.

Les projets révolutionnaires ont essayé de répondre aux attentes de la population dès le début avec, notamment, le lancement des lotissements « commandos ». Tout d'abord, seules quelques cités furent construites et destinées à la petite et moyenne bourgeoisie (An II, An III, An IV, 1 200 logements...) que les dirigeants révolutionnaires souhaitaient satisfaire dans un premier temps. En revanche, l'objectif affiché étant l'attribution d'une parcelle pour chaque ménage¹⁶, le vaste programme de lotissement fut ensuite destiné aux couches populaires de la ville. Quatre ans plus tard, les résultats de ces lotissements « commandos » étaient notoires. Tandis qu'en 1983, les espaces lotis ne représentaient que 20% de l'espace, 56,6% des parcelles furent légalement attribuées en 1987 (Jaglin, 1995), même si elles n'avaient pas encore le statut de parcelles loties.

En 1990, plus de 60 000 parcelles ont effectivement été cédées mais la production des zones d'habitat spontané ne s'est pas ralentie pour autant. Par ailleurs, la périphérie n'est pas uniquement visée par les populations pauvres et celles qui n'ont pas de toit. Tous les citoyens sont susceptibles de porter un intérêt à l'acquisition d'une parcelle, les uns parce qu'ils sont dans la nécessité, certains dans un but spéculatif, d'autres enfin parce qu'ils souhaitent constituer un capital foncier.

Bien qu'insuffisantes, les restructurations urbaines de la période révolutionnaire ont nettement fait évoluer la situation. Avant 1960, l'espace loti de la ville ne représentait que 2520 ha. Les lotissements réalisés entre 1960 et 1980 ont atteint 882 ha. Entre 1984 et 1987, l'espace loti connaît un développement spectaculaire avec l'aménagement de 6295 ha¹⁷. Il atteindrait aujourd'hui 13 900 ha (IRD, 2003).

Parallèlement aux projets urbains de logement, les dirigeants révolutionnaires se sont attelés à la transformation radicale des pouvoirs administratifs en place. Ils ont notablement changé leur configuration spatiale, éliminant du paysage les unités locales constituées par les quartiers et dans lesquels le pouvoir traditionnel conservait un rôle important vis-à-vis de la population. Les conséquences de ces transformations nous intéressent car elles font forcément l'objet de mutations socio-spatiales.

2- Des bouleversements pour la maîtrise de l'espace

Les dirigeants révolutionnaires considéraient les administrations locales comme les territoires représentatifs de la lutte opposée, « la chefferie, les forces rétrogrades, l'arriération sociale ... » (Jaglin, 1995), et par conséquent comme une menace pour l'Etat. C'est ainsi que, dès le commencement de la période révolutionnaire, Ouagadougou fut

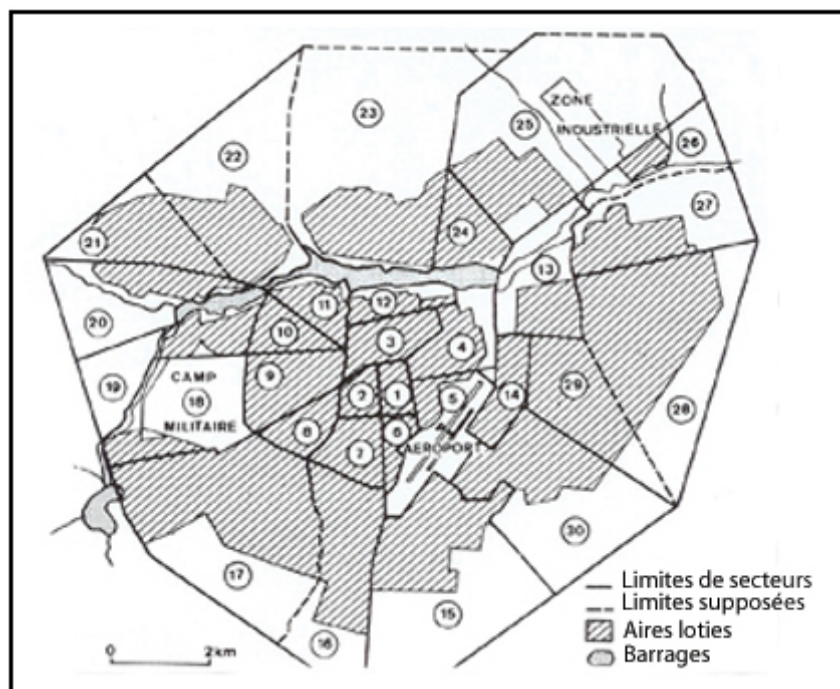
¹⁶ ménage : « unité socioéconomique de base au sein de laquelle les différents membres, apparentés ou non, vivent ensemble dans la même maison ou la même concession. Ils mettent en commun leurs ressources et satisfont à l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux », (INSD, 1996).

¹⁷ Ministère des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MIHU), 1999.

divisée en trente secteurs, chacun dirigé par un Comité de Défense de la Révolution (CDR) dont la tâche était d'exercer le pouvoir dicté par le Conseil National de la Révolution (CNR) et de constituer « la cellule de base du pouvoir démocratique et populaire ». Cette mesure avait pour but de délocaliser une partie des charges du projet urbain mais bien plus encore, de briser la domination des anciens pouvoirs, en particulier ceux des chefs coutumiers, qui reposaient sur l'échelle du quartier.

Ce découpage administratif a été choisi et établi sans réflexion concrète sur ses capacités à répondre à l'aménagement local urbain et sans prendre en compte la façon dont la population le vivrait. Les secteurs ont été arbitrairement tracés, sans autre logique que celle de casser les espaces dirigés par le pouvoir traditionnel.

Carte 5. Les secteurs ouagalais



Source : d'après IGB - carte des secteurs (1984)
- carte du parcellaire (1990).

Dans son processus de délocalisation, l'Etat ne s'est pas soucié des relations souhaitables entre « étendue, peuplement et fonction des collectivités institutionnalisées » (Jaglin, 1995). Justifiant la création des CDR, le discours politique disait « Le CNR [...] se doit d'avoir des instances locales dans les divers secteurs de la vie nationale. Et c'est là que réside le sens profond de la création des CDR qui sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail ». La décentralisation du pouvoir administratif, qui se présentait comme

un moyen d'action au niveau local, avait surtout pour objectif de s'infiltrer dans les tréfonds de la société traditionnelle afin de faire réagir le Peuple face au pouvoir conservateur. Les anciens quartiers, dominés par la chefferie et les ministres du *Mogho Naba*, ont été bannis de l'administration et des esprits. Ils ont d'ailleurs symboliquement été rayés de la carte de Ouagadougou.

Le pouvoir révolutionnaire, après l'abrogation des quartiers et l'établissement d'une unité territoriale dénuée d'histoire et d'ancrage socio-culturel, ne savait pas comment la population allait accueillir les secteurs et ne se doutait probablement pas que cet échelon serait rapidement intégré par les ouagalais. En effet, les citoyens ont assimilé la localisation des secteurs, leur système de numérotation et leur correspondance avec les anciens quartiers. L'appropriation des secteurs a probablement été facilitée dans les espaces périphériques car ces quartiers, nettement plus récents, n'avaient pas bénéficié du temps nécessaire pour acquérir cette profondeur historique et sociale qui émanait des quartiers centraux.

Cependant, au fil du temps, les quartiers qui avaient été autoritairement bannis du langage, ont peu à peu retrouvé leurs noms auprès de la population et leur usage pour se repérer. Et, Ouagadougou devenant de plus en plus étendue, de nouveaux quartiers sont nés dans les périphéries. Tout en conservant l'échelon sectoriel au premier plan, les quartiers ont retrouvé leur place au sein de la capitale.

Sur le même principe que les secteurs, les nouveaux quartiers ont été délimités arbitrairement dans l'espace, sans logique particulière et sans prendre en compte les relations socio-spatiales qui caractérisaient les populations dans leur espace de vie. C'est à partir de ce constat que notre travail se propose d'étudier un quartier afin d'en comprendre l'organisation, de discerner les éléments qui en font ou qui n'en font pas un quartier et peut-être de conclure sur la réalité et l'utilité de son existence.

L'ensemble des changements qu'a vécus la capitale, qu'ils soient démographiques, urbains ou politiques, n'ont pas eu les mêmes répercussions dans le centre et dans la périphérie. Socialement parlant, la périphérie ouagalaise et du même coup, ses quartiers, sont à la base d'un certain nombre de questions. C'est ainsi, qu'en les abordant sur un thème social, nous allons nous pencher sur ces périphéries et essayer de comprendre la manière dont le quartier étudié, Kouritenga, s'y est inscrit.

III- Les périphéries

1- Ancien village ou conquête urbaine, quel type de sociabilité pour le quartier ?

Dans son ouvrage, S. Jaglin (1995) différencie socialement les secteurs périphériques selon leur formation. Elle distingue les secteurs « consolidés » et ceux qu'elle qualifie de « pionniers ».

Les secteurs « consolidés » sont issus d'un ancien noyau villageois qui, rattrapé par l'urbanisation, s'est vu intégré à la ville. Elle constate que ces secteurs, parce qu'une cohésion accentuée y caractérise les communautés, connaissent une stabilité sociale plus importante. Les migrants seraient par conséquent intégrés au sein de la société établie et s'insèreraient dans ce qu'elle nomme un réseau de sociabilité.

Les secteurs « pionniers », comme leur nom l'indique, sont le produit d'une conquête urbaine, la conséquence de la seule avancée de l'urbanisation en terrain non occupé. Il en résulte donc l'établissement de populations dont les relations ne seraient pas facilitées par un encadrement tel que celui des secteurs consolidés. Les ménages, davantage livrés à eux-mêmes, tisseraient ou non leurs réseaux de sociabilité.

Pour savoir dans quelle catégorie de secteur se positionne le quartier de Kouritenga, il est nécessaire de connaître sa formation et son évolution.

La population du quartier, bien que nombreuse, connaissait mal, voire ignorait, le passé de Kouritenga et conseilla de s'adresser au chef du quartier ou aux plus anciens. Cet aspect est important car nous sommes en présence de populations aux origines et vécus variés qui ne partagent que le présent. Kouritenga diffère des vieux quartiers ou des villages dont les histoires sont ancrées dans l'esprit de chacun, contées de génération en génération. Les habitants du quartier n'ont pas ce passé en commun qui les uni et les rattache au sol qu'ils partagent. Ce manque de profondeur historique place Kouritenga dans une situation intermédiaire, en cours de fondation. Cela montre combien le temps est nécessaire pour que l'espace trouve une cohérence sociale. C'est seulement petit à petit qu'un quartier s'inscrit dans une réalité sociale et que la population se munira de ce passé partagé, base probablement la plus solide pour appréhender le futur.

Les entrevues avec le chef ainsi que les plus anciens ont été instructives sur l'historique de Kouritenga mais les informations accumulées sont restées peu précises. Les entretiens se déroulant en *mooré*, par l'intermédiaire d'un traducteur, le dialogue indirect ne facilitait pas la compréhension réciproque. Les réponses restaient souvent brèves et faisaient pratiquement chaque fois l'objet d'une discussion entre l'interrogé et le traducteur, comme si les deux personnages discutaient au préalable de ce dont ils pouvaient me faire part. Enfin, il s'avérait que les informations historiques étaient très

variées selon les individus interrogés et parfois contradictoires, même au cours d'un seul entretien.

L'histoire rapporte qu'un personnage du nom de Kourita, après avoir échoué dans la compétition à l'accession au trône du *Mogho Naba*, quitta les lieux pour s'installer à Boulsa (environ 100 km au nord-est de Ouagadougou), accompagné de ses partisans. Ils se dirigèrent par la suite à Koupéla (environ 50 km au sud de Boulsa) où ils tentèrent de prendre le pouvoir. Une seconde défaite les convainquit de revenir faire allégeance auprès du *Mogho Naba* qui accepta leur retour. Considérés comme des chasseurs puissants et redoutés, il leur accorda de s'installer à quelques kilomètres de la cour royale, dans une zone occupée par des animaux sauvages. A la mort de Kourita, ses descendants l'honorèrent en nommant leur territoire « Kouritenga » qui signifie en *mooré* « la terre de Kourita »¹⁸.

Ces propos rejoignent par certains aspects les dires des anciens du quartier que j'ai rencontrés. Tous les points ne sont pas en concordance mais ce qui importe, en fin de compte, se situe dans le fait que Kouritenga était un village et ce, il n'y a encore pas si longtemps. En 1964, le quartier n'était encore qu'un village isolé de la ville. Les enfants se rendaient à l'école dans le quartier de Cissin et le trajet était long et dangereux. En effet, la brousse séparait le village de Kouritenga du quartier de Cissin et ils devaient prendre garde aux animaux qui occupaient les lieux. Kouritenga était donc un village il y a seulement trente-cinq à quarante ans environ. On peut observer quelques vestiges de cette période que les anciens du quartier ont fait remarquer. On repère, par exemple, dans un petit espace vide de la zone lotie, quelques ruines de cases traditionnelles qui datent de cette époque. On y observe également le tout premier puits construit, à présent hors d'usage, et les anciens ont tenu à me montrer un vieil arbre sous lequel ils aiment se réunir depuis fort longtemps. Ces quelques vestiges du passé risquent de disparaître car les hommes s'affairent à construire leurs maisons sur cet espace vacant.

Le quartier de Kouritenga semble correspondre de prime abord aux secteurs consolidés puisqu'il constituait, dans un premier temps, un village. Il est donc très probable que, tel que le mentionne S. Jaglin, les premiers migrants venus s'installer à Kouritenga aient trouvé une population en cohésion, aux liens anciens et soudés, dont les rapports sociaux étaient depuis longtemps établis. Ils se sont certainement insérés progressivement dans ces réseaux de sociabilité. Mais, il est difficile de percevoir ces éléments puisque l'époque actuelle permet surtout d'observer un espace qui s'est fait engloutir par la ville de Ouagadougou. Aux dires de certains habitants, Kouritenga attirait les résidents du quartier central de Bilbalogo qui, semble-t-il, auraient formé une

¹⁸ KAFANDO, S.-B., 2001, *Appartenances sociales et pratiques citoyennes à Kouritenga*, Mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université de Ouagadougou.

communauté. Mais, à présent, la population du quartier est très diversifiée de par ses provenances, qu'il s'agisse des divers quartiers de la capitale, des campagnes ou encore d'autres villes du Burkina Faso. Il est donc actuellement impossible de repérer dans le quartier une population dont les rites, pratiques et réseaux de sociabilité influenceraient les nouveaux venus. Kouritenga fait partie des secteurs dits consolidés mais sa configuration actuelle lui donne nettement plus l'aspect d'un secteur pionnier dans le sens où l'ancien village et les éléments structurels qui devaient l'accompagner ne semblent plus peser ni dans son devenir, ni dans la cohésion sociale entre les nouvelles populations. De plus, ce qui correspondait au village de Kouritenga ne représente plus qu'une infime partie de ce que l'on nomme aujourd'hui le quartier de Kouritenga.

S. Jaglin poursuit ses réflexions en s'interrogeant sur plusieurs points. Elle suppose que les secteurs pionniers sont probablement moins ou peu structurés du fait d'un peuplement socialement moins encadré. Cela l'amène à prendre en compte les notions de cohésion sociale et de sentiment d'appartenance à un groupe en soulignant que ces notions sont susceptibles d'être vécues avec moins de force dans les secteurs pionniers que dans les secteurs consolidés.

La prise en compte de l'ensemble des facteurs mentionnés à propos du quartier de Kouritenga amène à rejeter l'hypothèse d'une cohésion sociale entre l'ensemble de ses habitants. Il serait nettement plus raisonnable et véridique d'affirmer qu'au sein de Kouritenga sont repérables plusieurs espaces auxquels certains individus se sentent appartenir et, de ce fait, se sentent socialement en cohésion.

Au travers de ce discours, on peut noter que le rapport entre la ville et la campagne est continuellement présent. Il est d'ailleurs fondamental de prendre en compte cette différence existant dans les relations ville-campagne dans les pays du nord et dans les pays africains.

Alors même que le villageois africain tente sa chance en ville et devient citadin, il garde des liens très forts avec le village. De même, certains bourgs villageois, aux abords de la capitale, entretiennent des relations avec la périphérie, relations de plus en plus importantes au fur et à mesure que le réseau routier se développe. La situation est très différente dans les pays du nord. Ceux qui migrent des campagnes vers la ville connaissent un changement radical de leurs modes de vie. Bien qu'ils restent également en relation avec le réseau social qu'ils ont quitté (famille, amis), les rapports qu'ils conservent ne sont absolument pas comparables à ceux entretenus par les africains. Ces derniers continuent généralement de se rendre dans leur village pour participer aux travaux agricoles ; ils sont une source de revenu pour leur famille à laquelle ils envoient régulièrement de l'argent ou des marchandises. En fin de compte, par leur présence dans

le monde urbain, ils font profiter des avantages de la ville aux membres de leur famille, voire même de leur village.

Cependant, bien que les relations entretenues entre la ville et la proche campagne soient inévitablement différentes, il semble intéressant de comparer les périphéries ouagalaises aux espaces périurbains caractéristiques de nos villes occidentales.

2- Une approche de la périurbanisation

Un espace périurbain peut être défini comme une zone qui fait la jonction entre la ville et la campagne. Il s'agit de lieux de mutations caractérisés par des transformations variées d'ordre fonctionnel, paysager, démographique et social.

Si l'on s'accorde pour émettre des hypothèses quant aux relations entre les périphéries des grandes villes des pays développés et celles des pays en voie de développement, certaines des observations les éloignent tandis que d'autres les rapprochent.

Tels que le mentionnent M.C. Jaillet et G. Jalabert, les espaces périurbains sont le « résultat d'une production de l'espace urbain périphérique » et, comme le précisent G. Bauer et J.M. Roux, ils correspondent à une « réponse des aspirations nouvelles des citoyens »¹⁹. Concernant cet aspect attractif recherché par les citoyens, il est bien évident que certains éléments sont en totale opposition entre les espaces périurbains des villes occidentales et la périphérie ouagalaise. Alors que les premiers sont très accessibles par une forte mobilité résidentielle, les secondes sont au contraire très isolées de ce point de vue ; de même, tandis que les périphéries des grandes villes des pays du Nord attirent l'implantation d'activités commerciales et de production, les périphéries des pays du Sud sont nettement plus ignorées. En revanche, il s'agit bien d'espaces issus d'une croissance démographique importante et d'un dépeuplement qui touchent à la fois les centres-villes et les campagnes profondes. De même, les espaces périurbains sont le résultat de l'extension de la première auréole urbaine ou des banlieues proches, tel qu'on le dirait plus simplement pour les villes occidentales, par une production d'espace urbain. Enfin, dans les deux cas, ces espaces périphériques sont caractérisés par des terrains et des loyers dont les prix sont nettement moins élevés que ceux des centres-villes.

En Afrique, les rapports qui existent entre le monde urbain et le monde rural sont forts. L'un des éléments primordial des interrelations entre ville et campagne se situe autour de la question alimentaire. Les paysans villageois produisent pour les citoyens ; le

¹⁹ JAILLET, M.C., JALABERT, G., BAUER, G., ROUX, J.M., in BAUD, P., 1997, *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Hatier, 510 p.

village alimente la ville. Mais ces dernières ont également vu se mettre en place des systèmes de production. C'est ainsi qu'on peut repérer de petits vergers dans les jardins, les espaces interurbains, ou des champs en périphérie lors de la saison des pluies. Le maraîchage est un exemple manifeste de la production de vivres en milieu urbain. Ce type de paysage agraire, dépendant d'une bonne irrigation et de la mise en place de barrages, existe à Ouagadougou. Dans un rayon de 60 km autour de la capitale, les sites hydro-agricoles aménagés se sont multipliés, passant d'un seul en 1960 à quatre en 1975 pour atteindre une vingtaine actuellement (Pelissier, 2000). Un certain nombre de citoyens, vivant dans les quartiers périphériques, se rendent chaque jour au village pour y travailler la terre. Il n'est pas si rare non plus que les habitants du village proche atteignent la périphérie de la ville pour s'approvisionner au marché. C'est le cas à Kouritenga où l'on dénombre plusieurs chefs de ménage qui se rendent à vélo dans les villages voisins pour cultiver ; de même, plusieurs citoyens nous ont affirmé que certains villageois se déplaçaient occasionnellement jusqu'au marché de Kouritenga.

Photographies 1 et 2 Des cultures dans la ville



Source : Fournet, F., 2003



Il s'agit de cultures maraîchères dans le quartier de Tampouy (Ouagadougou).

Les relations sont fortes entre la ville et la campagne car les citadins conservent les liens avec leur village. Les va-et-vient entre les deux mondes sont continuels ; de même, les échanges de marchandises, denrées alimentaires ou encore flux financiers y sont entretenus.

L'on retient de cette partie que le quartier est un espace dans lequel les habitants tissent des liens sociaux, créent leurs réseaux de sociabilité. Que le quartier soit un ancien village ou qu'il résulte de l'extension urbaine, il est censé constituer un espace de vie pour sa population. C'est sur cette notion de quartier que nous allons nous pencher dans le chapitre suivant, notion qui peut trouver des définitions à travers plusieurs thèmes.

IV- La notion de quartier

Le quartier est une notion qui ne permet pas une définition unique, tout dépend des domaines auxquels on porte de l'intérêt et des aspects que l'on souhaite mettre en valeur.

Lorsque le quartier est considéré comme une division officielle de la ville, c'est son rôle administratif qui est mis au premier plan tandis qu'il est d'autres fois fondé sur l'aspect historique, la façon dont il s'est formé et la manière dont il a évolué. Tourné sur des caractères sociaux (ethnie, communauté, niveau de vie, etc.), le quartier peut également souligner les spécificités de la population qui l'occupe. C'est ainsi qu'on parlera du quartier chinois, du quartier bourgeois, du quartier populaire ou des « beaux quartiers ». Repérables selon une fonction qui lui est propre, des portions de l'espace urbain s'individualiseront en tant que quartier des affaires, quartier commercial, dont les dynamiques économiques seront mise en valeur, ou encore quartier d'habitat lorsque sera privilégié l'aspect résidentiel. Une zone de tours ou un ensemble pavillonnaire constituerait par conséquent un type de quartier. Il peut également être qualifié par rapport à une ambiance qui lui est propre ; on qualifiera le quartier d'animé, de dynamique, de « quartier chaud ».

Dans tous les cas, il s'agit bien de portions d'espace qui présentent des caractères communs. Cependant, au travers de l'ensemble de ces points de vue, il manque un aspect qui nous semble fondamental et que Jean-Marie Gibbal aborde lorsque, faisant allusion à la ville d'Abidjan, il écrit au début des années 1970 que la « notion même de quartier d'habitat [...] n'est pas vraiment applicable [...] où il n'existe pas de vie de

quartier »²⁰. La notion de quartier nous évoque celle de « vie de quartier ». Qu'il s'agisse de n'importe quel espace considéré comme un quartier, on y dort, on y mange, on y rencontre des gens, on s'y distrait, on y fait ses courses, peut-être y travaille t-on. Le quartier remplit un certain nombre de fonctions quotidiennes de la vie et, au-delà de l'ensemble des approches que nous avons mentionnées précédemment, celle qui semble toutes les regrouper se situe dans la pratique de l'espace.

S. Jaglin définit le quartier « comme une organisation collective de trajectoires individuelles ; il est la mise à disposition, pour des usagers, de lieux à *proximité* dans lesquels ceux-ci se rencontrent nécessairement pour subvenir à leurs besoins quotidiens ». Dans la continuité, nous pouvons citer Pierre Mayol²¹ qui considère que « le quartier est, presque par définition, une maîtrise de l'environnement social puisqu'il est pour l'usager une portion connue de l'espace urbain dans laquelle, peu ou prou, il se sait reconnu ». Le quartier évoque la proximité et renvoie à un espace connu et familier de la population. C'est également un aspect sécurisant que l'on dégage de ces propos, le quartier faisant référence à ce qui nous est le plus proche, le plus habituel et donc, le plus rassurant. P. Mayol (1994) voit dans le quartier un espace intermédiaire « dont la fonction est d'assurer une solution de continuité entre ce qui est le plus intime (l'espace privé du logement) et ce qui est le plus inconnu (l'ensemble de la ville ou même, par extension, le reste du monde) ».

Nous avons vu qu'il pouvait être défini en fonction de critères objectifs (administratifs, historiques, économiques, sociaux...) mais il fait également appel à la subjectivité, en ce sens que les habitants ont leurs propres représentations du quartier. En le considérant comme un espace de vie, on place l'homme comme élément primordial du quartier. Le quartier existe donc à partir du moment où ses habitants s'en imprègnent, l'animent, le mettent en mouvement, le font vivre.

Ainsi, un quartier est avant tout un espace dans lequel ses habitants ont des pratiques quotidiennes communes et c'est, entre autres, à travers cela que nous allons nous intéresser à Kouritenga et essayer de repérer ce qui fait un quartier.

²⁰ GIBBAL, J.-M., in JAGLIN, S., 1995, op. cit.

²¹ DE CERTEAU, M., GIARD, L., MAYOL, P., 1994, *L'invention du quotidien : 2. habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard, Folio essais, 416 p.

L'explosion urbaine a engendré de nombreux problèmes quant au développement des infrastructures de base (eau, électricité, téléphone, etc.), des équipements socio-collectifs (éducation, formations sanitaires, loisirs, espaces verts, terrains de sport, etc.) et de transports urbains (insuffisance des transports en commun, mauvaise organisation de la circulation, etc.). La question du logement a toujours été au cœur des débats et des projets urbains. L'incapacité de répondre aux afflux considérables de population dans la capitale burkinabé a entraîné des mouvements migratoires en direction des périphéries de Ouagadougou. De même, les opérations d'aménagement urbain durant la révolution n'ont pas réussi à limiter concrètement l'occupation illégale du sol dans les espaces périphériques. Enfin, les transformations brutales opérées par les dirigeants révolutionnaires en transposant trente nouveaux secteurs sur les anciens quartiers nous interpellent sur l'actuelle réalité des quartiers et la façon dont ils sont vécus.

C'est une étude précise du quartier qui nous permettra de distinguer la variété des espaces qui le composent et d'en souligner cohérences et incohérences spatiales. Ce travail va consister en l'étude du quartier de Kouritenga car il fait référence à l'ensemble des questions que nous nous posons dans ce mémoire. Ancien village, Kouritenga s'est fait « rattraper » par la capitale en pleine croissance démographique et spatiale puis occuper illégalement par des populations. Espace intégré au secteur 17 durant la révolution, il a retrouvé par la suite un nom de quartier et des limites. Ces dernières ayant été arbitrairement tracées, nous nous posons la question de la réalité du quartier pour ses occupants. A travers les pratiques spatiales des habitants, l'objectif est d'apporter des éclaircissements sur la façon dont il est vécu.

CHAPITRE II – Le quartier de Kouritenga

Nous organiserons ce chapitre en deux parties, une première dans le but d'exposer la méthodologie adoptée pour l'étude du quartier de Kouritenga, une seconde dans laquelle nous présenterons et décrirons le quartier avec précision.

I- Méthodologie

Nous exposerons tout d'abord l'ensemble des travaux réalisés sur le terrain ainsi que les méthodes appliquées en parallèle. Puis, nous consacrerons un second temps pour présenter et justifier les limites prises en compte dans l'étude du quartier de Kouritenga.

1- Les méthodes de travail

Il s'agissait tout d'abord d'observer le quartier afin d'en connaître les lieux et prendre conscience de l'espace dans lequel l'étude allait être réalisée. Pendant une longue période, l'apprentissage de cet espace ainsi que la prise de contact avec ses habitants ont été privilégiés au cours de déplacements quotidiens à travers l'ensemble de Kouritenga.

Le relevé de points au GPS (Global Positioning System) réalisé en parallèle permet la cartographie d'éléments de natures diverses. Ces relevés concernent les contours de l'espace étudié et de certaines voies ; il s'agissait également de relever les points correspondants aux équipements : bornes-fontaines, structures de soins, lieux de culte, établissements scolaires, marchés. Ces éléments, qui structurent le quartier, ont été cartographiés avec le logiciel Map Info afin de mettre en évidence leurs répartitions à travers le quartier et d'être en mesure de produire des cartes. Les points relevés par l'équipe de recherche dans les autres quartiers ont également été utilisés pour parvenir à une vision globale de la ville.

Dans le même temps, cartes et croquis ont été effectués à partir des photographies aériennes de 1988 et de 1998 grâce au logiciel Adobe Illustrator.

Dans un second temps, le travail de terrain a constitué en un certain nombre d'entretiens.

Certains relevaient de questionnaires soumis à la population de Kouritenga, quinze dans l'espace loti, l'autre moitié à travers l'espace non loti. L'administration de ces questionnaires se devait de respecter un équilibre concernant la répartition spatiale des interrogés. Ils portaient essentiellement sur les pratiques quotidiennes des habitants du quartier. Du fait de leur faible importance numérique, ces questionnaires ne nous

permettent pas d'effectuer de calculs statistiques, ni d'en tirer de conclusions recevables. Nous y aurons recours malgré tout afin d'observer de grandes tendances et d'en dégager les éléments notables, leur réalisation ayant permis l'accumulation d'un certain nombre d'informations sur la vie du quartier, les organisations, les manifestations, etc.

D'autres entretiens consistaient à interviewer quelques personnes clés du quartier tels que le chef coutumier, le délégué du quartier, le personnel des structures de soins, d'associations et d'établissements scolaires. Le but était d'affiner les informations auprès des personnes travaillant au sein des équipements censés structurer le quartier et d'acquérir une vision différente de celle des résidents.

Enfin, l'instauration de relations amicales a très probablement fait partie de ce qui était le plus constructif. Discussions quotidiennes et participation à certains moments de vie se sont avérés très enrichissants dans la compréhension des pratiques socio-spatiales des habitants.

Le premier exercice effectué au sein du quartier consista en la reconnaissance des limites de Kouritenga mais également en la délimitation de l'espace d'étude. Nous présenterons dans un second temps les méthodes adoptées pour délimiter le quartier et nous justifierons les limites de l'espace étudié, ce dernier ne correspondant pas au quartier « officiel ». Nous emploierons les termes de « quartier officiel » et de « limites officielles » par mesure de simplicité, l'échelle du quartier n'étant pas reconnu officiellement puisque le découpage officiel de Ouagadougou est constitué par les secteurs.

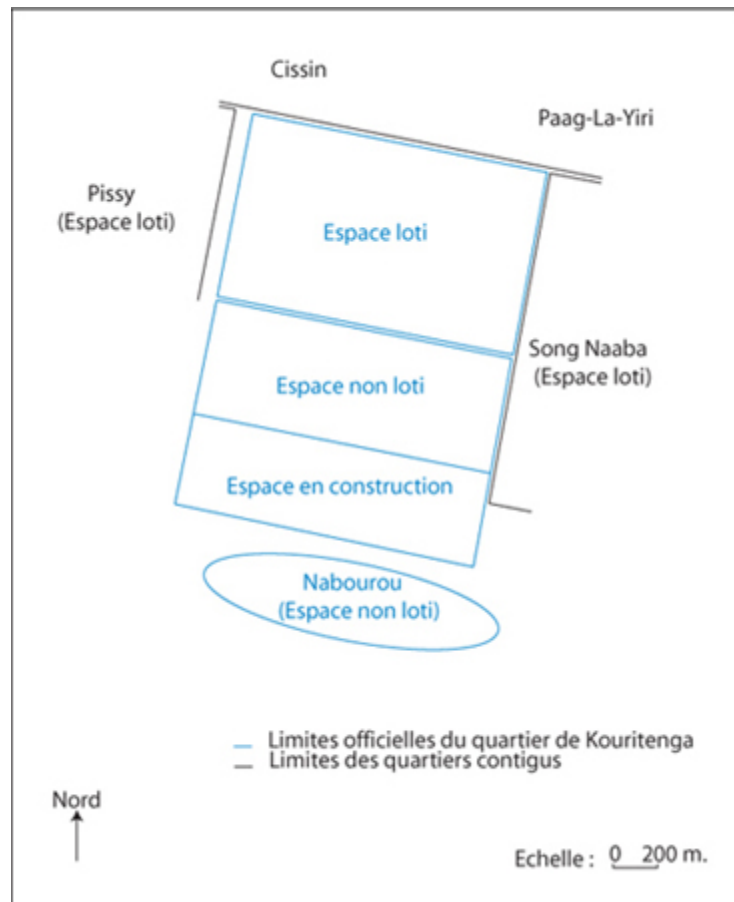
2- Les limites officielles et admises du quartier de Kouritenga

Les limites nord et est, ainsi que la frontière ouest dans sa partie lotie, ont été facilement détectées. D'une part, elles étaient en correspondance entre les documents cartographiques et les propos des habitants ; d'autre part, elles s'avéraient particulièrement repérables dans l'espace.

La limite nord fut simple à poser au niveau de la piste menant vers l'est à Léo. Cette piste, clairement repérable par sa largeur et parce qu'elle est relativement bien entretenue, sépare Kouritenga des deux quartiers de Cissin et de Paag La Yiri.

Moins lisible, la limite est, séparant Kouritenga du quartier de Song Naaba, restait malgré tout très nette, la grande majorité de la piste correspondant à une voie rectiligne et commerçante.

Carte 6. Agencement du quartier de Kouritenga



Source : Cussac, M., 2003.

La limite ouest était limpide dans la partie lotie car la piste est très large et sépare l'habitat de Kouritenga des terrains pratiquement vides de Pissy. En revanche, elle était loin d'être manifeste dans la partie non lotie et c'est à tâtons que sa délimitation fut faite, plusieurs configurations étaient possibles sans que cela n'implique de réels changements dans le travail effectué.

En revanche, la limite sud du quartier fut réduite mais, tout en étant radicale, cette coupure reste raisonnée et va être explicitée. Il ne s'agissait pas de sectionner le quartier arbitrairement et il était nécessaire de conserver un espace proposant une certaine cohérence. C'est la raison pour laquelle la limite sud fut fixée à la terminaison de la première couronne de non lotie. Cela permettait d'étudier un espace aux faciès variés proposant une bande lotie, une bande non lotie contiguë au loti et une ultime bande non lotie séparée de la précédente par un espace vide et en cours de construction.

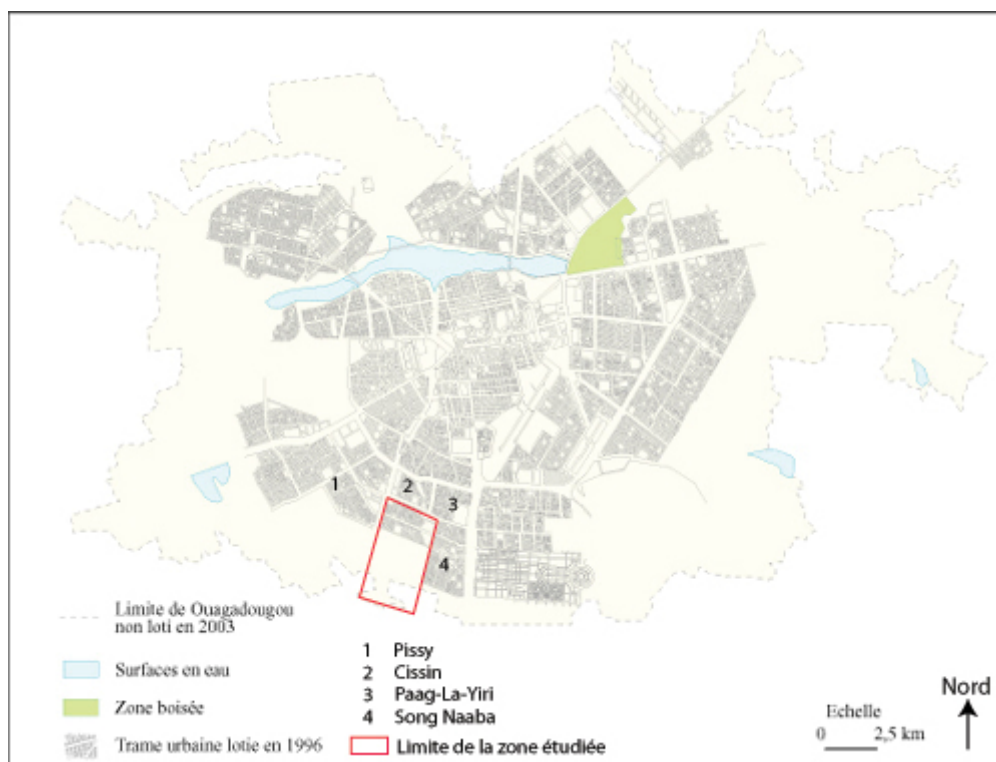
C'est ainsi que les contours du quartier ont été établis, sans pour autant confiner cet espace dans des limites fermées. Il était évident qu'il ne s'agissait que d'un cadre et que les travaux entrepris étaient susceptibles de mener au-delà.

Nous allons, dans le chapitre suivant, présenter le quartier de Kouritenga, le situer, le décrire et essayer d'en restituer les atmosphères variées.

II- Présentation et description du quartier

Quartier périphérique de Ouagadougou situé au sud dans la commune de Boulmiougou, Kouritenga (secteur 17) est cerné au nord par les quartiers de Cissin (secteur 17) et Paag La Yiri (secteur 17), à l'est par celui de Song Naaba (secteur 16) et à l'ouest par le quartier de Pissy (secteur 17). Il comprend une zone lotie et une zone non lotie. Plus on se dirige en direction du sud, plus Kouritenga s'estompe peu à peu en une série d'espaces isolés les uns des autres. Tout en faisant officiellement partie de Kouritenga, ces espaces portent souvent des noms différents, ce qui atteste de leur isolement et du probable besoin de leurs habitants de s'individualiser par rapport au reste du quartier auquel ils ne se sentent peut-être pas appartenir entièrement. Ces variabilités au sein d'un même espace révèlent l'aspect flou des frontières du quartier.

Carte 7. Localisation de la zone étudiée dans Ouagadougou



Source : IRD, UR PERSAN, d'après IGB.

Au nord, la piste bien tracée, qui sépare Kouritenga de Cissin et de Paag La Yiri, est relativement empruntée et bordée par un certain nombre de commerces, maquis et autres services qui la rendent animée jusqu'à l'extrémité ouest de Kouritenga. Sur cette voie, un pont permet de traverser le bas-fond (orientation grossièrement nord-sud) qui pénètre dans le quartier étudié. La première vision qu'on en a en l'abordant par le nord-est est celle d'un vaste espace impraticable, du fait de la présence du bas-fond, dévoué à l'accumulation des ordures ménagères.

Photographie 3 : Un vaste espace jonché de déchets



Source : Cussac, M, 2003.

*Aperçu de ce vaste espace qui pénètre dans le quartier de Kouritenga.
Aucune maison n'y est établie ; il constitue uniquement une zone de
passage et d'accumulation des ordures.*

Un terrain accidenté, un pont détruit par les eaux, des amas de déchets et quelques arbres sont les seuls éléments qui caractérisent cet espace mal entretenu. En dépit de cela, il s'agit d'une zone de passage pour les habitants et il n'est pas rare de voir les enfants jouer dans les tas d'ordures. Rarement, un service de ramassage de la ville emporte dans un tracteur les déchets situés aux abords de la voie.

Photographie 4 : Un pont détruit par les eaux



Source : Cussac, M., 2003.

A l'entrée nord de Kouritenga, aux abords de Paag La Yiri, le pont, qui traversait le bas-fond et permettait un accès pratique dans le quartier, s'est fait détruire par les eaux. On observe de part et d'autre de la piste les amas de déchets.

Photographie 5 : Le ramassage des déchets



Source : Cussac, M., 2003.

Dans ce même espace contigu à Paag La Yiri, des hommes s'affairent au ramassage des ordures qu'ils entassent dans un petit tracteur.

La voirie, presque exclusivement constituée de pistes de terre battue, parfois accidentées, constitue un réseau en damier. Exceptées quelques voies qui méritent d'être décrites du fait de leur dynamisme, les pistes sont peu pratiquées et c'est une ambiance très calme qui règne à Kouritenga. En parcourant le quartier loti, il est parfois surprenant de trouver de grandes villas entourées de hauts murs couverts de végétation, tandis que la majorité des maisons, sans pour autant parler systématiquement de précarité, témoigne de la globale pauvreté de leurs propriétaires.

La répartition des bornes-fontaines et des pompes est *a priori* relativement bien équilibrée dans l'espace loti mais cela n'empêche pas les citadins de manquer considérablement de points d'eau utilisables en saison sèche, ce qui entraîne alors des déplacements plus importants pour s'approvisionner en eau et également de longues attentes.

Les lieux de culte font partie intégrante du quartier et sont présents partout. Ils présentent eux aussi de grandes disparités dans leur apparences. On trouvera parfois des églises construites en dur ou en banco, munies d'un toit et d'une porte. D'autres se résument à un autel et quelques bancs de pierres, parfois surmontés d'un toit de paille mais le plus souvent en plein air. Dans les cas extrêmes, seule la présence d'une croix plantée dans le sol indique l'existence d'une église.

Photographie 6 : Une église « en plein air » dans l'espace non loti



Source : Cussac, M., 2003.

Un autel, quelques bancs de pierre et le symbole de la croix... Voici un exemple classique d'une église dont seuls les éléments essentiels ont été établis.

Dans les autres quartiers, les mosquées sont parfois seulement délimitées par une rangée de briques ou encore repérable par l'insigne religieux mais à Kouritenga, elles ne se résument jamais aux symboles de la religion et font toujours l'objet d'une réelle construction, souvent appliquée et entretenue. Nous reprendrons ce point qui révèle une réelle volonté de s'installer sur une terre et par là même nous interpelle sur le désir d'appropriation d'un espace.

Etablissements scolaires, écoles et collèges, publics ou privés, religieux ou laïcs, permettent aux enfants de Kouritenga d'avoir accès à l'éducation dans le quartier loti. Ne négligeons pas qu'une part élevée des enfants n'a pas ou plus la chance de suivre une scolarité en raison des moyens financiers limités de leurs parents. La forte présence des enfants dans les rues du quartier témoigne des difficultés à suivre un enseignement.

En matière de santé, la rareté des structures de soins est frappante. On compte seulement une clinique récente et les pharmacies sont inexistantes.

Concernant les loisirs, le quartier bénéficie, par le biais d'une association, d'un véritable terrain de football, « véritable » car délimité et muni des accessoires nécessaires (buts, lignes, etc.) et parce qu'au fil des déplacements dans Kouritenga, nous constatons que n'importe quel espace vide peut être considéré comme un terrain de sport.

Comme nous le notions plus haut, Kouritenga est caractérisé par une atmosphère calme, voire apaisante, qui règne sur une grande partie du quartier. Cette tranquillité est spécifique des zones qui ne concentrent que des habitations. A l'opposé, certaines rues du quartier, très animées, contrastent nettement et la vie du quartier est véritablement présente. Il est surprenant de passer de lieux voués uniquement à l'habitat dans lesquels il n'y a ni bruit, ni mouvement, où l'on ne croise pratiquement personne... à des espaces où la vie et le dynamisme du quartier se révèlent franchement.

Ces derniers espaces correspondent à quelques voies principales de Kouritenga, celles qui en forment le contour nord et est ainsi que trois axes intérieurs au quartier, celui qui permet de le traverser du nord au sud jusqu'à la zone non lotie, celui qui pénètre le quartier d'ouest en est où on localise le marché ; enfin, parallèle à ce dernier, la piste qui sépare la zone lotie de la zone non lotie. Sur ces axes, on ressent l'énergie du quartier. La circulation, à pied, en charrette, à vélo, en mobylette, parfois en voiture, est soudain existante ; petits commerces de céréales, poissons, beignets..., « tabliers »²², mécaniciens, « dolotières »²³, marchés, maquis²⁴, boutiques²⁵, kiosques²⁶, etc.

²² tablier : petit commerce dont le vendeur installe ses marchandises sur un petit étal de bois.

²³ dolotières : femmes qui préparent et vendent le dolo, bière de mil.

²⁴ maquis : bar-restaurant où les gens viennent boire et manger de la viande grillée, le maquis est également souvent muni d'une piste de danse. Il s'agit d'un terme employé habituellement en Côte-d'Ivoire mais il s'est répandu et on l'entend également au Burkina Faso.

s'enchaînent les uns après les autres. Ces activités pratiquées en plein air donnent au quartier sa vitalité. Certains hommes se retrouvent autour d'une bière au maquis du coin ; quelques-uns s'activent, couverts de cambouis, au rafistolage des motos dans un amas de vieux outils ; d'autres poussent péniblement leurs fûts qu'ils viennent de remplir d'eau à la borne-fontaine. Des femmes reviennent de leur virée journalière au marché munies de quelques condiments ; certaines, après des heures de queue, rejoignent leurs domiciles portant des bidons d'eau sur leur tête ; d'autres papotent et rient aux éclats au coin de la rue. Les vieux, assis devant leur concession²⁷, discutent, méditent, observent tous ces va-et-vient, partageant une noix de kola²⁸ tandis que d'autres sortent enivrés du cabaret de dolo sous un soleil de plomb. Les jeunes hommes, réunis autour d'une partie de dame, font détonner leur poste de radio ; les élèves sortent tout excités de leur matinée scolaire ; les tous petits enfants jouent et courent dénudés à travers les pistes... Les rues deviennent alors des lieux d'animation, de convivialité, d'échanges et de divertissement, des lieux de vie.

Cette atmosphère particulière qui enveloppe Kouritenga est plus prenante dans la zone non lotie, peut-être parce que le désordre qui caractérise ces espaces donne une touche encore plus chaleureuse à la vie du quartier. La séparation entre le quartier loti et le quartier non loti est aisément repérable dans l'espace et suit dans pratiquement toute sa longueur une piste ouest - est. Les signes qui distinguent les deux espaces sont nombreux. La présence des poteaux électriques cesse soudainement à la limite du quartier loti. Mais la distinction est véritablement nette quand on observe l'agencement de l'habitat et de la voirie, sans même avoir besoin d'y pénétrer. Alors que du côté loti, les voies sont toutes perpendiculaires les unes aux autres et que le bâti, en dur ou en banco amélioré, est ordonné le long des voies, le côté non loti présente des pistes plus étroites qui s'infiltrant dans tous les sens et le bâti, dont la majorité est en banco et de taille bien plus modeste, est disposé dans un parfait désordre.

A force de parcourir les pistes de l'espace non loti qui nous donnent le sentiment d'évoluer dans un labyrinthe urbain, on réalise que certains axes sont malgré tout parallèles les uns aux autres, ce qui favorise le repérage dans l'espace car les chemins sinueux ainsi que les coins et recoins posent au début quelques difficultés d'orientation.

Une première bande de non loti s'offre à nous qui comporte également ses propres contrastes. Outre l'ensemble des petites activités commerciales évoquées plus haut que l'on retrouve également dans cette partie du quartier, cet espace non loti révèle

²⁵ boutiques : y sont vendus divers articles : savon, huile, dentifrice, bonbons, etc.

²⁶ kiosques : abris où l'on peut boire café, thé et se rassasier d'une tartine.

²⁷ concession : « unité d'habitat formée par un ensemble de constructions entourées ou non par une clôture où habitent un seul ou plusieurs ménages », (INSD, 1996).

²⁸ noix de kola : fruit du kolatier apprécié pour ses vertus stimulantes.

d'autres types d'activités. Les cours des maisons étant généralement beaucoup plus petites, il est fréquent d'enjamber les fils tendus au-dessus de la terre battue que les femmes sont en train de tisser à même la rue, par manque de place.

Photographie 7 : Une femme tisse devant sa concession



Source : Cussac, M, 2003.

Cette femme, installée devant la porte de sa maison pour effectuer son travail, a étendu ses fils jusqu'à la ruelle. Le tissage est très répandu et constitue l'activité quotidienne de nombreuses femmes du quartier. Dans l'espace loti, elles effectuent cette tâche dans leurs cours mais les femmes de l'espace non loti sont souvent forcées d'étendre leurs fils dans les zones de passage, par manque de place.

En poursuivant plus au sud, le quartier non loti laisse apparaître de plus en plus d'espaces vides d'habitat dont les usages sont divers. Certains révèlent les anciens sillons des charrues de la saison pluvieuse passée ; d'autres sont au contraire exploités durant la saison sèche pour la confection des maisons. Le paysage est alors un peu lunaire, parsemé de cratères que les citadins ont creusés profondément pour récupérer la terre argileuse. Mêlée avec de la paille, cette terre permettra de produire des briques de banco. Ces fosses sont également des endroits où la population jette ses ordures, celles de l'espace non loti mais peut-être plus encore les déchets de l'espace loti de Kouritenga ou des autres quartiers.

Photographie 8 : Zone de cultures durant la saison des pluies



Source : Cussac, M., 2003.

Ce paysage rural est situé à la limite du quartier de Kouritenga mais on localise également de petits champs au cœur du quartier, dans l'espace non loti. Sur ce cliché, pris en saison sèche, on repère très bien les sillons des charrues de la saison des pluies précédentes.

Photographies 9 et 10 : La confection des briques



Source : Cussac, M., 2003.

L'espace est parsemé de fosses pour la confection des briques, lesquelles sont ensuite entreposées et séchées au soleil.



Dans la zone lotie de Kouritenga, des femmes sont chargées d'effectuer le ramassage des ordures. Elles passent une fois par semaine chez les habitants et se font rémunérer pour emporter les déchets dans leurs charrettes. Elles les déversent ensuite soit dans l'espace vacant insalubre que nous avons évoqué précédemment et qui se situe aux abords du bas-fond, soit dans ces fosses creusées dans l'espace non loti. Lors de la saison des pluies, il semblerait que ces trous soient très appréciés des enfants qui utilisent les mares comme espace de jeux.

Le quartier non loti contraint évidemment ses habitants à des conditions de vie difficiles. Alors que la zone lotie souffre déjà de carences en équipements et services, la partie non lotie, de toute évidence, est considérablement affectée par l'absence d'infrastructures. Exceptés les lieux de culte qui n'ont pratiquement rien à envier à ceux du quartier loti, les établissements scolaires et les structures de soins sont totalement absents du paysage et les points d'eau moins densément répartis. Malgré tout, ce pan d'espace non loti ne fait pas partie des plus mal pourvus et bénéficie de la proximité du quartier loti, au moins dans sa partie nord.

Lorsqu'on atteint les premiers espaces non habités évoqués ci dessus, on parvient donc à une première ligne qui s'étend d'ouest en est où s'estompe peu à peu l'urbanisation par l'alternance d'habitats moins denses, de sites inoccupés et d'autres en cours de construction. Par conséquent, l'espace est beaucoup plus aéré. En progressant vers le sud, cet aspect s'accroît jusqu'à ce que l'on gagne rapidement un vaste terrain partagé entre une partie est totalement vide et une partie ouest en cours de lotissement (par la société privée AZIMO).

Photographie 11 : Une partie Ouest, en cours de lotissement



Source : Cussac, M., 2003.

Photographie 12 : Une partie Est, vide



Source : Cussac, M., 2003.

Ce terrain fait l'objet d'une rupture spatiale notable du fait de la transition hâtive avec la zone non lotie qui précède, d'autant plus qu'une nouvelle portion de non loti apparaît au loin, encore plus au sud.

Toujours intégrée à Kouritenga, cette partie de non loti est plus généralement nommée par ses habitants « Nabourou », terme *mooré* qui signifie « venez », « rejoignez-nous ». Avec insistance, nous avons demandé à la population de Nabourou s'ils faisaient bien partie de Kouritenga. Les réponses étaient toujours positives mais les habitants semblaient tenir à ce nom qu'ils avaient eux-mêmes créé. On peut comprendre cela du fait que Nabourou soit isolé du reste du quartier décrit précédemment et que les rapports qui lient les deux espaces soient forcément moindres bien que loin d'être inexistantes.

Ce morceau de quartier non loti ne présente pas le même aspect que ce qui a été évoqué pour le reste de Kouritenga. Concernant les équipements, il est très pauvre. Quelques lieux de culte ont leur place mais n'oublions pas que la religion étant très importante au Burkina Faso, il n'est pas d'espace à Ouagadougou sans implantation régulière d'églises et de mosquées. En revanche, on dénombre un seul point d'eau qui n'est pas systématiquement en fonction et certainement pas durant les mois de saison sèche. Et, il ne sera pas surprenant d'ajouter qu'il n'y a ni école, ni structure de soins. Tandis qu'on a le sentiment de se promener dans la « campagne » de Ouagadougou lorsqu'on traverse la partie lotie et la première portion de non loti de Kouritenga, l'atmosphère qui règne sur Nabourou donne l'impression de parcourir la « campagne » de Kouritenga. Nabourou est concrètement la périphérie des récents déguerpis, la plupart logeant il n'y a encore pas si longtemps sur le terrain vide en cours de lotissement décrit plus haut ; là encore les espaces qui l'encerclent sont utilisés pour la confection de briques. Outre ces « bancotières²⁹ », on trouve cette fois-ci une véritable petite carrière dans laquelle les hommes taillent la pierre d'une remarquable couleur rougeâtre pour en donner de grandes briques d'une qualité bien supérieure. Mais, en dehors de cette activité, les habitants sont contraints de se rendre au-delà de Nabourou pour trouver du travail ou s'approvisionner en marchandises de toutes sortes. N'occupent ce pan de non loti que des maisons dont certaines, par ailleurs, semblent abandonnées ou en attente d'occupation. Les maisons de type traditionnel sont de moins en moins rares au fur et à mesure que l'on s'éloigne en direction de la limite sud de cette portion de non loti.

²⁹ « bancotières » : terme désignant ces espaces utilisés pour la confection de briques.

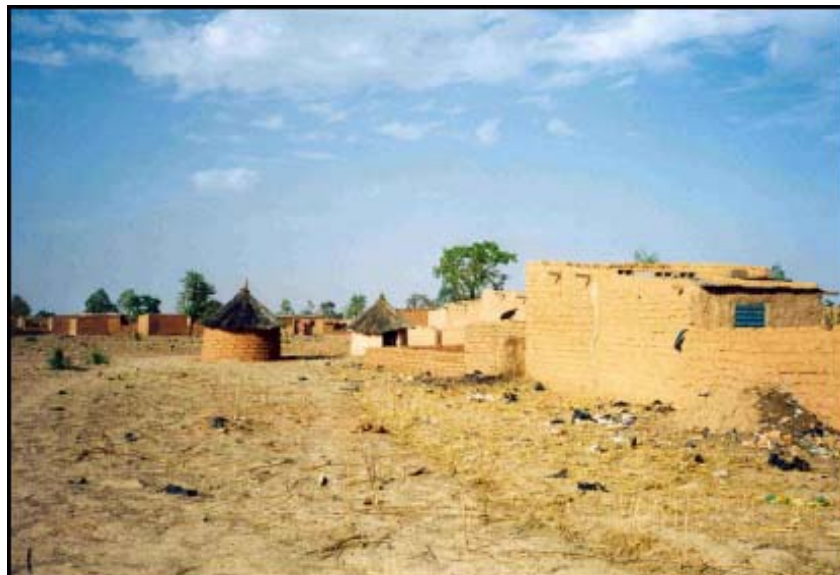
Photographies 13 et 14 : Une carrière aux abords du quartier



Source : Cussac, M., 2003.

Aménagée aux abords du quartier dans sa partie non loti, il s'agit d'une petite carrière dans laquelle de nombreux hommes du quartier travaillent et taillent la pierre pour la confection de briques nettement plus solides que celles réalisées en banco.

Photographie 15 : Un paysage de plus en plus rural



Source : Cussac, M., 2003.

Plus on s'éloigne du centre de la ville, plus le paysage se fait rural. Dans cette zone non loti du quartier de Kouritenga, de petites cases alternent avec les maisons de banco habituelles.

A Nabourou, les habitants semblent partager leurs moments de plaisir dans les cours des uns et des autres, ce qui est également le cas dans le reste du quartier mais celui-ci n'offre pas beaucoup d'autres choix. Malgré tout, à la limite sud, on identifie un coin plus actif que les autres, mais qui reste d'un calme notable en comparaison des lieux de vie cités pour le reste du quartier. Quelques kiosques permettent aux citoyens de se retrouver et de partager leurs instants de repos. Rattaché à l'un d'eux, une dizaine de petits bancs de pierres face à un mur peint de blanc constitue même le vidéo club de Nabourou où l'on peut se rendre tous les soirs de la semaine !

Au-delà de cette portion de territoire s'étend une colline : pour les habitants de Kouritenga, la montagne... Une fois sorti de Nabourou, le paysage devient plus sauvage ; on distingue une piste qui s'échappe droit en direction du sud, menant à la brousse. On pense alors avoir atteint la fin du quartier et, par la même occasion, celle de Ouagadougou. Il suffit pourtant de gravir « la montagne » de Kouritenga pour réaliser qu'elle surplombe une nouvelle étendue de non loti. Cet espace est loin d'être négligeable tant il est long de se rendre à son extrémité sud qui, cette fois-ci, est bien l'extrême limite urbaine de Ouagadougou. Ce vaste espace, dont l'une des parties appartient toujours à Kouritenga, n'a pas été intégré à l'étude que nous avons menée.

Pour terminer sur la présentation de Kouritenga, il apparaît évocateur de présenter deux cartes du quartier de Kouritenga, à dix ans d'intervalle.

La première carte, réalisée à partir des photographies aériennes de 1988, ne couvre pas l'ensemble de l'espace étudié, l'occupation de l'espace étant nettement plus limitée qu'actuellement. L'échelle et la répartition lâche de l'habitat a permis une reproduction précise des îlots, des bâtiments et des voies.

La seconde carte, réalisée à partir des photographies aériennes de 1998, ne propose pas la même présentation du fait de l'échelle plus réduite d'une part, et d'une occupation nettement plus dense d'autre part. Ainsi, seuls les îlots ont été représentés dans l'espace loti et seuls les espaces vides ont été précisés dans l'espace non loti.

Ces deux cartes nous permettent d'observer l'évolution du quartier dans son développement spatial et dans son agencement.

L'espace loti, tout d'abord, présente un certain nombre d'éléments qui diffèrent. En 1988, le tracé des voies entre les îlots principaux était déjà clairement établi en damier et l'on devine la formation d'îlots secondaires. De plus, l'échelle du document nous permet d'observer l'occupation lâche des bâtiments implantés à cette date. En 1998, l'espace loti s'est nettement développé. Les îlots se sont structurés, souvent de taille plus petite, et sont plus ordonnés. Pratiquement toute la zone lotie était occupée.

L'espace non loti est également manifeste quant à l'évolution du quartier. En 1988, on dénombre quelques maisons qui, excepté au sud-est de Kouritenga, restent à proximité de l'espace loti. De 1988 à 1998, les habitations se sont multipliées. L'espace non loti s'est densifié et notablement étendu en direction du sud.

A la différence de l'espace loti, on repère l'agencement moins ordonné des voies de l'espace non loti, lesquelles s'échappent aléatoirement dans l'espace.

Carte 8. Le quartier de Kouritenga en 1988



Source : Cussac, M., 2003.

Carte 9. Le quartier de Kouritenga en 1998



Source : Cussac, M., 2003.

Le quartier de Kouritenga présente un certains nombre d'éléments qui nous semble intéressants. Tout d'abord, il s'agit d'un quartier périphérique qui se situe, au minimum, à sept kilomètres du centre de Ouagadougou. Il est donc caractéristique des quartiers dont l'accessibilité aux équipements et services des espaces les plus développés, est très limitée. Par conséquent, les citoyens de Kouritenga sont contraints d'effectuer leurs activités habituelles dans un périmètre correspondant à leurs possibilités de mobilité. Ce quartier trouve également un intérêt dans sa disposition. On entend par là que sa configuration spatiale, dans laquelle on distingue trois zones habitées différentes (une zone lotie ainsi qu'une première zone non lotie séparée d'une seconde zone non lotie par un espace vide et en construction), offre des faciès variés au quartier et suppose des habitudes et pratiques quotidiennes distinctes.

Ce sont ces pratiques de l'espace qui vont nous intéresser dans ce second chapitre car c'est à partir des habitudes journalières, du quotidien de la population du quartier, que nous pensons pouvoir mettre en évidence un ou des espaces de vie. Au sein de ce quartier, les habitants évoluent-ils à travers l'ensemble de ses limites et prennent-ils en compte la totalité du quartier comme leur espace de vie, ou, au contraire, est-ce que la population privilégie telle ou telle autre zone pour l'accomplissement de ses activités quotidiennes ? Dans cet objectif, nous allons nous pencher sur l'ensemble de ces pratiques dans le cadre d'une géographie sociale.

CHAPITRE III – Une géographie sociale

Ce chapitre s'articule autour de deux parties. La première consiste en l'explication de certaines notions géographiques afin de comprendre la façon dont on considère un espace. Nous nous attèlerons à mêler théorie et pratique en replaçant Kouritenga dans un contexte géographique. Nous pourrons alors présenter, dans une seconde partie, le cadre dans lequel l'étude sociale du quartier a été menée. Nous relaterons l'ensemble des informations obtenues quant aux pratiques socio-spatiales des habitants du quartier. L'objectif est d'acquérir une vision globale des espaces pratiqués par la population afin d'être en mesure de considérer Kouritenga comme un quartier socialement et spatialement cohérent, ou au contraire de dégager du quartier un ou plusieurs espaces, lesquels pourraient faire l'objet d'espaces de vie en dehors des limites officielles de Kouritenga.

I- Un espace géographique

L'espace géographique peut être considéré de plusieurs manières. Il s'agit d'abord de l'espace en tant qu'espace absolu, c'est-à-dire un espace dans lequel on situe des objets, repérables à différentes échelles. Par objet, on entend n'importe quel élément situé dans l'espace ; il peut donc s'agir aussi bien d'un arbre, d'un puits ou d'une maison, d'un fleuve, d'une autoroute ou encore d'une ville.

Kouritenga se présente comme une vaste étendue similaire à l'ensemble ouagalais, c'est-à-dire une terre au bas relief, à la végétation très pauvre et dont le paysage témoigne d'un climat sec, caractéristique de la période d'étude (fin janvier-début mai). Le climat soudano-sahélien qui règne sur Ouagadougou implique une saison fraîche et sèche de mi-octobre à mi-mars avec des températures oscillant entre 20° et 28°, et une saison chaude de mars à juin avec des températures élevées qui atteignent souvent plus de 40°.

Si l'on s'attèle à recenser les dispositifs spatiaux du quartier, on retiendra l'habitat, les points d'eau, les lieux de culte, les établissements scolaires et de santé et divers petits commerces, le tout agencé par rapport à des voies, axes structurants. Il s'agit là de l'ensemble des « objets » essentiels localisables sur l'**espace-support**.

Mais l'espace géographique ne se suffit pas à cette conception ; c'est également un espace d'interactions entre les objets. Il est « espace support, produit et enjeu de rapports sociaux »³⁰. Evolutif, dynamique, il est créé par les sociétés.

Situé en périphérie de Ouagadougou, Kouritenga est une production spatiale typique des villes africaines. Aux insuffisances de la production foncière publique s'est ajoutée une incapacité des pouvoirs publics à maîtriser l'urbanisation. En réponse, les populations se sont installées spontanément autour de la capitale, produisant par elles mêmes leur habitat.

Les populations ont recours à l'« auto-construction » partielle et s'établissent à la périphérie de la ville, du quartier. Leurs habitations sont fabriquées à la manière de la maison rurale en banco, le sol est de terre battue et le toit de tôle. Lorsqu'elles sont achevées, les citoyens ont l'habitude de nommer ces petites maisons « une porte, une fenêtre, six tôles ».

³⁰ SALEM, G., 1993, *La santé dans la ville. Géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal)*, Paris, Karthala et ORSTOM, 360 p.

Photographie 16 et 17 : L'habitation typique de l'espace non loti



Source : Cussac, M., 2003.



« Une porte, une fenêtre, six tôles »...

En parallèle, ils agencent leur cadre de vie car, outre l'habitation, naissent petits commerces, pistes, aires de cultures, lieux de culte, etc. Ces zones informelles ne disposent ni de l'électricité, ni de l'eau courante, ni d'aucun équipement et service dont bénéficient les quartiers lotis de la ville. Lorsqu'un projet de lotissement se met en place, plusieurs situations se présentent. Soit l'espace en question est voué à l'établissement d'une future cité d'habitation, soit il fait seulement l'objet d'un lotissement simple. Le premier cas implique la destruction de l'ensemble des concessions, entraînant le déguerpissement des populations. Les prix de ventes des maisons, dans ces cités, atteignent souvent des sommes trop élevées pour la majorité de la population périphérique. Ceux qui n'ont pas les moyens de se procurer un tel logement sont contraints de s'installer sur un espace libre, encore plus loin en périphérie, sur lequel ils reproduiront le schéma précédent. Le second cas n'entraîne pas systématiquement la destruction des habitations. Le lotissement se déroule en plusieurs étapes : identification du futur tracé des voies et de quelques réserves administratives, réalisation du bornage qui va délimiter les différentes parcelles. A partir de là, la destruction des concessions

n'aura lieu que si celles-ci se situent sur une zone qui ne leur est pas réservée dans le programme d'aménagement du lotissement.

Les deux cas de figure existent à Kouritenga. L'espace en construction que nous avons évoqué dans la description du quartier, séparant la bande non lotie contiguë au loti et Nabourou, était totalement occupé par l'habitat spontané. Ayant fait l'objet d'un projet d'aménagement d'une cité d'habitations, dans le cas présent par la société AZIMO, tous les habitants ont été déguerpis et leurs maisons rasées, les obligeant à réitérer le processus d'occupation illégale plus loin vers le sud. C'est ainsi qu'est né un nouveau pan d'espace non loti que les habitants ont nommé « Nabourou ». Les opérations de lotissement du quartier concernent également le reste de l'espace non loti et l'on repère un certain nombre d'éléments en témoignant : les concessions vouées à la destruction sont marquées de la lettre D (déguerpissement), les parcelles dont les futures limites sont déjà établies sont munies d'une borne en leur centre. Ceux dont la parcelle est reconnue légalement, certains d'être à l'abri de déguerpissements, pourront investir dans le développement de leur concession. C'est ainsi que le bâti est susceptible de connaître deux évolutions. Premièrement, une « durcification » (Pourtier, 2001) consistant à remplacer les matériaux précaires par des matériaux solides du type parpaing de ciment ou brique. Deuxièmement, une « densification » qui se manifeste par la construction de nouveaux bâtiments ou d'étages supplémentaires qui viennent s'ajouter aux premiers. Cela permet de loger la famille qui s'agrandit (parents venus du village et naissances) ainsi que de louer les chambres.

Par conséquent, la précarité plus accentuée des habitations du non loti n'est pas révélatrice de moyens financiers plus limités que dans le loti. Mais, simplement, les résidents attendent qu'on leur attribue légalement une parcelle avant d'investir.

A cheval sur une aire lotie et une aire non lotie, le quartier de Kouritenga est donc tout d'abord un **espace produit** par les sociétés puis reproduit par l'Etat pour qu'il réponde aux normes du lotissement.

Il convient à présent de nous pencher plus spécifiquement sur la configuration des espaces non lotis puisqu'ils sont la première phase d'occupation du sol et qu'ils ne se réduisent pas à la fonction résidentielle. En effet, l'espace géographique ne se conçoit pas non plus sans la prise en compte des formations sociales qui le composent, le modèlent, s'y implantent et par là même, fixent des limites.

Nous avons parlé précédemment des maisons servant d'alibi aux propriétaires et l'on repère nettement ce cas de figure à la limite sud de Kouritenga puisque, s'agissant d'espaces localisés en « périphérie de la périphérie », ils sont en cours d'occupation. A ce stade, outre l'habitation, les autres dispositifs spatiaux sont rares voire absents. C'est

seulement peu à peu que naissent les petits commerces au bord des pistes, des ébauches de lieux de culte, de petits services tels que les boutiques, kiosques, mécaniciens, etc. La population s'ancre davantage en développant au fil du temps un cadre de vie, un **espace de vie** dans lequel elle va évoluer au gré d'activités, de besoins et dans lequel elle va tisser des rapports sociaux. Le non loti est donc un espace totalement produit et dépendant de la population elle-même. Le processus s'est bien évidemment déroulé de façon similaire dans les espaces à présent lotis mais, comme tout espace urbain légal, il est dorénavant aménagé et dirigé par un échelon supérieur.

L'espace géographique est donc **espace-support** car il porte des objets localisables, il est **espace produit** car il est le résultat d'un agencement issu de la société. Enfin, il est **espace social** car il reflète l'organisation sociale de la société qui l'a créé. Dans L'Encyclopédie de la Géographie, Augustin Berque³¹, après avoir pris en considération un ensemble de définitions qui lient les notions de lieux, de relation et d'étendue, propose la définition d'espace social suivante : c'est « un tissu caractéristique de relations que les hommes établissent entre les lieux dans l'étendue terrestre ». Les notions et concepts abordés au cours de ce chapitre seront plus finement développés durant l'exposé mais l'intérêt, dans un premier temps, se situait dans la définition de ce que l'on nomme « espace géographique ». Les géographes ont préféré l'expression « espace géographique » plutôt qu'« espace social » et bien que les deux notions aient tendance à se confondre, Frémont (1984) évoque le fait que « l'espace social est le niveau supérieur, le niveau le plus englobant, le plus complexe de l'espace géographique ».

Cette étude va particulièrement porter sur cette notion d'espace social parce que nous considérons que les rapports spatiaux se comprennent par les relations entretenues entre les hommes et les espaces (les paysages, les lieux, les territoires...). C'est donc à partir des notions et concepts de la géographie sociale que notre travail évoluera.

II- Les pratiques spatiales

Les notions de « société » et d'« espace » sont intimement liées, chacune se comprenant à travers l'autre. Les faits spatiaux sont nécessairement des faits sociaux et inversement ; l'association du « social » et du « spatial » engendre des espaces sociaux. L'objet de la géographie sociale est d'étudier les interrelations existantes entre ces deux concepts. Frémont (1984) définit clairement la géographie sociale comme la « science de l'organisation spatiale des sociétés humaines. La géographie sociale part de la

³¹ BERQUE, A., in BAILLY, A., FERRAS, R., PUMAIN, D., 1995, *Encyclopédie de la Géographie*, Economica, Paris, 1167 p.

constatation que les faits sociaux ont, par leurs localisations et leurs manifestations, des dimensions spatiales et que les faits géographiques comportent des aspects sociaux qui concourent à leur compréhension et à leur évolution. Géographie des faits sociaux et sociologie des faits géographiques, la géographie sociale consiste fondamentalement en l'exploration des interrelations qui existent entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux, plus largement entre sociétés et espaces ».

Nous allons procéder à la mise en évidence des faits sociaux et de leurs impacts dans l'espace. Nous aborderons en premier lieu le thème des regroupements qui consistera à mettre en évidence les rapports quotidiens existants entre les habitants mais également leurs lieux de rencontre. Nous nous intéresserons par la suite aux pratiques se déroulant au sein de lieux précis. Ainsi, nous évoquerons les lieux de culte, les points d'eau, les commerces et les structures relevant du domaine de la santé.

1- Les regroupements quotidiens

Hommes, femmes, jeunes gens, adultes ou plus anciens, chaque individu privilégie des moments au sein de lieux particuliers pour se réunir avec ceux qui partagent des éléments communs, l'âge, le sexe, la religion, etc. Nous évoquerons tout d'abord les regroupements des hommes, puis ceux des femmes.

a- Les hommes

Les hommes se retrouvent régulièrement entre eux pour vaquer à diverses occupations. On peut distinguer plusieurs lieux et façons de partager leurs moments selon leur âge.

Les jeunes hommes se réunissent fréquemment, s'ils ne passent pas la majorité de leurs journées ensemble. Nous évoquons ici tout particulièrement ceux qui ne suivent pas d'enseignement et qui n'ont pas d'emploi continu. Ils sont loin d'être une minorité dans Kouritenga et l'on repère un certain nombre de lieux quotidiennement occupés par ces jeunes hommes (18 - 30 ans en moyenne). N'importe quel terrain sur lequel ils disposent des bancs leur convient pour organiser leurs entrevues. Très souvent également, on les trouve accoudés dans de petits kiosques. Parfois, le temps leur a permis d'aménager un espace qui leur est propre et qu'ils partagent durant une partie de leur journée.

Un jour où j'avais rendez-vous avec un habitant de Kouritenga et que j'attendais, un groupe de jeunes hommes m'interpella et m'invita à patienter à l'abri du soleil. Ils formaient un groupe de cinq à huit garçons dont les âges s'échelonnaient de 22 à 31 ans. Ils me racontèrent qu'ils se connaissaient depuis longtemps et qu'ils avaient pris l'habitude de se regrouper ici et comment, peu à peu, ils avaient aménagé ce petit espace. Au tout début, quelques troncs d'arbres coupés faisaient office de bancs jusqu'à ce qu'ils installent de véritables bancs et une table de bois sous l'arbre. Plus tard, ils entreprirent de construire une petite cahute et, à force d'économies communes, ils achetèrent quelques stocks de sodas qu'ils vendirent dans cette petite cabane. Aux abords de ce lieu, un vieil abri abandonné leur permettait de s'isoler. Autour de ces trois points, l'arbre, la cahute et l'abri de paille, ils plantèrent de petits arbres.

Accolé au bas-fond, ils n'ont jamais été contraints de libérer les lieux et se sont peu à peu appropriés cet espace ; ils l'ont aménagé jusqu'à symboliser ses limites par la plantation d'arbustes. Régulièrement, je suis retournée les saluer et, chaque fois, je les trouvais pratiquement tous présents, discutant ensemble, écoutant leur poste de radio, jouant aux dames ou vaquant chacun à leurs occupations au sein de leur petite « propriété » commune. Tous n'avaient pas le même train de vie ; certains étaient sans emploi et semblaient passer toute leur journée en ce lieu, d'autres travaillaient par-ci, par-là, l'un d'eux était étudiant en droit à l'université de Ouagadougou. Toujours est-il qu'ils avaient en commun une jeunesse et un espace à eux. Il n'y avait pas un jour où ils ne se regroupaient ici.

Tout près, un kiosque, qui vendait quelques friandises et sodas, était chaque midi envahi par les collégiennes dont l'habitude était de prendre leur déjeuner et de discuter en ce lieu. A une cinquantaine de mètres, on pouvait donc distinguer deux lieux forts différents, accueillant des individus de sexe, d'âge et d'occupation quotidienne variés.

Les hommes plus âgés, souvent chefs de ménage et plus régulièrement salariés, diffèrent des plus jeunes par leurs espaces de rencontre. Généralement, ils se retrouvent dans les maquis du quartier. Tout comme les lieux précédemment évoqués, les maquis ont leurs habitués et l'on peut supposer que les jeunes hommes s'y rendent moins souvent, simplement parce que leurs moyens financiers les limitent. Peut-être trouvent-ils également dans leurs propres lieux de prédilection une intimité particulière.

Les personnes âgées, que l'on nomme naturellement les « vieux » en Afrique, ont leurs propres habitudes lorsqu'ils se retrouvent les uns avec les autres. Ils se réunissent souvent sous un grand arbre près duquel ont été disposés des bancs. A défaut de cet idéal, ils s'installent devant la cour de l'un d'entre eux, généralement celle du plus vieux.

Photographie 18 : Discussion devant une concession



Source : Cussac, M., 2003.

Un moment de discussion et de repos devant une concession, une scène classique en Afrique. Il s'agit ici d'un père et son fils accompagnés des enfants.

Ces exemples sont caractéristiques de ce que l'on nomme un « grin ». Ce terme désigne un regroupement de personnes, généralement de même âge et de même sexe, se fréquentant régulièrement et partageant toutes sortes de moments de distraction. Le « grin » relève du registre amical et les individus font souvent partie d'un « grin » depuis qu'ils sont tout jeunes. Des « grins » peuvent également se créer dans le cadre de relations professionnelles ou étudiantes. Il n'est pas forcément nécessaire d'appartenir au même quartier pour former un « grin ».

Des lieux comme ceux que nous venons d'évoquer, il en existe de nombreux dans le quartier. Pour m'être rendue régulièrement dans certains d'entre eux, ce qui réunit ces individus ne se situe pas dans l'appartenance à la même ethnie, religion, tendance politique ou toute autre idéologie, mais simplement dans le fait de partager une génération en commun et une proximité résidentielle. Bien que nous ayons également mentionné l'existence de « grins » relevant du domaine professionnel, la notion de proximité résidentielle nous apparaît importante car c'est essentiellement dans ce contexte que nous avons repéré des regroupements au sein du quartier. Cela signifie qu'au-delà de tous les facteurs qui ont un rôle dans les rassemblements quotidiens (sexe, âge, activité), c'est en définitive la proximité géographique qui règne sur l'ensemble. Ceci

implique que les relations principales d'un individu se tissent à partir de son habitation et non de son lieu de travail, de son établissement scolaire ou de tout autre lieu fonctionnel.

La comparaison avec la plupart des sociétés des pays du Nord est intéressante car les réseaux de connaissances des occidentaux ne s'organisent absolument pas de la même manière. Généralement, c'est dans le cadre des études, du travail ou d'activités parallèles (loisirs, vacances, associations) que les relations sociales se tissent et il est plus que fréquent de considérer ses propres voisins comme des inconnus. Les liens professionnels et estudiantins font également partie des relations sociales des africains mais la nuance la plus accentuée se situe dans les rapports entretenus avec le voisinage, rapports nettement plus étroits que chez les occidentaux.

On constate donc que les habitants de Kouritenga évoluent à travers des relations de voisinage avec lesquelles ils partagent des lieux à proximité de leurs concessions, le tout constituant un périmètre restreint.

b- Les femmes

La vie quotidienne des femmes est fort différente de celle des hommes par le simple fait qu'elles ont la charge de nombreuses tâches qui leur laissent peu de temps pour s'occuper d'elles. Culturellement, ces travaux constituent une obligation pour les femmes. Il n'est pas aisé de rendre compte du statut de la femme africaine vis-à-vis de ses libertés. Elles semblent à la fois libres et soumises ; libres d'évoluer dans le quartier, de participer à la vie du quartier (associations, organisations...), de faire part de leurs opinions, etc. et limitées malgré tout, dans leurs prises de décision au sein du ménage, dans leurs projets et ambitions. Les interdits concernant leurs libertés de déplacement, d'action et de paroles varient très certainement beaucoup en fonction de leurs appartenances ethniques et religieuses mais aussi de leur situation familiale (célibataire ou mariée). « Le statut des femmes africaines offre une étonnante diversité, entre une liberté qui n'a rien à envier aux démocraties occidentales, et une soumission rappelant l'Orient arabo-musulman » (Pourtier, 2001). Le statut de la femme est donc à nuancer. A Ouagadougou, on peut notamment souligner que les femmes mossi, dès lors qu'elles sont mariées, sont particulièrement contraintes de respecter des règles de comportement vis-à-vis de leurs maris.

Il apparaît plus difficile de repérer des moments de vie partagés, tout du moins ceux que l'on pourrait qualifier d'intimes, car ils sont nettement moins visibles dans l'espace que ceux des hommes. Ils se manifestent dans un autre cadre. Non adeptes des kiosques, maquis ou autres « squats » en plein air, elles se retrouvent au cours des obligations journalières.

Le point d'eau en est un exemple manifeste. Chaque jour, les femmes, souvent accompagnées des enfants, s'y rendent et, bien que cela se réalise dans un contexte de corvée, il s'agit d'un moment où elles ne sont qu'entre elles, ou presque. Les points d'eau ne fonctionnent pas sans interruption et, selon les saisons et la disponibilité en eau, les heures de services varient tant dans la journée que dans la nuit. Qu'il s'agisse des bornes-fontaines ou des pompes manuelles³², un certain temps est nécessaire à chacune pour remplir ou faire remplir par le fontainier³³ leurs bidons, seaux ou encore fûts. De plus, ce travail s'est déroulé en partie pendant les mois de saison sèche, or, ces derniers impliquent des difficultés quant à la disponibilité en eau. Par conséquent, certains des points d'eau n'ont plus les capacités de fonctionner en raison d'un manque d'eau notable et les débits sont plus faibles. Les bornes-fontaines et pompes en service se trouvent davantage sollicitées par une concentration de femmes encore plus nombreuses qu'à l'accoutumée. Les temps d'attente deviennent alors très longs et les femmes en profitent pour discuter.

Photographie 19 : Attente autour d'une pompe manuelle



Source : Cussac, M., 2003.

Munies de leurs bidons, ces femmes attendent leur tour pour s'approvisionner à la pompe. Elles sont susceptibles d'attendre plusieurs heures en fonction de l'affluence et du débit d'eau.

32 La pompe manuelle, comme son nom l'indique, contraint les individus à pomper l'eau tandis que la borne-fontaine est un robinet.

33 fontainier : gérant de la borne-fontaine, il en est responsable. Nous reviendrons plus précisément sur son rôle dans le chapitre destiné aux points d'eau.

On peut d'ores et déjà évoquer le fait que les femmes préfèrent se retrouver au point d'eau entre elles mais il s'agit d'une généralité, les hommes effectuant eux aussi l'approvisionnement en eau.

Je me souviens d'un jeune homme d'une vingtaine d'années qui avait la charge journalière de se rendre au point d'eau pour réapprovisionner l'ensemble de sa famille. Il me confiait, à la fois souriant et gêné, que les femmes plaisaient souvent sur son cas, l'encourageant à se presser et riant aux éclats lorsqu'il s'en retournait.

Ce cadre du travail quotidien est en étroite relation avec les rapports sociaux qui s'établissent entre les femmes. Outre ces entrevues quotidiennes et visibles dans le quartier, les femmes ont d'autres occasions de partager des moments de leur vie mais dans un contexte qui diffère de celui des hommes, principalement à travers deux cadres : le contexte religieux et le domicile.

En ce qui concerne les femmes et la religion, les occasions de s'entretenir avec des femmes chrétiennes ont été plus nombreuses ; nous ferons donc référence à celles-ci. Chaque semaine, elles se réunissent dans une église du quartier afin de discuter, de se confier, de faire part de leurs difficultés, etc. Ces réunions sont agencées de manière à regrouper les femmes par tranche d'âge, ce qui rend les thèmes abordés plus appropriés à leurs besoins. Les sujets de conversation touchent régulièrement le domaine de la santé. Bien qu'elles affirment souvent qu'il n'y a pas de sujet tabou, on peut imaginer qu'une église, lieu de sagesse et de respect, n'est pas forcément adaptée à tous les sujets et les rencontres à domicile sont certainement plus libérées.

Elles se réunissent également régulièrement les unes chez les autres, parfois très nombreuses. N'ayant pas eu l'opportunité de me rendre à ce genre de réunion, il m'est difficile d'en évoquer les sujets centraux. L'éducation des enfants et des jeunes filles, que l'on conseille et guide vis-à-vis de leur féminité et de leur rôle au sein du ménage, sont également au premier plan. Il n'est pas aisé de réaliser un rendu des conversations féminines sachant qu'elles discutent très souvent en *mooré* mais j'ai cru comprendre, d'après leurs sourires malicieux et de très brèves traductions entrecoupées, que les hommes étaient bien souvent au centre des discussions. Le domicile semble véritablement être le lieu d'isolement des femmes lorsqu'elles se regroupent ; elles y partagent des moments qui leur appartiennent pleinement.

A la fois plus présentes que les hommes dans le quartier et plus discrètes dans leurs entrevues, les femmes tissent des liens forts qui, semble-t-il, sont particulièrement favorisés par les tâches journalières qu'elles effectuent. L'ensemble de leurs activités

quotidiennes se réalise à travers un espace relativement restreint. Excepté, par exemple, les périodes sèches où elles sont contraintes de parcourir des distances nettement plus importantes pour se rendre aux points d'eau en fonctionnement, les femmes évoluent au sein d'un espace relativement petit.

Il est certain que cette séparation selon le sexe et l'âge des individus est un fait repérable. Les journées habituelles d'une femme et d'un homme ne se déroulent pas de façon similaire et cela correspond déjà à une différenciation dans leurs pratiques de l'espace. Il s'agit également d'un mécanisme culturel dans lequel hommes et femmes doivent le respect d'un certain ordre des choses. Malgré tout, la ville, parce qu'elle a acquis une certaine modernité des mœurs en comparaison de la campagne, n'est pas un lieu d'interdits. Un exemple simple mais révélateur : femmes et hommes ne sont pas forcés de se séparer pour manger.

Dans tous les cas, les regroupements, réunions et moments de détente de la population se réalisent la plupart du temps au sein d'un lieu proche de l'habitation ou de l'espace de vie dans son ensemble sachant que les distances sont à nuancer par rapport à celles que l'on pratique dans nos pays occidentaux. La distance étant une donnée toute relative, un trajet parcouru à pied par un africain peut nous sembler assez considérable tandis qu'elle est pour lui sans grande importance.

Comparés aux femmes, les hommes auront peut-être davantage tendance à rendre visite aux amis résidants dans d'autres quartiers mais dans les deux cas, leurs fréquentations les plus quotidiennes restent établies dans un périmètre relativement petit à proximité de l'habitation et, spécifiquement pour les hommes dans des lieux publics tels que les maquis et kiosques, situés dans un proche voisinage.

Il est une pratique socio-spatiale qui caractérise tout particulièrement la population africaine et dont la manifestation est marquante tant elle diffère de nos sociétés occidentales, c'est la visite.

La visite régulière est l'un des aspects importants de la société africaine. Qu'il s'agisse de simples connaissances, d'amis, des anciens ou des membres de la famille, il est d'usage de leur rendre visite à domicile, dans l'idéal, de manière régulière. C'est une façon de conserver ses relations, de donner une certaine importance à chacun ; c'est une marque de solidarité, de respect et de politesse. Par conséquent, on insère dans sa journée ces visites nécessaires à la vie relationnelle, instants qui n'ont pas besoin d'être particulièrement longs ; ce qui compte, c'est l'intention que l'on a de s'informer des nouvelles de la personne. Dans le voisinage, elles sont inscrites dans la vie de tous les jours puisque les habitants se croisent continuellement et ne manquent pas de bavarder chaque fois que l'occasion se présente. En revanche, il serait contrariant de poursuivre sa route lorsque l'on passe devant la demeure d'une connaissance que l'on a pas vu depuis

un certain temps, d'autant plus si elle habite dans un coin du quartier que l'on fréquente rarement. En dehors du quartier, chacun sait que le temps et les moyens financiers ne permettent pas forcément des déplacements réguliers et les visites sont donc plus difficiles. Malgré tout, il est important de les réaliser, même si elles sont plus rares.

Les visites sont donc des actes quotidiens dans le temps et dans l'espace dont la signification sociale est à prendre en considération. L'une des expressions fréquentes des burkinabé, qu'ils emploient lorsqu'ils ne vous ont pas vu depuis un temps qu'ils considèrent comme long, n'est-elle pas « Ca fait deux jours ! »...

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces éléments, et des conséquences vis-à-vis du quartier, au cours des points suivants dans lesquels nous nous attacherons à relater certaines des habitudes de la population par rapport à des lieux précis.

Au cœur de la vie des africains, la religion constitue un fait social important dont relève un certain nombre de pratiques, habitudes et réunions au sein de lieux régulièrement répartis dans l'espace. Ainsi, nous allons aborder à présent les pratiques socio-spatiale liées à la religion.

2- Les lieux de culte et le fait religieux

Les sociétés africaines sont très attachées à la religion ; elle est un élément fondamental et central de leur vie. Christianisme et islam sont les deux religions principales au Burkina Faso, ainsi que l'animisme pouvant être considéré comme une attitude religieuse traditionnelle en Afrique. Selon les chiffres d'Aicardi de Saint Paul (1993), l'animisme rassemblerait encore 65% de la population, bien qu'il ait reculé depuis une cinquantaine d'année, tandis que l'Islam et la Chrétienté regrouperaient respectivement 25% et 10% des fidèles. Il serait peu conforme, de la part d'un burkinabé, de se dire athée. Rares sont ceux qui ne pratiquent pas une religion et une grande majorité considèrent appartenir à une religion qui rythme leur vie. Par conséquent, l'important était de saisir, par les pratiques religieuses, en quoi la religion pouvait créer des relations sociales au sein du quartier et dans quelle mesure elle entraînait la valorisation de certains espaces. On entend par là que les pratiques religieuses impliquent des déplacements qui donnent aux espaces concernés une dimension fonctionnelle, symbolique et sociale plus élevée que d'autres.

On peut faire plusieurs constatations concernant la localisation du lieu de culte. Une large majorité de la population se rend au lieu de culte le plus proche de son domicile, sachant que leur distribution dans l'espace est relativement dense. En ce qui concerne le christianisme, la messe n'a pas lieu dans toutes les églises et chapelles de Kouritenga la même semaine et le, ou les prêtres alternent à travers le quartier. Par

conséquent, les croyants sont contraints de suivre le rythme et choisissent généralement de se rendre au plus proche. En fin de compte, lors de la cérémonie religieuse, les habitants disent retrouver pratiquement toujours les mêmes personnes. Bien qu'ils soient nombreux de Kouritenga, ils viennent également des quartiers voisins. Les lieux de culte de Nabourou accueillent beaucoup d'habitants de Song Naaba, parfois même des villages voisins. Cette partie du quartier est isolée du reste et présente un certain nombre d'aspects qui diffèrent. Certains habitants du quartier ont l'habitude de se rendre hors de Kouritenga pour assister aux cérémonies religieuses. Les quartiers de Gounghin, Paag La Yiri et Cissin sont souvent cités et sont généralement fréquentés par ceux qui y ont antérieurement vécu et qui ont gardé des contacts amicaux ou familiaux. Mais, hors de Kouritenga, le quartier de la Patte d'Oie semble être le plus fréquenté par les chrétiens ; il est pourtant éloigné. Les pratiquants justifient ce déplacement en qualifiant l'église de la Patte d'Oie de « véritable église ».

Le religieux ne se résume pas à la cérémonie hebdomadaire et les croyants ont l'habitude de se retrouver pendant la semaine. Ces réunions sont très régulières et se déroulent dans divers lieux de culte du quartier. Cette fois, la plupart des habitants n'ont pas à se déplacer sur de grandes distances pour participer à ces regroupements et les individus présents sont généralement tous de Kouritenga. Les lieux de culte situés aux limites officielles du quartier attirent bien évidemment des croyants des quartiers contigus. Lors de ces réunions, les habitants prient et enseignent la religion aux plus jeunes, aux novices ou récapitulent ce qui a été énoncé à la messe précédente pour ceux qui n'ont pu s'y rendre ; ils se livrent à de grandes discussions qui, semble-t-il, ont souvent pour objet un thème sanitaire. Le domaine de la religion, représentatif d'une certaine solidarité, voit souvent les problèmes de santé, très sérieux en Afrique, au centre des discussions. Ces réunions sont l'occasion de conseiller et de faire passer un certain nombre de messages à propos de leurs pratiques quotidiennes. Il s'agit d'encourager les populations à prendre garde quant à certaines attitudes généralisées qui mériteraient des modifications telle que leurs habitudes de conserver les aliments. Le sujet le plus central concerne les Maladies Sexuellement Transmissibles (MST), en particulier le sida, maintes fois nommés par les citoyens comme « la sale maladie ». Il est difficile d'estimer à quel point la sexualité correspond à un sujet tabou dans la société africaine et encore plus dans le cadre religieux mais, si l'on s'en tient aux récits des habitants, ce thème est abordé relativement facilement et très régulièrement. De ces réunions découlent des conseils que les parents, selon les cas, répètent tant aux jeunes garçons qu'aux jeunes filles afin de leur faire prendre conscience des risques qu'ils encourent. Tel que nous l'avons déjà précisé, ces réunions quotidiennes au lieu de culte ou à la chapelle ne regroupent pas systématiquement l'ensemble de la population. En fonction des jours, ce sont les hommes, les femmes ou les plus jeunes qui se réunissent.

Enfin, les croyants parlent également des mesures qu'ils pourraient prendre afin d'apporter une aide aux malades ainsi qu'aux plus démunis. Bien que leurs moyens financiers les limitent considérablement, ils essaient d'être actifs à travers divers thèmes : l'organisation de visites auprès des malades du quartier, la réalisation de cagnottes afin d'aider les populations dans le besoin (décès, sinistres, mariages ...), ainsi que de chorales, kermesses et théâtres en plein air.

Pratiquer une religion est un fait social car cela implique une appartenance à un groupe. Comme tout fait social, il s'inscrit dans l'espace à travers des « objets », symboles et lieux d'expérience, et des pratiques quotidiennes autour de ces « objets ». A Kouritenga, on note que la plupart des individus se rend dans les lieux de culte du quartier mais l'on peut se demander si ce constat révèle une sorte de fidélité, d'attachement, à un quartier ou s'il n'est pas le simple résultat de la contrainte. On entend par là que les croyants de Kouritenga n'ont pas véritablement le choix de se déplacer au-delà de leur quartier car leurs moyens financiers ne leur permettent pas de posséder un transport et il n'existait pas de transports publics pour desservir la ville au moment de l'étude. Depuis la fin de l'année 2003, les citoyens ouagalais peuvent utiliser les nouveaux bus qui parcourent la capitale et dont la course s'élève à 100 FCFA. Ceux qui se déplacent en dehors de Kouritenga afin d'assister aux cérémonies religieuses désirées, parce qu'ils y retrouvent amis, famille ou encore parce que le cadre leur convient davantage, ont généralement cette possibilité d'utiliser un moyen de transport. Ils sont en minorité mais si toute la population en bénéficiait, les possibilités de déplacement au-delà du quartier seraient nettement plus élevées. Il est fort probable qu'un certain nombre des habitants en profiterait pour se rendre dans d'autres lieux de culte de la ville. On constate par conséquent que, pour une large part des habitants, le fait de rester au sein de Kouritenga pour suivre les cérémonies religieuses n'est pas seulement le fait d'un attachement au quartier mais le résultat de contraintes et d'obligations.

Au sein du quartier, il semble que la religion unisse sensiblement les croyants et une part importante des personnes interrogées insistait sur le fait que, au delà du principe religieux en lui-même, la religion permettait aux individus de faire connaissance, de nouer un contact solide et de s'entraider ; en quelque sorte, elle tisse un réseau social. Mais, il est à noter que ce réseau est sélectif et ne concerne que ceux qui appartiennent à une même religion.

Dans un autre registre, le point d'eau est également un lieu capital dans les pratiques quotidiennes de la population. Marqueur spatial significatif de par sa fonction vitale d'une part, du fait de sa répartition repérable à une grande échelle d'autre part, le

point d'eau possède un rôle social notable, contribuant lui aussi à l'instauration et à la préservation de liens sociaux.

3 - Les points d'eau, lieux de vie et d'enjeux

Le point d'eau, borne-fontaine et pompe manuelle, est un lieu fréquenté chaque jour par la population. Comme nous l'avons brièvement remarqué plus haut, il est souvent le domaine des femmes. Lorsque l'on parcourt le quartier, c'est l'un des constats notables : les points d'eau sont entourés par la gente féminine. Malgré tout, ce n'est pas systématiquement le cas et le dépouillement des questionnaires montre que près de la moitié des individus interrogés sont approvisionnés en eau par un homme de la maison. Vis-à-vis de ce résultat, l'on peut donner quelques explications. Premièrement, les questionnaires n'étaient pas seulement destinés aux familles et plusieurs d'entre eux ont été réalisés auprès d'hommes célibataires ; deuxièmement, l'approvisionnement en eau s'effectue à l'aide de seaux ou de bidons mais également avec des fûts dont le volume impressionnant est plus facilement déplacé par les hommes. De plus, il existe des revendeurs d'eau, les charretiers, qui parcourent le quartier afin de proposer un service à domicile. Il n'est donc pas rare que ce soit les hommes qui se rendent au point d'eau mais on les verra plus généralement auprès des bornes-fontaines, dont le débit et la rapidité de remplissage conviennent davantage aux fûts. Les pompes manuelles, en revanche, sont essentiellement fréquentées par les femmes.

Durant la saison sèche, les nombreux points d'eau hors service contraignent la population à parcourir des distances plus longues qu'à l'accoutumée : en prenant en compte le quartier le plus éloigné qui ait été régulièrement cité, Gounghin, cela représente une distance de 3 à 5 kilomètres environ selon la position dans Kouritenga. Par conséquent, cette période sèche vient briser les habitudes établies le reste de l'année. Mais, plus généralement, les habitants se rendent au point d'eau le plus proche de leur habitation. Pour certains, le trajet reste conséquent. Plus on s'éloigne de la zone lotie, plus les bornes-fontaines en service se font rares, obligeant les populations à rejoindre les espaces pourvus en eau de leur quartier ou des quartiers contigus. Les citoyens du centre de Kouritenga n'ont pas, hors saison sèche, besoin de se rendre dans d'autres quartiers mais ceux qui vivent sur les marges extérieures vont facilement s'approvisionner aux points d'eau des quartiers voisins. Ceux du sud-est se déplaceront à Song Naaba et ceux du sud-ouest à Pissy tandis que ceux du Nord se dirigeront vers les quartiers de Cissin et de Paag-La-Yiri.

L'approvisionnement en eau est une tâche récurrente. Ceux qui bénéficient d'un fût, dont la capacité est de 200 litres, y vont globalement en moyenne (selon la taille de

la famille) deux à trois fois par semaine mais la plupart des citoyens doivent s'y rendre chaque jour. Cette activité journalière, pour une large part de la population, fait donc également partie des actes répétés quotidiennement. Chaque jour, c'est un parcours identique, l'habitude de rencontrer systématiquement les mêmes individus sur le trajet, l'occasion de prendre le temps de discuter avec une amie qui loge sur le chemin, avec une vendeuse à laquelle on est fidèle... et, comme nous le disions, le point d'eau est un lieu fort de rencontre entre les habitants, surtout entre les habitantes. Il est d'ailleurs intéressant d'observer les atmosphères variées qui se dégagent d'un point d'eau, selon qu'il est envahie de femmes ou entouré d'hommes. Ils sont souvent moins nombreux et le chahut est incomparable : querelles, rires, discussions à voix très hautes, les femmes font vivre ce lieu avec une telle force qu'il est souvent intimidant de s'en approcher, ayant le sentiment que l'on va déranger ce noyau relationnel, que l'on va briser le contexte habituel.

Photographie 20 : Un moment de rires
autour d'une borne-fontaine de l'espace non loti



Source : Cussac, M., 2003.

A la différence de la pompe manuelle, la borne-fontaine comporte généralement un toit de tôle et/ou de paille, abritant les robinet du soleil. Seaux et bidons sont disposés les uns derrière les autres, représentant leurs propriétaires dans la file d'attente. Au milieu des femmes qui patientent pour l'approvisionnement en eau, on repère la présence d'un homme ; il s'agit du fontainier. Cette scène est assez révélatrice du quotidien ; les femmes rient et semblent passer un bon moment entre elles.

Le point d'eau se révèle être un lieu important à la fois fonctionnellement et socialement. Il est notamment, et en particulier la borne-fontaine, un enjeu de pouvoir dont la gestion revient au gérant. Le gérant de la borne-fontaine est un personnage majeur et respecté dont le rôle est essentiel. « Il organise et surveille la distribution de l'eau, arbitre les querelles, collecte les redevances, signale les pannes [...]. Les gérants organisent la vente en fonction des clientèles et limitent ainsi les motifs de dispute, d'autant plus fréquents que la ressource est rare et que les usagers sont soumis au désagrément de l'attente et de l'inconfort. » (Jaglin, 1995).

Le gérant est au service de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), propriétaire des installations. C'est l'ONEA qui fixe les tarifs mais les gérants sont autorisés à réaliser un bénéfice qui leur permettra, entre autres, d'assurer leurs responsabilités. Acheté 95 FCFA le m³ à l'ONEA, les gérants peuvent le revendre 150 FCFA à la population. Cependant, ces prix ne sont pas systématiquement respectés. Tandis que la vente des fûts de 200 litres (30 FCFA) est en accord avec le règlement, la vente au détail revient nettement plus cher, le seau de 20 litres étant généralement de 5 FCFA, ce qui élève le m³ à 250 FCFA.

Le gérant de la borne-fontaine est donc susceptible de s'accorder des marges plus importantes auxquelles la population est contrainte de se soumettre. En saison sèche, c'est lui qui prend la décision de multiplier les prix par 10, et non l'ONEA qui ne les augmente jamais. Il est aussi responsable d'une structure dont le rôle est au centre de préoccupations vitales. De plus, en tant que lieu de forte fréquentation, la borne-fontaine est idéale pour la diffusion de l'information, particulièrement relative au politique. On peut, par exemple, imaginer qu'elle est un bon moyen de propagande politique pendant les élections.

Les pompes manuelles ne présentent pas les mêmes enjeux. D'un débit plus faible, elles ne sont pas réellement destinées aux fûts et le prix de l'eau y est deux fois moins chers qu'aux bornes-fontaines pour le remplissage des seaux (5 FCFA les deux seaux de 20 litres). L'Office National des Puits et Forage (OFNP) n'a pas clairement établi de responsable des pompes manuelles, lesquelles dépendent par conséquent de la mobilisation locale.

Durant ses heures de service, le point d'eau est incontestablement un lieu de vie, relationnellement fort, autour duquel s'accumule et s'agite la population féminine. C'est aussi un temps de distraction avant de rejoindre le domicile, chargée de bidons.

Tout aussi convivial et au cœur de la vie de tous les jours, le domaine commercial occupe une place importante dans le quartier. Commerce de proximité, il est essentiel pour la population tant dans son intérêt fonctionnel et pratique que dans les rapports sociaux qu'il crée et qu'il entretient.

4 - Les commerces, lieux dynamiques de sociabilité

A Kouritenga, on dénombre un marché officiel situé dans l'aire lotie ainsi que de nombreux petits commerces disséminés dans le quartier, tant dans la zone lotie que dans la zone non lotie.

a- Le marché

Les hommes célibataires se rendent beaucoup plus rarement au marché que les mères de famille ; ils préfèrent se nourrir chaque jour dans les kiosques et maquis du quartier. Cependant, la plupart des familles va très régulièrement effectuer ses achats au marché. La fréquence est variable : de nombreux ménages s'y rendent tous les jours mais cela peut varier entre une à trois fois par semaine. Dans tous les cas, les courses au marché constituent une activité régulière réalisée généralement par les femmes ainsi que par les enfants. A Kouritenga, le marché est situé au centre de la zone lotie, aux abords de l'une des voies les plus animées du quartier. Marché permanent, il est continuellement en mouvement et son énergie se répercute sur les commerces et maquis environnants.

La majorité des habitants interrogés affirme que leurs femmes se rendent habituellement au marché de Kouritenga. Seuls les résidents de Nabourou n'y vont pas systématiquement, préférant se rendre au marché de Song Naaba, plus proche. D'autres marchés sont fréquentés par la population de Kouritenga ; les plus cités sont ceux de Gounghin pour son choix de marchandise plus varié, ceux de Paag La Yiri et de Narlé (espace non loti situé au sud de Nabourou) où les prix sont souvent moins chers. Enfin, le Grand marché central de Ouagadougou était visité, mais rarement, lorsqu'il s'agissait de l'achat de pagnes. Suite à un incendie, le grand marché central de Ouagadougou a fermé ses portes. Tous les commerçants ont dû quitter les lieux, munis de leurs marchandises, et sont toujours en attente d'informations quant à leurs activités. Les rumeurs soupçonnent la construction d'un centre commercial couvert et non pas la reconstruction du grand marché.

Le fait que les femmes se rendent si régulièrement au marché trouve une raison primordiale : leurs moyens financiers réduits et l'impossibilité de stockage des produits limitent leurs acquisitions. Elles préfèrent acheter au jour le jour ce dont elles ont besoin. Les raisons ne sont pas seulement techniques ou financières. Elles sont également culturelles : le déplacement au marché est un moment agréable et socialement riche.

Le marché constitue le lieu central du quartier. Espace connu, de rencontres, de mouvement, il est souvent choisi pour l'organisation de manifestations diverses

(associations, regroupements de quartier). Outre le marché principal de Kouritenga, très attractif, les petits vendeurs sont très nombreux dans les rues du quartier et constituent un intermédiaire approprié pour les habitants éloignés du marché.

b- Les petits commerces de proximité

Ces petits commerces sont variés, parfois bien approvisionnés, d'autres fois uniquement destinés à un type de produit.

Parmi les commerces variés, on fait particulièrement référence aux boutiques, ces petits abris où l'on peut s'approvisionner de toutes sortes de choses : du cube Maggi au préservatif, en passant par les cigarettes vendues à l'unité, dentifrice, beignets, crayons à papier et autres petits produits d'une diversité étonnante. Généralement, les clients ne font que passer, le temps de saluer les connaissances et d'acheter une ou deux bricoles. Les tabliers sont également de petits commerces dont la marchandise est disparate mais entreposée sur de petits établis montés sur des tréteaux. On y achète particulièrement cigarettes et bonbons. Parfois ambulants, les commerçants parcourent le quartier, supportant sur leurs épaules la structure de bois dans laquelle on se demande souvent par quels moyens ils réussissent à insérer tant d'articles. Ces petits commerces sont le plus souvent tenus par des hommes, exceptés les tabliers de fruits et de beignets tenus par des femmes.

Photographie 21 : Une boutique



Source : Cussac, M., 2003.

Cette petite boutique présente des articles variés ; elle s'apparente à une épicerie. Il s'agit ici d'une boutique construite en matériaux durs.

Les commerces spécialisés sont tenus par des femmes, vendeuses de beignets, d'huile et d'arachide ou encore de petits plats à emporter ou à manger sur place. Elles ne proposent qu'un seul type d'article qu'elles cuisinent habituellement elles mêmes. Ceux qui sont destinés à la vente de plats cuisinés constituent un excellent exemple de la proximité spatiale et de la socialisation, attirant une clientèle de voisinage. Les clients se contentent parfois de discuter un peu et de s'en retourner, emportant leurs plats dans un sac ou une assiette en plastique, mais la plupart s'installe et se restaure ensemble, prenant part à quelques discussions. Ils reviendront le lendemain ou un jour prochain. Pour une large part, ils sont voisins et se fréquentent également en d'autres circonstances.

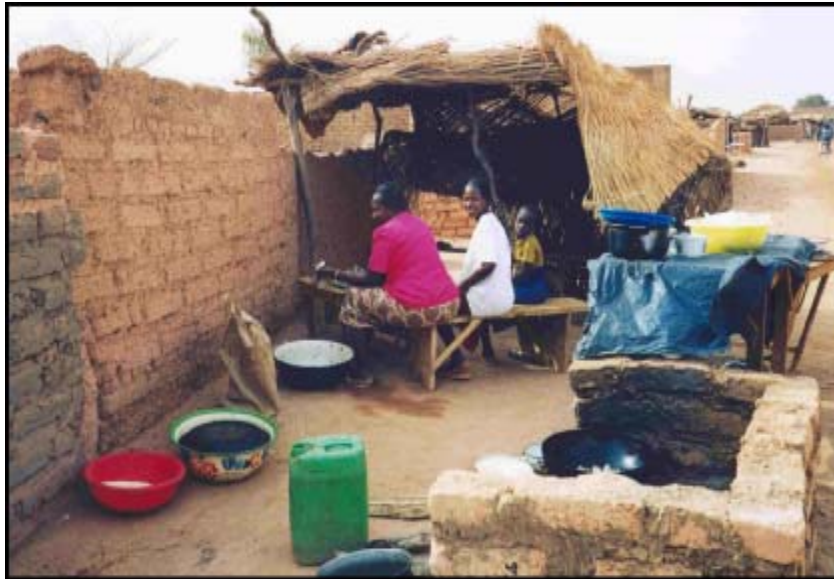
Dès la première visite de Kouritenga, je fis la connaissance d'une femme, Setou, qui, par un heureux hasard, occupait une place sociale intéressante par son réseau de relations et ce qu'elle représentait aux yeux des autres habitants. C'est à partir d'elle et de son propre espace de vie que mon étude de terrain prit ses premières marques. Elle tenait un petit commerce d'attiéké (semoule de manioc) et de poisson au bord d'une piste, dans l'espace non loti. Un étal en bois, deux petits bancs, quelques pierres autour du feu et un toit de paille, le tout s'avérait être un point habituel de rencontre entre les habitants du voisinage et parfois au-delà.

Hormis les travaux plus techniques que j'entreprenais en parallèle, les premiers moments passés à Kouritenga se déroulèrent principalement au sein de ce petit lieu de vente dont, finalement, le rôle social dépassait la vocation commerciale. En effet, au fur et à mesure de mes visites, à toute heure de la journée, je réalisais qu'une part non négligeable des personnes qui s'y rendait ne faisait que partager des moments de discussions, de rires, de repos, de calme. Ceux qui s'y restauraient ne semblaient pas considérer cela comme l'objectif principal de leur venue, excepté, peut-être, les hommes. Car, il est clair que ce lieu de vie était majoritairement occupé par des femmes. Qui ne saluait pas Setou en passant devant son établi ? Pratiquement personne, tout simplement parce que les gens qui évoluent dans cet espace en ont l'habitude et se connaissent quasiment tous les uns les autres. L'une des questions que je me suis posée concernait justement l'étendue spatiale de ces connaissances. Je m'imaginais, voyant les citadins se saluer continuellement et s'interpeller, que leur espace de connaissances était probablement très vaste.

Je considérais ce lieu comme mon propre centre de travail et c'est à partir de lui et de Setou que j'agrandissais mon aire d'évolution dans le quartier. Sa maison était située à deux pas de son étal ; sa principale activité, hormis la vente, dans une association dont je ne manquerai pas de parler, était localisée à moins de dix minutes à pied ; le lieu de culte et la borne fontaine tout près également. C'est ainsi que je m'aperçus que le quotidien de Setou se limitait en définitive à un espace limité et considérablement réduit en comparaison des limites officielles du quartier de Kouritenga.

Ce constat est le reflet d'un contraste notable entre un espace de vie dont l'étendue est petite et un cercle de connaissances qui s'étend bien au-delà.

Photographie 22 : Vente de plats cuisinés au bord d'une piste



Source : Cussac, M., 2003.

Les deux commerçantes préparent le poisson et l'attiéké qu'elles vont vendre tout au long de la journée. Au premier plan, on distingue le muret de briques qui entoure le feu de bois puis la table sur laquelle sont présentés assiettes et brocs d'eau. Derrière se situe l'abri de paille sous lequel les clients s'installent sur des bancs de bois pour se restaurer et discuter. L'ensemble donne directement sur la piste qui traverse l'espace non loti.

Dans un registre similaire qui fait d'un commerce un lieu particulièrement convivial, on peut évoquer les cabarets à dolo. Présentement classés parmi les lieux de vente parce qu'ils sont une source d'argent pour les « dolotières », il s'agit davantage de lieux traditionnels.

On les trouve éparpillés à travers le quartier et parfois, comme on peut le constater à la limite entre l'espace loti et l'espace non loti, regroupés les uns à côté des autres et formant une véritable chaîne le long de la piste.

Ces cabarets, lieux typiques, se présentent sous forme de petites paillotes dans lesquelles la « dolotière » prépare et vend cette bière de mil que l'on boit tiède dans unealebasse. Ces lieux ont une importance notable pour les habitants car ils constituent une tradition anciennement pratiquée dans les villages. Avec la forte luminosité du dehors, on distingue très mal ce qui se pratique à l'intérieur, ce qui donne à ces petites cahutes un air mystérieux. Ce sont des lieux très conviviaux de par leur exiguïté où les gens sont assis les uns à côté des autres sur de petits bancs de bois, discutant et s'enivrant de dolo à l'abri du soleil. Il est fréquent d'offrir unealebasse de ce breuvage au plus ancien. Il s'agit d'un lieu dans lequel on passe un petit moment avant de reprendre sa route.

Photographies 23 et 24 : Un cabaret à dolo



Source : Cussac, M., 2003.



Dans cet espace exigu, les hommes tiennent leurs calebasses de dolo, discutant les uns avec les autres. La photo du bas représente la « dolotière » qui s'apprête à servir le breuvage.

Les cabarets à dolo sont davantage fréquentés par les hommes mais en aucun cas les femmes n'y sont exclues. Malgré tout, il est clair que, généralement, la seule femme présente est la « dolotière ». Il semble que rares sont les hommes, exceptés les musulmans, qui ne se rendent pas dans l'une de ces petites cahutes durant leur journée.

Les lieux de vente, variés, que nous venons d'exposer, sont relativement bien répartis et constituent de petits commerces de proximité occasionnant des déplacements perpétuels à travers le quartier. Les clients sont des habitués, ils s'y rendent régulièrement, si ce n'est tous les jours. Généralement tout près de l'habitation, ce genre de vente est très appropriée car les prix sont à la portée des habitants. Ce sont des lieux de contact, de discussion ; les clients s'y rencontrent et nouent des liens au fil du temps. Exceptés les déplacements occasionnels dans le centre de la ville ou au sein d'autres

quartiers qui proposent des articles particuliers, les habitants de Kouritenga se rendent dans les petits commerces proches de leurs concessions et au marché de leur quartier. Une fois de plus, ils optent pour la proximité et tendent à rester fidèles aux mêmes commerçants. Isolés du reste du quartier, seuls les habitants de Nabourou ont des habitudes divergentes et se déplacent plus naturellement dans les quartiers voisins pour effectuer leurs achats quotidiens.

De l'ensemble des points étudiés jusqu'à présent, on peut dégager une grande tendance qui place les habitants de Kouritenga dans un cadre de vie relativement restreint en comparaison de la taille du quartier. Les résidents de Nabourou restent écartés de l'ensemble de ces observations de par leur éloignement.

Cependant, cette tendance générale n'est pas vérifiée pour l'ensemble des pratiques de la population et celles qui concernent le domaine de la santé tranchent avec les précédentes. Alors que l'espace de vie des habitants correspond le plus souvent à l'espace de voisinage ainsi qu'au périmètre guère plus étendu qui concentre services et équipements de proximité, nous allons voir que les habitants sont cependant contraints d'évoluer à une échelle bien plus petite lorsqu'il s'agit de l'accès aux soins. D'une grande échelle quotidiennement pratiquée, nous passons à une petite échelle plus rarement adoptée mais qui dénote de carences dans un domaine primordial.

5 - Les lieux de la santé

Le quartier de Kouritenga est très pauvrement équipé en matière de santé. On y localise une seule structure de soins, qui s'avère être un établissement privé, et les pharmacies sont totalement absentes de ce quartier périphérique. C'est ainsi qu'à travers trois parties, nous nous intéressons tout d'abord à l'unique établissement sanitaire, la clinique de Kouritenga, puis nous montrerons le déploiement nécessaire de la population du quartier à travers la ville pour accéder aux soins. Enfin, nous aborderons, à travers plusieurs thématiques, ce qui concerne la santé dans les limites du quartier de Kouritenga.

a- La clinique de Kouritenga

Il était nécessaire d'effectuer un entretien auprès d'un membre de cette clinique afin d'en apprendre davantage sur son fonctionnement et particulièrement sur l'état d'esprit de son propriétaire vis-à-vis des citoyens. L'objectif visé étant de comprendre à travers quel espace les habitants se déplacent et, sachant qu'il s'agit de populations aux ressources limitées, l'entretien reposait sur les mesures prises par la clinique pour

répondre à une demande forte de citoyens dont les moyens financiers ne sont *a priori* pas appropriés au recours de soins venant du domaine privé.

Récemment installée, la clinique de Kouritenga a ouvert en décembre 2002. La décision de sa construction et de son emplacement relève d'un choix du propriétaire, technicien supérieur de laboratoire. Concernant ce dernier point, il expliqua que Kouritenga était un quartier périphérique où l'accès aux soins pour les habitants était difficile et très limité. Il souhaitait donc faire construire sa clinique en fonction des besoins et de la demande ; c'est la raison pour laquelle il a dans un premier temps choisi Kouritenga et qu'il a privilégié dans un second temps la voie séparant le loti du non loti.

Photographie 25 : La devanture de la clinique de Kouritenga



Source : Cussac, M., 2003.

*Le directeur de la clinique devant la porte d'entrée de la clinique.
L'affichage, récent, est très visible dans la rue.*

Le directeur ne travaille ni en partenariat ni sous la dépendance d'un autre établissement de soins. Il a réalisé son projet seul et souhaite le mener par lui-même. Malgré tout, il a créé des contacts avec des européens qui l'aident à se procurer du matériel et il ne manque pas de projets futurs : il veut munir sa clinique d'une maternité et d'un bloc opératoire. Il a, à plusieurs reprises, fait accoucher des femmes du quartier. Au sein de ce centre, il est accompagné de deux infirmiers et d'une fille de salle. La clinique comprend pour le moment sept lits et accueille quinze à vingt personnes par jour, la consultation s'élevant théoriquement à 1 000 FCFA mais généralement diminuée à 500 FCFA selon les moyens financiers. Il possède un stock de médicaments en cas d'urgence qui, dans le principe, ne sont pas gratuits. Malgré tout, il précise, qu'il s'agisse du

montant de la consultation ou de celui des médicaments, qu'il accepte que le patient ne paie pas de suite.

Photographies 26 et 27 : La cour et la salle de consultation de la clinique



Source : Cussac, M., 2003.



Les problèmes de santé les plus fréquemment rencontrés sont le paludisme, la jaunisse, les maux de ventre et les diarrhées ainsi que les infections pulmonaires. Concernant les taux de consultation entre hommes, femmes et enfants, les disparités ne sont pas notables d'après lui. Outre les soins curatifs, le directeur prétend recourir le plus souvent possible à la prévention et insiste sur son souhait de sensibiliser les gens à propos de tous les sujets. C'est ainsi qu'il dit prendre le temps de recevoir les citoyens, particulièrement femmes et jeunes, venant l'interroger. Les sujets les plus régulièrement sources d'interrogations sont la sexualité, le sida et l'avortement, ce dernier thème étant de plus en plus abordé. Interdit par le Ministère de la Santé, la clinique ne le pratique pas.

Concernant sa propre mobilité vis-à-vis des patients dans l'incapacité de bouger, il explique qu'au tout début de la création de sa clinique, il avait interdit à ses employés les interventions à domicile car, n'ayant pas le matériel adapté, ce type de consultation était

inutile. A présent, bien qu'il évite, cela lui arrive de rendre visite à un patient. Parfois, il paie le taxi pour transporter un malade à l'hôpital de Ouagadougou. Il est donc susceptible de se déplacer à travers Kouritenga mais cela reste rare.

A ce propos, il estime globalement que les visites s'équilibrent entre les patients de l'espace loti et ceux du non loti. En dehors de Kouritenga, les gens viennent principalement de la Patte d'Oie, de Gounghin, de Paag La Yiri et de Pissy. Il est donc question d'un recrutement local.

Il est difficile de juger de l'honnêteté et du bon vouloir du dirigeant de cette clinique. Il faut reconnaître qu'il semblait concerné par la bonne santé des habitants de Kouritenga. Particulièrement intéressé par l'emplacement de sa structure, qui semblait en effet révéler un effort de localisation pour l'équilibre entre la zone lotie et la zone non lotie, il était malgré tout possible que cette situation ne soit que le résultat d'une contrainte spatiale. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que le directeur de la clinique n'aurait pas obtenu l'accord du ministère s'il avait souhaité s'installer dans l'espace non loti puisque l'eau et l'électricité n'y sont pas disponibles. Toujours est-il qu'aux dires de la population de Kouritenga, cette clinique est souvent considérée comme hors de portée de leurs moyens financiers. Malgré tout, le hasard a fait qu'une situation s'est révélée intéressante pour nous faire une idée plus précise de l'ensemble des propos qu'avait tenu le propriétaire durant l'entretien.

Un soir, je reçois un appel téléphonique d'une femme de Kouritenga avec qui j'avais tissé des liens. Très inquiète, elle m'explique que sa petite fille semble gravement malade, fiévreuse et atteinte de malaises répétés. Je lui conseille vivement de se rendre à la clinique de Kouritenga qui, de plus, n'était qu'à deux pas de sa concession située dans la zone non lotie. Ce à quoi elle répond qu'ils ne la recevront pas, étant donné qu'elle n'a absolument pas les moyens de payer les soins et les médicaments appropriés. J'insiste en soulignant qu'il n'y a rien à perdre et qu'elle doit tenter. Très sceptique, elle approuve et se rend à la clinique. Le lendemain, je me hâte de la rejoindre. Elle me relate les faits de la veille et m'explique qu'ils l'ont en effet reçu et soigné son enfant, lui avançant les médicaments pour un montant de 5 000 FCFA.

A partir de cet exemple personnel, on peut supposer que les propos du directeur relevés lors de l'entretien n'étaient pas erronés. Malgré tout, il semble important de prendre sérieusement en compte les sentiments de la population du quartier, sentiments qui laissent paraître une réserve sensible vis-à-vis de cette clinique qu'ils ne considèrent généralement pas comme leur étant destinée. Ceux qui s'y rendent systématiquement sont peu nombreux et la privilégient car ils considèrent sa proximité comme un facteur important. De plus, en réponse à l'exemple relaté ci-dessus, dans quelles mesures cela peut-il être répété à long terme, sachant que la somme demandée était

considérablement élevée par rapport aux moyens financiers de la majorité des citoyens du quartier ? Les occasions de profiter des soins de la clinique restent rares et en définitive, les citoyens sont contraints de se déplacer au-delà de Kouritenga, parfois dans des quartiers très éloignés, pour bénéficier de soins adaptés à leur niveau de vie.

b- L'accès aux soins de la population de Kouritenga

C'est en relation avec les questionnaires et entretiens réalisés auprès des habitants que nous allons nous intéresser à présent aux quartiers les plus fréquentés lorsqu'il s'agit de se rendre dans les structures de soins et les pharmacies. Rares sont ceux qui n'ont pas recours à la médecine officielle mais l'on peut d'ores et déjà préciser qu'une large part de la population pratique parallèlement la médecine traditionnelle.

Lorsque les citoyens consultent dans leur propre quartier, ils font référence, outre la clinique, aux amis ou membres de leur famille qui travaillent dans le domaine de la santé ou aux soins donnés par l'ASECD (Association de Soutien aux Enfants en Circonstance Difficile) dont nous ne manquerons pas de parler en fin de ce chapitre. Mais, dans la plupart des cas, les habitants de Kouritenga se rendent en dehors du quartier. Certains ont un accès aux soins, auprès de structures privées ou à l'hôpital, qui est également souvent facilité par des relations privilégiées quand les moyens financiers ne suivent pas. D'autres bénéficient d'un service sanitaire au sein de leur travail. Mais la plupart des citoyens se rend dans les structures de soins qui proposent des tarifs plus adaptés.

Les dispensaires de Pissy, Cissin, Paag La Yiri et Song Naaba sont bien représentés en raison de leur proximité spatiale ; ce sont en effet les quatre quartiers contigus de Kouritenga.

On localise notamment un dispensaire à Cissin ainsi qu'à Pissy, le dispensaire étant une structure simple dans laquelle on fait des consultations curatives avec un infirmier. Le quartier de Pissy est également muni d'une clinique spécialisée en pédiatrie, maternité et gynécologie, et d'un CMA – Centre Médical avec Antenne chirurgicale -. Le quartier de Song Naaba comporte un CSPA - Centre de santé et de promotion sociale -. Les CSPA comprennent un dispensaire et un SMI - Soins Maternels et Infantiles – (consultations prénatales, vaccinations, prévention, planning familial).

Concernant les quartiers plus éloignés, on peut citer ceux de Gounghin et de Bilbalogo, qui offrent tous deux des prix nettement moins chers selon les habitants, mais également ceux de la Patte d'Oie, de la zone du bois et de Saint Camille.

Le quartier de Gounghin comprend le dispensaire militaire ainsi qu'un CSPA et une maternité. La Patte d'Oie est également muni d'un CSPA. Bien que ce quartier soit éloigné de Kouritenga, il est très attractif. Les habitants soulignent la régularité des

horaires d'ouverture et l'importance des heures de service de la structure, en comparaison de centres de soins pourtant localisés plus près. Encore plus éloigné, le dispensaire de la Croix Rouge, établie dans la zone du bois, est valorisé par la population pour la gratuité de ses soins.

L'ensemble des structures de soins citées relève du secteur public mais il existe une multitude de cabinets de soins infirmiers du domaine privé, tel que la clinique de Kouritenga que nous avons évoqué précédemment. Les tarifs y sont, à l'évidence, plus élevés.

Enfin, on peut également noter la présence de structures de soins confessionnelles. Dans ce registre, le dispensaire confessionnel chrétien du quartier de Saint Camille fut mentionné à plusieurs reprises pour les prix très attractifs qu'il propose. On peut également noter l'existence de deux gros centres de santé confessionnels musulmans dans le quartier de la Patte d'Oie.

L'accessibilité aux pharmacies est pratiquement superposable à celle des structures de soins. Totalement absentes de Kouritenga, les habitants sont une fois de plus contraints d'opérer des déplacements au-delà de leur quartier.

Toutefois, on localise un dépôt pharmaceutique situé à la limite entre les quartiers de Kouritenga et de Cissin. En dehors de cela, certains citadins obtiennent leurs médicaments au sein des dispensaires qu'ils fréquentent habituellement ou dans le cadre du travail lorsqu'ils bénéficient d'un service de soins. Les autres se rendent dans les pharmacies des mêmes quartiers cités précédemment où les avantages financiers sont pratiquement similaires. Enfin, les citadins achètent leurs médicaments auprès de vendeurs ambulants qui sillonnent les rues du quartier et démarchent aux portes, chargés de médicaments dont les origines sont inconnues. Ces produits sont dangereux ; l'origine, le contenu et le conditionnement de ces médicaments sont inconnus. Quelques personnes affirment obtenir leurs médicaments uniquement auprès de ces vendeurs des rues mais une large part des individus reconnaît y avoir régulièrement recours en parallèle. Généralement, les habitants se fournissent auprès d'eux pour les maux de tête et le paludisme (aspirine, nivaquine...) sachant qu'ils sont régulièrement atteints par ces problèmes de santé. Bien que l'achat de médicaments auprès des vendeurs ambulants reviennent plus cher qu'en pharmacie, la population y trouve deux intérêts primordiaux. Tout d'abord, elle peut acheter ce dont elle a besoin au pas de sa porte plutôt que de se déplacer jusqu'à la pharmacie, puis, les vendeurs ambulants sont opérationnels de jour comme de nuit. On peut également supposer que certaines personnes atteintes de maladies infectieuses, les MST en particulier, optent pour la discrétion que leur apportera le vendeur ambulant de nuit. Enfin, il y a forcément une mauvaise connaissance de l'offre de soins modernes. Nombreux sont ceux qui pensent que les prix des médicaments en

pharmacies sont plus chers. De plus, il reste beaucoup à faire pour que la population prenne pleinement conscience de la dangerosité des médicaments qu'elle se procure dans la rue. Pour encourager les citoyens à se rendre dans les pharmacies, une campagne de lutte s'est mise en place ; de grandes affiches publicitaires, avec pour slogan « Les médicaments de la rue, ça tue. » ont été disposées aux abords des voies importantes de la capitale.

Entre ceux qui privilégient la proximité spatiale, ceux qui choisissent de se déplacer loin de Kouritenga pour bénéficier d'avantages financiers et ceux qui cherchent à équilibrer leurs choix en fonction de ces deux éléments, les habitants de Kouritenga se déploient dans toutes les directions à travers la ville. On constate que le domaine sanitaire entraîne également une pratique de l'espace qui, dans le cas de la population de Kouritenga, diffère des pratiques spatiales exprimées auparavant car s'inscrivant à une échelle nettement plus petite. Très pauvre en structures de soins et dépourvu de pharmacie, le quartier de Kouritenga est particulièrement affecté par les insuffisances du domaine sanitaire. Ses habitants évoluent donc à travers la ville de Ouagadougou pour bénéficier des soins dont ils ont besoin.

La santé est un domaine majeur pour la population qui l'évoque très régulièrement et, en dépit de ces carences, en termes de structures de soins, les habitants de Kouritenga bénéficient malgré tout, au sein du quartier, de rassemblements organisés et destinés au thème de la santé.

c- Les types de manifestations liées à la santé dans le quartier de Kouritenga

Ce sont sur les événements internes au quartier que nous souhaitons porter un intérêt au cours de ce chapitre. Nous l'avons vu, la clinique de Kouritenga est la seule structure de soins repérable dans le quartier, mais il existe un certain nombre d'éléments très divers qu'il nous semble essentiel de souligner. Le thème de la santé est continuellement abordé par les populations et témoigne de son importance dans leur vie quotidienne. De simples petites réunions de voisinage aux associations de quartier jusqu'à certaines organisations ponctuelles réalisées par des structures officielles, la santé fait l'objet de discussions, de prévention mais également d'actions concrètes dont on peut dégager plusieurs niveaux de l'action sanitaire.

Ainsi, nous évoquerons dans un premier temps les petits rassemblements de voisinage qui traitent de la santé ainsi que les manifestations de plus grande ampleur organisées dans un but à la fois informatif et actif. Dans un second temps, nous nous pencherons

tout particulièrement sur deux associations dont l'importance dans le quartier mérite de souligner plus précisément leurs fonctionnements.

• Du voisinage au quartier

A l'échelle du voisinage, plusieurs témoignages ont été faits. Un homme explique que, régulièrement (une fois par mois environ), il se réunit avec une quarantaine d'autres hommes dans un petit hangar situé près de sa concession. Excepté l'un d'entre eux qui réside dans le quartier de Song Naaba, ils logent tous à Kouritenga et plus spécifiquement dans le voisinage. Les femmes ne viennent pas lors de ces regroupements car ils conversent particulièrement de la violence (bagarres, agressions, vols...), m'expliquant que tout ce qui peut faire du mal a un impact sur la santé physique mais également morale. Lors de leurs rassemblements, il n'y a aucun personnage du domaine sanitaire mais c'est une façon, semble-t-il, de parler de ce qui les touche, les inquiète, une manière intéressante de faire cohésion et probablement de se sentir plus fort.

Des faits de voisinage de ce genre, il en existe apparemment de nombreux. Les femmes ont également l'habitude de se réunir pour discuter des risques sanitaires et tout particulièrement ceux qui touchent leurs enfants. Cela se déroule à domicile ou au sein du lieu de culte.

Plus concrètes et ouvertes à la population, des actions sont menées par une petite association de Kouritenga située dans la zone lotie près du terrain de football, terrain d'ailleurs construit par l'association. Deux fois par mois, le samedi, elle organise des soirées auxquelles participe un infirmier, parfois un médecin, qui vient animer et répondre aux questions des habitants. Les sujets abordés concernent les MST, les femmes et leurs bébés, les premiers soins et l'hygiène. La projection de films est généralement utilisée en guise de support explicatif et contribue à attirer la population. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes lors de ces réunions de quartier.

A un niveau supérieur de décision, la Mairie de Ouagadougou organise des manifestations dans les divers quartiers, réalisées par le Service d'Hygiène. A Kouritenga, le point de rendez-vous est systématiquement le même, un néré³⁴ sur une piste dynamique de la zone non lotie (proche de l'aire lotie). Cela s'effectue deux fois par an. Infirmiers, et parfois médecins, informent les citoyens du quartier sur des thèmes tels que le paludisme, la méningite, le choléra, l'hygiène, l'éducation et la surveillance des

³⁴ Le néré est un arbre que l'on rencontre très régulièrement dans la région soudanaise. Outre le fait que ses fruits (les graines constituent la base de la plupart des sauces) et son écorce soient utilisés dans des contextes divers, il semble que la population « affectionne » particulièrement cette espèce qui constitue très souvent leur point de réunion.

enfants. Cet événement rassemble apparemment beaucoup d'habitants de Kouritenga et plus particulièrement les femmes. Les citoyens résidant dans les quartiers voisins s'y rendent également mais dans une moindre mesure puisqu'ils en bénéficieront à leur tour dans leurs propres quartiers.

Dans un autre registre, puisqu'il ne s'agit pas de sensibilisation mais d'action, des sessions de vaccinations pour les enfants sont réalisées tous les ans par le Service d'Hygiène (polio, rougeole, varicelle, méningite, choléra). Les médecins et infirmiers s'y attèlent généralement dans les établissements scolaires de Kouritenga mais également dans les espaces vides lorsqu'il s'agit des espaces non lotis. Souvent gratuites, ces vaccinations ne s'élèvent jamais au-delà de 500 FCFA quand elles sont payantes.

Sans faire de nuance entre les diverses organisations sanitaires citées ci-dessus et en mettant à part les vaccinations dont les habitants sont tous informés, on note qu'approximativement la moitié des personnes interrogées dit ne pas être au courant des événements liés à la santé se déroulant dans le quartier ou affirme qu'il n'y a aucune organisation à ce sujet. En revanche, il est deux associations de Kouritenga dont l'existence semble connue d'une large part du quartier. Il serait erroné de prétendre que l'ensemble de la population est capable de relater les opérations effectuées par ces associations mais leurs répercussions semblent concerner la population d'un vaste espace en comparaison des organisations citées précédemment.

Le chapitre suivant se penchera sur ces deux associations de quartier afin de voir la façon dont elles fonctionnent et les impacts qu'elles produisent sur l'espace et sur les citoyens.

• Deux associations essentielles à Kouritenga

L'ADK

Association pour le Développement de Kouritenga

La plus importante est l'Association pour le Développement de Kouritenga (ADK). Créée en 1990, elle s'est tournée vers l'ensemble de la population tout en essayant de cibler particulièrement la jeunesse. Son président, dès le début de notre entretien, a souligné que l'ADK se voulait éloquente vis-à-vis des jeunes du quartier en les réunissant, les informant et leur permettant de créer des liens plus étroits avec les anciens.

Financièrement, elle fonctionne de deux manières : les membres de l'association passent de temps en temps chez les habitants afin de récolter des fonds mais, surtout,

l'ADK est en partenariat avec la mairie de Boulmiougou dont elle dépend et qui, nous allons le voir, prend des directives quant à ses projets.

Les réalisations de l'association sont loin d'être négligeables et concernent essentiellement la santé et l'hygiène. Depuis sa création, un certain nombre d'opérations ont été achevées. Le président a mis en avant les trois suivantes : la mise en place d'une borne-fontaine près du marché, la plantation d'arbres dans le but d'apporter davantage d'ombre et d'augmenter la production de mangues, l'aménagement du marché par une réorganisation spatiale plus logique des vendeurs et la construction de deux toilettes publiques.

Bien qu'elles restent rares, généralement une par an, l'ADK organise des réunions de quartier qui ont lieu parfois dans les écoles ou collèges mais le plus souvent au marché. Afin de réunir le maximum de personnes, un membre de l'association parcourt le quartier en voiture muni d'un haut-parleur et les enfants sillonnent les rues moins accessibles pour faire passer l'information. Lors de ces réunions, le ou les thèmes abordés sont choisis par la Mairie. Globalement, il s'agit de sensibiliser les citoyens sur leur alimentation, leurs manières de conserver l'eau et la nourriture, les bonnes habitudes à inculquer aux enfants, les préventions quant aux MST, etc. En parallèle, l'association utilise des supports, sans lesquels, d'après le président, l'afflux de population serait bien moindre. Ces supports sont divers : distribution de tee-shirts, autocollants, préservatifs. Par leur biais, l'objectif est de faire passer le message. A ce propos, le président fait part de son inquiétude quant à l'écoute réelle des habitants. Il craint que ceux-ci soient surtout attirés par les cadeaux et entraînés par le mouvement de foule mais ne prennent pas suffisamment en compte les conseils et renseignements qui leur sont donnés.

Dans le même registre, il relate un projet récent qui lui tenait à cœur et dont les résultats, bien qu'en progrès, sont révélateurs d'effets à courts termes. En 2002, en partenariat avec l'ONEA - Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement - l'association a organisé « la semaine de la propreté ». L'ensemble de la population a été réunie et informée du projet qui consistait à respecter des règles d'hygiène durant toute une semaine afin de mériter le « statut » de personnes propres, l'objectif étant, bien évidemment, que les citoyens poursuivent cette opération. Tout au long de la semaine, ceux qui respectaient ces règles étaient récompensés d'un cadeau. Ces consignes concernaient les actions de la vie de tous les jours (couvrir l'eau ou, mieux, utiliser des bidons plutôt que des seaux ; couvrir la nourriture ; ne pas déposer la marchandise au sol lors de la vente au marché mais en hauteur ; faire son possible pour que les mangues ne soient pas exposées au soleil, etc.).

D'après le président, cette semaine de la propreté n'a pas été inutile. Il observe régulièrement la façon dont les habitants de Kouritenga agissent dans leurs pratiques. Il

repère, entre autres, qu'un certain nombre de citoyens a abandonné les seaux au bénéfice des bidons. Malgré tout, il constate également que nombreux sont ceux qui ont réalisé des efforts seulement pendant la semaine en question et ajoute que certains agissent dans les règles pour faire plaisir ou éviter les réprimandes. Par exemple, lorsque lui ou l'un des membres connus de l'association se rend au marché, les vendeurs se hâtent de relever leurs marchandises en hauteur et les redéposent à terre dès leur départ. Investi dans son action, il réitère cependant systématiquement les mêmes conseils aux habitants.

Dès que les déchets sont trop répandus dans le quartier, mais particulièrement au marché, l'association tente d'organiser un ramassage collectif. Il arrive que le marché soit fermé afin d'y réaliser un grand nettoyage.

L'Association pour le Développement de Kouritenga semble véritablement active. Ses moyens financiers limités ne lui permettent pas de réaliser l'ensemble des projets qu'elle souhaiterait mais, en liaison avec la Mairie de Boulmiougou, elle est malgré tout fondée sur des bases concrètes. On entend par là qu'il ne semble pas s'agir d'une association, comme il en existe tant, dont les projets n'ont jamais d'avenir. Ayant eu connaissance assez tard de son existence, il a été difficile de tester sa crédibilité auprès de la population de Kouritenga. Malgré tout, quelques constatations sont à noter : ce quartier étant vaste et les moyens de communication limités, il n'est pas surprenant qu'une part des habitants n'ait aucun écho de l'ADK. Il s'avère que les citoyens des espaces non lotis éloignés sont nettement moins au courant de ce genre d'organisation et, par conséquent, ne profitent pas des retombées.

Le marché est le lieu principal d'action de l'association, qu'il s'agisse de la réalisation de projets ou de réunions de quartier. Ce choix paraît censé puisque le marché est un lieu central pour les habitants et qu'il est révélateur des difficultés essentielles en matière d'hygiène et de santé.

L'ASECD

Association de Soutien aux Enfants en Circonstance Difficile

Autre association connue dans Kouritenga et dont l'action est significative, l'ASECD existe depuis 1999, officiellement reconnue en 2000. Elle accueille près de soixante-dix enfants en difficulté scolaire mais se prête également à d'autres types d'actions.

Située du côté loti, à la limite de la zone non lotie, les membres de l'association considèrent leur localisation comme un privilège. Cinq personnes travaillent au sein de l'ASECD : trois hommes qui se chargent de l'enseignement scolaire, des travaux manuels

et qui gèrent la vie des enfants dans l'établissement, une cuisinière et une infirmière à la retraite. Tous les enfants résident dans l'espace non loti de Kouritenga, souvent loin en direction du Sud, d'où ils viennent seuls chaque jour. L'établissement comporte une cour dans laquelle les enfants peuvent se distraire (balançoire, toboggan) ; à l'intérieur du bâtiment, il y a une salle de classe, une cuisine, un bureau et une petite infirmerie. Tout au long de la journée, les enfants sont pris en charge, suivis scolairement, nourris et soignés si besoin est. L'ASECD se rend également dans les concessions des enfants s'ils perçoivent des problèmes particuliers et, selon les cas, sont susceptibles de faire des crédits aux mères nécessiteuses (25 000 FCFA).

Photographies 28, 29 et 30 : L'A.S.E.C.D.



Source : Cussac, M., 2003.

La photographie du haut représente la salle de classe dans laquelle tous les petits enfants suivent les cours des membres de l'association. Lors de la pause matinale, on leur distribue à chacun un morceau de pain puis ils jouent dans la cour avant de reprendre leurs travaux.

Bien que l'activité principale se situe autour des enfants, l'association apporte également une aide précieuse aux adultes. La porte est toujours ouverte aux habitants dont la santé est fragile et l'infirmière donne régulièrement des soins pour les maux de ventre, maux de tête, plaie ou encore paludisme. En partenariat avec Médecins du Monde, des dépistages du sida sont pratiqués au sein de l'association.

Enfin, sont aussi réalisés des programmes de prévention. Quatre fois par an sont organisées des soirées de sensibilisation en plein air dans l'espace non loti. On y mène des débats, projette des films, conseille les citoyens, et surtout les parents, sur des thèmes sanitaires (hygiène, épidémies, MST, etc.).

Pour le moment, les services rendus au sein de l'ASECD sont totalement gratuits. D'après les membres, ce ne sera pas forcément possible de continuer ainsi mais dans tous les cas, ils s'attacheront à ce qu'une éventuelle participation financière soit adaptée à la population visée. A ce propos, l'association récupère des fonds variés : dons d'organismes tel que Médecins du Monde, contribution d'amis et d'habitants du quartier, etc.

L'ASECD est véritablement tournée vers la zone non lotie tout en destinant ses soins à quiconque en éprouve le besoin. L'action qu'elle mène pour les enfants est uniquement vouée à ceux de Kouritenga.

Le domaine de la santé s'avère être fort différent des autres thèmes abordés en ce qui concerne les pratiques spatiales. Il n'est évidemment pas comparable aux précédents étant donné que les habitudes liées aux soins ne font heureusement pas partie des activités quotidiennes. En revanche, c'est l'accessibilité à ces soins qui diffère sensiblement puisque le quartier de Kouritenga n'est pas pourvu des structures nécessaires à la population. Contraints de se déplacer dans les quartiers voisins, voire nettement plus éloignés, les habitants évoluent à travers un espace plus important que pour l'ensemble des autres activités quotidiennes.

Nous constatons donc, après avoir abordé l'ensemble des pratiques que l'on considère régulières, voire journalières, que seul le domaine sanitaire oblige la population à se déplacer en dehors de leur espace de vie quotidien.

En parallèle, les habitants entretiennent un rapport étroit avec le thème de la santé et ce à travers l'ensemble de leurs discussions, réunions mais également grâce à l'organisation d'un certain nombre de manifestations sanitaires dont le rôle est à la fois informatif, préventif et curatifs (quand il s'agit des vaccinations).

Tout quartier est intéressant à étudier au travers de la société et de ses pratiques mais les quartiers ouagalais, parce qu'ils ont fait l'objet de transformations lors de la révolution burkinabé, sont à la base d'un certain nombre de questions, entre autres, est-ce que le quartier de Kouritenga, dont les limites ont été arbitrairement tracées, correspond à un espace socialement reconnu et pratiqué par les habitants ? Ainsi, nous avons entrepris d'étudier les pratiques socio-spatiales de la population afin de répondre positivement à cette question ou, au contraire, afin de réaliser que le quartier étudié comporte lui-même des sous-espaces de vie et que c'est à travers eux que la population évolue.

A travers l'ensemble des pratiques et habitudes quotidiennes de la population, il semble que celles qui concernent la religion pèsent particulièrement lourd ; la croyance en Dieu prend une place élevée dans la vie des individus qui mettent facilement en relation les événements, petits ou grands, de leur vie avec l'existence de Dieu. Le hasard est un terme à bannir..., les événements touchant la famille, la santé, les relations, etc., relevant de la décision de Dieu. En cela, la religion est continuellement présente dans la vie de la population et constitue un élément capital dans leur union. C'est souvent dans un contexte religieux que les habitants se réunissent et affinent leurs relations au sein du quartier. A elle seule, la religion cumule appropriation de l'espace, pratiques quotidiennes et traditionnelles de l'espace, idéologie, rythme de vie, symboliques. Ce n'est pas le cas de l'ensemble des pratiques énoncées et, bien qu'elles remplissent chaque fois un rôle social très important au sein du quartier, elles sont à nuancées des pratiques religieuses de part leur rôle fonctionnel toujours présent.

La religion, élément identitaire très fort, est peut-être le facteur de cohésion sociale le plus profond.

Les pratiques spatiales que nous avons relatées au cours de cet exposé se déroulent au sein de plusieurs lieux. On ne peut pas s'intéresser aux pratiques des populations à travers un seul lieu car ils prennent toute leur importance dans leur association. Ils sont complémentaires les uns des autres et leur prise en compte globale tisse « l'espace de vie » de chaque individu. Chaque lieu pratiqué, en plus de détenir une fonction particulière, est chargé de significations. Cela signifie qu'un lieu est perçu en fonction de ce qu'il dégage. Chaque personne, en fonction de ses propres valeurs, de sa culture, de ses idéologies... se représente un lieu d'une manière qui est lui est personnelle.

Ces notions de significations et de représentations des lieux nous apparaissent comme des éléments clés du rapport social entre les individus et les espaces. Par conséquent, les propos tenus ci-dessus à l'échelle du lieu sont à considérer plus largement à l'échelle des espaces car c'est la multiplication des lieux, par lesquels la

population s'exprime, qui crée des ensembles cohérents, des espaces sociaux. Par les lieux, la population signe sa présence et s'approprie des espaces. Le territoire est révélateur de cette notion d'appropriation de l'espace car, qu'est-ce qu'un territoire sinon un espace que l'on occupe et dans lequel on considère être chez soi ?

Nous allons à présent nous pencher sur des notions qui placent l'individu dans un rapport personnel avec l'espace et nous développerons cette dernière partie à travers plusieurs échelles, du lieu au territoire, du sous-espace à la périphérie.

TROISIEME PARTIE

UN BILAN

A TRAVERS PLUSIEURS ECHELLES

Cette troisième partie, variée dans ses approches, va tout d'abord s'articuler autour de notions plus abstraites afin de prendre conscience, avec plus de profondeur, de la façon dont un espace est perçu, ressenti et par là même, vécu. Or, c'est également en prenant en compte les sentiments de la population vis-à-vis d'un espace que l'on repère des sous-espaces de vie.

Le premier chapitre consistera tout d'abord en l'explication de la notion de représentation et de celles qui en découlent. Nous nous intéresserons ensuite au lieu et aux significations qu'il suppose. Ce premier temps nous permettra de mettre en évidence le fait qu'un espace est vécu par les individus.

Dans un second chapitre, nous nous pencherons particulièrement sur la notion de territoire car il est le résultat d'une multiplication de lieux reconnus et appropriés par la population. C'est à travers cette notion de territoire, mais également de territorialité, que nous exposerons un premier sous-espace de Kouritenga qui, présentant un certain nombre de facteurs qui lui sont propres, nous apparaît correspondre à l'ébauche d'un territoire.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous évoluerons à travers plusieurs échelles. Tout d'abord nous poursuivrons notre présentation consistant à repérer des sous-espaces du quartier. Puis, nous prolongerons notre réflexion sur l'intérêt social du quartier et évoquerons une échelle nettement plus petite, celle des périphéries, que nous supposons être en correspondance avec un espace dans lequel les habitants se sentent également appartenir.

CHAPITRE I – Notions de représentation et d'espace vécu à travers le lieu

Nous souhaitons, au cours de cette partie, montrer que découlent d'un espace des valeurs, des images, toutes sortes de sentiments qui sont perçus par la population et qui font l'objet de représentations par celle-ci. Ainsi, nous consacrerons un premier temps à l'explication des notions de perception et de représentation. L'objectif est de comprendre un rapport existant entre un espace et un individu, rapport que nous n'avons que très peu souligné jusqu'à présent, et qui relève de l'imaginaire, du psychologique, de la culture, etc.

La présentation de ces notions nous permettra d'aborder, dans un second temps, celle de lieu et de leurs significations. Nous tenterons tout d'abord de réaliser une classification des lieux du quartier étudié, puis cette partie reposera essentiellement sur les propos d'un auteur qui considère trois états du lieu que nous exposerons en y assimilant certains lieux du quartier de Kouritenga.

I- Notions de perception et de représentation

Dans la théorie de Kant³⁵, l'espace et le temps n'ont pas lieu d'être en dehors de la conscience et c'est elle qui modèle tout ce qui est observé et perçu. Il a montré que les sciences n'aboutissaient pas aux objets dont elles visaient l'étude mais aux représentations de ces objets. Ce constat est invariablement le même pour chaque individu ou groupe d'individus pour qui les représentations, peu importe les situations, sont établies non pas sur les objets eux-mêmes mais sur l'apparence qu'ils dégagent.

Les représentations résultent de trois éléments continuellement en relation : le réel, le sujet dans sa dimension psychologique et le sujet dans sa dimension sociale³⁶. Chacun perçoit le réel mais aucun n'en fait un rendu objectif et ce, parce que la dimension psychologique lui attribue des conceptions qui lui sont propres, de même parce que la dimension sociale lui a inculqué des codes sociaux et des valeurs qui lui appartiennent. Par conséquent, les représentations de chacun sont chargées de significations.

Bailly³⁷ définit la représentation comme une « création sociale ou individuelle de schémas pertinents du réel dans le cadre d'une idéologie ; elle consiste soit à évoquer des objets en leur absence, soit, lorsqu'elle double la perception en leur présence, à compléter la connaissance perceptive en se référant à d'autres objets non actuellement perçus ». Dans le fil de la pensée de Bailly, lorsque l'individu agit dans l'espace, il perçoit le lieu comme un espace concret dans lequel il se repère par le biais d'axes structurants (voies

³⁵ DI MEO, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan Université, 320 p.

³⁶ DI MEO, G., 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 319 p.

³⁷ BAILLY, A., 1991, *Les concepts de la géographie humaine*, Masson, Paris, 204 p.

de communication), de liens entre ces axes (carrefours), de volumes (bâtiments) mais il le perçoit également à travers les multiples significations que les lieux dégagent pour lui (une culture, une histoire, un symbole...) et les propriétés, qu'elles soient symboliques ou fonctionnelles, qui lui ont été attribuées.

On distingue la **perception** de la **représentation** de façon logique : on perçoit un objet en sa présence tandis que l'on se représente un objet en son absence ou, si l'on se le représente en sa présence, c'est que l'on tend à se référer à d'autres objets. La représentation donne donc une part d'imagination bien plus conséquente que la perception. Cependant, la notion d'« espace perçu » est peu fiable, dans l'absolu, car la perception, telle qu'on la définit n'existe pas. La véritable perception consisterait, au moment où l'on observe un objet, à faire abstraction de toutes influences (psychologiques, culturelles, de valeurs, imaginaires...) et à faire preuve d'une totale objectivité. La pure perception n'existe à aucun moment et la représentation prend spontanément et automatiquement le dessus.

Pour atteindre ces notions d'espace perçu et de représentations afin d'en comprendre des pratiques, il est nécessaire de distinguer un certain nombre d'espaces. Nous avons déjà maintes fois employé le terme d'« **espace de vie** » qui apparaît comme une notion simple. Il est pour chacun l'espace fréquenté quotidiennement, celui de la maison, du travail, des loisirs... Il est l'espace d'existence, l'espace d'usage. Dans la Géographie sociale, Frémont (1984) écrit « L'espace de vie se confond, pour chaque individu, avec l'aire de ses pratiques spatiales ». On parle d'**espace social** lorsque l'on souhaite souligner les relations et interrelations sociales.

La notion d'« espace social » introduit bien celle d'« **espace vécu** » puisqu'elle met en scène la société dans l'espace. Mais, tandis que l'on parle d'« espace de vie » ou d'« espace social » tels des espaces pratiqués quotidiennement, la notion d'« espace vécu » réfère aux perceptions et représentations qui se sont développées dans l'esprit de chacun. Ainsi, il s'agit d'un espace reconstruit mentalement mais auquel est ajouté un certain nombre d'éléments (idées, souvenirs, rêves, images, valeurs...). Par sa connotation au passé, aux ressentis de chacun..., sa subjectivité est d'autant plus accentuée. Dans l'Encyclopédie de Géographie (1995), Berque définit l'« espace vécu » comme un espace « partiel, relatif, biaisé par la personnalité de chaque être, par des perceptions qui déterminent ses pratiques, ses attitudes, ses comportements » ; à travers trois dimensions, Frémont décrit cette même notion comme « l'ensemble des lieux fréquentés mais aussi des interrelations sociales qui s'y nouent et les valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues ».

Tel que nous l'avons déjà mentionné, des pratiques sur l' **espace-support** naît l' **espace de vie** auquel s'ajoutent les interactions sociales qui font de lui un **espace**

social. Ajoutons en conséquence que, parce que chaque individu lui donne un sens par les représentations qu'il en a et par ses pratiques répétées, l'espace social devient **espace vécu.**

C'est avec les lieux, parce qu'ils sont les plus petites unités spatiales dans les pratiques de l'espace, que nous allons montrer en quoi ils ne sont pas seulement une localisation et qu'ils sont chargés de significations pour la société.

II- La signification des lieux

Toutes les activités des hommes se localisent dans des lieux. Ces lieux sont matériels car ils existent en tant qu'objets, mais ils se caractérisent également par les valeurs que les sociétés leur ont attribuées. Les lieux ont donc un rôle à la fois fonctionnel et social.

Si l'on reprend la classification établie par Frémont (1984), on distingue cinq types de lieux pratiqués :

1- Les lieux de production qui ont trait à une activité économique mais on ne peut se contenter de les résumer par cette fonction car ils impliquent également des déplacements, des techniques, des conditions de travail et des rapports sociaux.

2- Les lieux d'habitat qui engendrent des relations familiales et de voisinage privilégiés.

3- Les lieux d'échange sont à la base de la sociabilité. Qu'ils soient marchés, places, lieux centraux, petits commerces, etc., ils assurent, au-delà de leur fonction commerciale, une communication entre les hommes.

4- Les lieux de jeu, de distraction, ont un rôle notable dans les rapports sociaux.

5- Les lieux de pouvoir, à la différence des autres, ne sont pas pratiqués quotidiennement. Ils sont particulièrement concernés par cette fonction symbolique qu'ils affichent et qui rassemble les hommes qui s'y sentent appartenir.

Au cours de l'exposition des pratiques socio-spatiales de la population de Kouritenga, nous avons cité un certain nombre de lieux qui peuvent également faire l'objet d'une classification.

1- Une classification des lieux du quartier

Nous avons évoqué un certain nombre de lieux qui remplissent des fonctions et correspondent généralement à un type d'individu. Cette partie se propose de répertorier les lieux du quartier et de tenter la réalisation d'une classification. Nous souhaitons tout d'abord, en s'appuyant sur deux tableaux, mettre en correspondance les lieux et leurs rôles ainsi que les lieux et le type d'usager qui les fréquente. Puis, nous proposons ensuite quatre catégories de lieux.

Ces tableaux méritent quelques précisions : bien que les kiosques et maquis soient également des commerces de proximité, nous les avons individualisés car ils ne font pas référence aux même usagers. Par « espace aménagé », on entend des lieux créés par des citoyens. Les lieux traditionnels font référence à tout type de lieux symboliques hors la religion. Il peut donc s'agir à la fois de la concession du chef traditionnel ou encore de lieux appréciés par la population pour diverses cérémonies ou organisations dans le quartier (le *nééré* par exemple).

Nous avons recensé les lieux qui nous sont apparus les plus importants et les plus pratiqués dans le quartier. On peut généralement leur attribuer un certain nombre de rôles et de fonctions.

Tableau 2. Classification des lieux selon leur fonction première dans le quartier

Lieux / Types de lieux	Lieu improvisé , en « plein air »	Lieu des travaux quotidiens	Lieux d'échange	Lieux symboliques	Lieux de distraction	Lieux des manifestations et organisations de quartier
Kiosques			X		X	
Maquis			X		X	
Espaces aménagés	X				X	
Marché		X	X		X	X
Commerces de proximité		X	X		X	
Points d'eau		X	X			
Lieux de culte et lieux traditionnels				X		
Etablissements scolaires		X				X
Arbres	X			X	X	X
Habitat		X			X	
Terrains de jeu	X				X	

Source : Cussac, M., 2003.

Nous constatons d'emblée qu'il n'existe aucun lieu dont l'usage soit unique. Chaque lieu remplit un certain nombre de rôles en plus de sa fonction première. Par exemple, au delà de leurs fonctions principales, le marché et les établissements scolaires ont ces avantages d'être connus des habitants et d'être en mesure de regrouper un certain nombre de personnes. Ils constituent donc les lieux idéaux pour l'organisation des réunions de quartier. Il en est de même pour certains arbres dont la fonction symbolique pour les habitants constitue un très bon facteur lorsqu'il s'agit de réunir la population pour une cause importante. Ce qui caractérise l'ensemble de ces lieux, c'est leur rôle relationnel, leur capacité à créer du lien social.

A travers ce premier tableau, on peut distinguer principalement les lieux à usage commercial et/ou professionnels des lieux plutôt traditionnels et spirituels. Dans les deux cas, les relations sociales sont fortes mais ne relèvent pas du même procédé puisque les premiers créent des liens qui répondent tout d'abord aux pratiques quotidiennes tandis qu'on peut ajouter, pour les seconds, des liens d'ordre idéologique. Les lieux de culte ainsi que les lieux traditionnels constituent des lieux sacrés ; ils mettent en relation un

univers terrestre, visible et concret, et un univers céleste, invisible et abstrait. « Le lieu sacré assure la communication des mondes et la mise en relation du Ciel et de la Terre »³⁸. On peut donc considérer un certain nombre de lieux qui créent, accentuent et conservent les relations, certains dont le rôle reste très fonctionnel, d'autres dont le rôle est nettement plus symbolique.

On peut également distinguer l'ensemble de ces lieux, non plus en fonction de leur fonction mais selon le type d'usager qui les pratique. Les espaces d'usage de la population varient selon le genre et l'âge. Le tableau suivant met en avant les grandes tendances que nous avons relatées précédemment. Cela signifie que chacun des lieux recensés est pratiqué par toute la population mais nous avons choisi de souligner particulièrement ceux que l'on trouve systématiquement dans ces lieux.

Dans ce tableau, en évoquant les « jeunes adultes », nous faisons référence en moyenne à la catégorie des 15-30 ans. Exceptés les lieux de culte ainsi que les lieux traditionnels qui sont au cœur de la vie de chacun, les autres lieux permettent la mise en place de tendances concernant le type d'usager.

³⁸ DEBARBIEUX, B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », in *L'Espace géographique*, N°2, pp. 97-112.

Tableau 3. Classification des lieux selon leurs usagers

Usagers →	Hommes			Femmes			Enfants	Population
Lieux ↓	Jeunes adultes	Adultes	Agés	Jeunes adultes	Adultes	Agées		
Kiosques	X							
Maquis		X	X					
Espaces aménagés	X						X	
Marché				X	X	X	X	
Commerces de proximité				X	X	X	X	
Points d'eau				X	X		X	
Lieux de culte et lieux traditionnels								X
Etablissements scolaires	X			X			X	
Arbres	X	X	X					
Habitat			X	X	X	X		
Terrains de jeu	X						X	

Source : Cussac, M., 2003.

On peut principalement faire une séparation hommes / femmes et enfants qui met en valeur une information essentielle. On constate que les lieux fréquentés par les femmes pour la réalisation des tâches quotidiennes correspondent souvent aux lieux de leurs rencontres et de leurs relations sociales. En parallèle, on note que les lieux recensés et fréquentés par les hommes sont plutôt de l'ordre de la distraction. Cela signifie que la scission distraction / travail est plus accentuée pour les hommes que pour les femmes.

On peut faire des observations plus affinées en subdivisant les catégories par âge et, là encore, un premier constat semble notable : les distinctions dans la pratique des lieux sont nettement plus visibles du côté des hommes que de celui des femmes. Tel que nous l'avons précisé à plusieurs reprises, les femmes se côtoient également selon leur âges ou leurs croyances mais les lieux de rencontre restent les mêmes tandis que chez les hommes, on repère nettement plus de lieux correspondant à une classe d'âge. Il ne s'agit absolument pas d'une règle obligatoire mais peut-être simplement de moyens financiers et de respect vis-à-vis des plus anciens. Ainsi, on constate que des lieux tels que les kiosques ou encore les lieux aménagés en plein air sont plus du ressort des jeunes hommes tandis que les maquis réunissent davantage des hommes adultes et plus âgés.

De même, il est nettement plus courant de rencontrer des hommes âgés discutant devant leurs concessions que de jeunes hommes.

Les lieux possèdent donc une fonction première mais sont continuellement susceptibles de jouer d'autres rôles pour la population qui leur attribue un certain nombre de valeurs. Par conséquent, il apparaît délicat de créer des catégories de lieux dans lesquelles ces derniers se retrouveraient pleinement. Par leurs fonctions variés, les lieux font forcément référence à plusieurs éléments. Néanmoins, nous pouvons proposer quatre catégories et, bien que les lieux soient susceptibles de les chevaucher en trouvant leur place dans divers registres, elles nous semblent intéressantes car elles renvoient à plusieurs manières de concevoir un lieu.

a- Lieux symboliques

Lieux de culte, arbres « sacrés », maison du chef coutumier..., les lieux symboliques rassemblent des individus qui accordent des valeurs semblables à des espaces religieux, traditionnels et emblématiques.

Lieux de rituels, ils sont généralement mis en valeur par leur localisation dans un espace lâche ainsi que par des signes qu'on leur attribue et qui matérialisent une croyance.

Lieux de référence idéologique, ils rassemblent des individus de communes appartenances et, en cela, participent à l'union des croyants. Par l'implantation de ces lieux et des significations qui en émanent, la population marque particulièrement son attachement à l'espace et sa volonté de s'y ancrer.

Les lieux symboliques, et spécifiquement ceux qui relèvent du domaine religieux, sont des « objets spatiaux » dont le rôle est capital dans une société qui place Dieu au centre de sa vie.

Tantôt lieu de mixité, tantôt lieu des femmes, des hommes, des jeunes ou des plus âgés, les lieux symboliques sont source d'unification et de cohésion au sein du quartier.

b- Lieux des travaux quotidiens

Points d'eau, marchés, commerces de proximité..., les lieux des travaux quotidiens sont particulièrement caractérisés par une pratique très régulière, généralement journalière.

Indispensables à la vie des habitants, ces lieux sont également parmi les plus structurants du quartier. Leurs implantations engendrent des déplacements de population, laquelle parcourt Kouritenga et les quartiers environnants. Ce sont des lieux d'échanges financiers et de marchandises à travers lesquels le quartier trouve son dynamisme. Mais ce sont également des lieux d'échanges relationnels forts qui

permettent une communication entre les individus et qui contribuent sans aucun doute à entretenir et développer une cohésion entre les citoyens.

Les lieux des travaux quotidiens correspondent plutôt à l'espace de pratique des femmes. Parce qu'ils sont lieux de l'échange marchand, financier, relationnel et qu'ils créent le dynamisme du quartier, ces lieux répondent particulièrement à ce que l'on nomme espace de vie car ils sont les plus nécessaires à la survie des hommes mais également de l'espace.

c- Lieux des rassemblements de quartier

Par « rassemblements de quartier », on entend tout type de réunion destinée à l'ensemble de la population du quartier. Qu'il s'agisse des rassemblements organisés par les associations du quartier ou par des organisations externes (tel que le service d'hygiène par exemple), ils s'effectuent systématiquement au sein de lieux privilégiés. Le marché, les écoles, les espaces vides, certains arbres aux valeurs symboliques..., ces lieux perdent pour un temps leurs fonctions premières car ils sont appropriés au regroupement de la population. Espaces lâches, ils permettent la réunion de nombreux individus ; espaces clés du quartier, ces lieux sont connus de tous. Enfin, étant donné que ces rassemblements ont très souvent pour thème central la santé, ils sont les lieux exemplaires, et particulièrement le marché, de l'état sanitaire global. En cela, ces lieux sont très révélateurs, pour les citoyens, des mesures qui méritent d'être prises.

L'importance des lieux de rassemblements est grande tant ils contribuent à véhiculer l'information auprès des citoyens. Conseils sanitaires, vaccinations, projets pour l'amélioration du quartier, etc., l'ensemble des points abordés bénéficient tant à l'individu qu'à la collectivité. Ces lieux rassemblent par conséquent un ensemble de citoyens dont le point commun ne se situe cette fois-ci ni dans l'appartenance à une religion, ni dans le fait de fréquenter le même lieu..., mais tout simplement dans le fait de vivre et de partager un même quartier. Il en va donc de l'ensemble de la population et non seulement des femmes, des hommes ou de l'âge.

Par ses fonctions de rassemblement et d'information, ces lieux contribuent à la cohésion des habitants en les plaçant au centre des préoccupations et en les positionnant tous, sans aucune exception, face aux difficultés présentes et à l'avenir. Car, quelle est l'utilité de ces rassemblements de quartier si ce n'est faire prendre conscience à l'ensemble d'une population des situations semblables dans lesquelles ils se trouvent et de l'importance des mesures à prendre collectivement ?

d- Lieux de convivialité

Cette catégorie inclut inévitablement certains des lieux évoqués dans les trois précédentes. Par conséquent, les lieux de convivialité sont très variés et ne sont pas de même nature.

Certains ont trait aux travaux quotidiens, d'autres aux divertissements ou encore au contexte religieux, etc. Chacun des lieux pratiqués offre à la population un moment de détente, de repos, d'échanges...

Naturellement, il n'en est pas de même du maquis et de la borne-fontaine ; le moment passé au maquis étant uniquement voué à la discussion et à la détente autour d'un repas tandis que la borne-fontaine reste un lieu qui fait référence à l'une des tâches journalières. De même, chacun des lieux tend à regrouper des individus dont l'âge et le genre diffèrent. Par conséquent, les citoyens se trouvent, généralement, toujours en rapport avec les mêmes personnes.

Cependant, les contacts qui s'établissent et perdurent inévitablement, intensifient les affinités entre les habitants du quartier.

Les lieux sont conviviaux parce qu'ils rassemblent des individus dont les obligations quotidiennes sont semblables (point d'eau, marchés, écoles, etc.), dont les convictions sont similaires (lieux de culte, espace référent au chef coutumier, etc.) ou encore dont l'âge et le genre ont une importance centrale (espaces aménagés dans lesquels une génération se retrouve, terrain de sport ; on peut à nouveau mentionner les points d'eau qui tendent à rassembler la gente féminine, ainsi que les kiosques, par exemple, plutôt occupés par de jeunes hommes, etc.). Les lieux sont conviviaux parce qu'ils rassemblent des individus qui se connaissent, qui vivent un espace commun et qui trouvent, à travers ces lieux, un intérêt relationnel.

Le lien social se construit à travers l'ensemble de ces lieux ; les relations s'affinent dans la pratique de ces lieux et se particularisent selon le type de lieu. Ils sont tous partagés par une population ; ils tissent des réseaux sociaux et créent des espaces sociaux.

Le lieu ne se suffit pas à lui-même ; sa localisation, sa fonction, les éventuels signes qui l'ornent, lui octroient des valeurs au regard d'une population. Situation et fonction peuvent être pratiques et/ou symboliques. Bernard Debarbieux parle « des lieux symboliques comme des constructions (...) destinées à désigner par connotation le territoire et la collectivité sociale qui l'érige »³⁹, ce qui implique que, lorsqu'on suggère

³⁹ DEBARBIEUX, B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique » in *L'Espace géographique*, N°2, pp. 97-112.

un lieu, on évoque également d'autres lieux, un territoire et une société. Ce même auteur distingue trois états du lieu, le lieu attribut, le lieu générique et le lieu de condensation. A travers ces notions, il paraît intéressant de tenter une approche vis-à-vis de certains lieux du quartier étudié. Le lieu générique ne fera l'objet que d'une brève explication car il ne correspond pas, présentement, aux types de lieux qui nous intéressent. En revanche, les deux parties à venir se pencheront tout d'abord sur le lieu attribut, puis sur le lieu de condensation.

2- Le lieu attribut

Un lieu notable peut à lui seul symboliser un territoire telle que la Tour Eiffel désigne d'emblée la ville de Paris ou plus encore la France. On attribue donc une signification à un lieu unique. Le lieu générique, dans l'absolu, est également un lieu attribut mais diffère de par sa banalité, du fait qu'il n'est pas unique dans le rappel d'un territoire. En guise d'exemple, un paysage de campagne typique de la France représente automatiquement pour celui qui l'a pratiqué un endroit qui nous est cher, des goûts, des odeurs et il évoque également des images pour celui qui ne s'est jamais rendu dans un lieu semblable. Il s'agit d'un lieu plus général que le lieu attribut. De même, la périphérie ouagalaise pourrait être donnée en exemple dans le sens où elle renvoie, pour ceux qui l'ont déjà parcouru au moins une fois, à des images globalement communes à chacun. Mais, il s'agit dans l'exercice qui va suivre d'évoquer seulement des lieux internes à Kouritenga.

Nous allons nous intéresser au lieu attribut en précisant que, en toute conscience, les propos qui vont suivre ne s'inscrivent pas pleinement dans la réflexion faite par B. Debarbieux. Plus clairement, nous allons emprunter les termes et notions de l'auteur dans un contexte différent pour la simple raison que le lieu qui va être cité n'est manifeste que pour les habitants de Kouritenga et des quartiers contigus. Cela signifie qu'à la différence d'un exemple tel que la Tour Eiffel, lieu attribut international, le lieu que nous allons désigner est uniquement connu à une très grande échelle. Il s'agit donc ici de s'appuyer sur des notions intéressantes et appropriées pour aborder la notion de lieu sous un angle plus recherché que l'usage qu'on en fait habituellement.

A Kouritenga, il est un lieu connu de tout le monde par sa localisation centrale et sa taille importante, le cimetière. Il est un repère pour chacun, ainsi que pour les habitants des quartiers voisins.

Le cimetière est un lieu concret car il est la représentation visible dans l'espace de l'existence de personnes à présent décédées, et par là d'un passé. Egalement lieu symbolique, il est le reflet du souvenir et de la mémoire des morts du quartier. A Kouritenga, le cimetière possède cette valeur qui annule les différences entre les gens.

Dans un même lieu, l'âge, l'ethnie, la religion ou même l'ancienne localisation géographique n'entraînent plus de nuances entre les individus. Il est le lieu de recueillement pour tous et évoque respect et affection pour chacun. Tandis que nos cimetières sont généralement isolés, soit concrètement dans les campagnes où on les localise aux marges des villages, soit symboliquement, en milieu urbain, parce qu'on les clôture d'un haut mur, ils font pleinement partie de l'espace dans les quartiers ouagalais. A Kouritenga, le cimetière est ouvert, visible et fait quotidiennement partie de la vie des habitants, d'autant plus qu'il est localisé aux abords de voies particulièrement dynamiques.

Photographie 31 : Le cimetière de Kouritenga



Source : Cussac, M., 2003.

Dans le cimetière, les pierres tombales sont rares, les morts étant généralement enterrés à même la terre. Le cimetière, seulement délimité par un petit muret, est très visible dans l'espace.

Tout en restant dans des propos très généraux, la mort est perçue bien différemment dans nombre de civilisations en comparaison de la culture occidentale, et la société africaine en est un exemple. En raison du niveau et du cadre de vie ainsi que des problèmes de santé qui touchent ces populations pauvres, la mort est continuellement présente.

Il est arrivé plusieurs fois qu'à mon arrivée dans Kouritenga, les gens m'apprennent la mort d'une personne du quartier dans la nuit, souvent d'un bébé ou d'un enfant. L'événement ne semblait jamais compromettre l'espoir des habitants. Bien que touchés, ils tenaient toujours des propos encourageants quant à l'espérance qu'ils avaient dans l'avenir. Ils donnaient ce sentiment d'avoir l'habitude de la mort sans pour autant devenir blasé et usé.

Un matin, alors que je me rendais chez un ami, je trouvais la situation particulière. Un espace vide s'étendait devant sa concession et, de loin, j'y aperçus un regroupement de personnes assises sous un arbre. Je constatais qu'un événement s'était produit, sans spécialement penser à la mort. Je m'approchais de la maison et mon ami vint à ma rencontre, m'expliquant que sa mère était décédée dans la nuit et que les cérémonies avaient commencées. Gênée, je m'apprêtais à le laisser parmi ses proches pour passer le saluer à un autre moment, tel que je l'aurais fait habituellement. Mais, tout au contraire, il m'invita à rester, me disant que ce serait intéressant pour moi de voir comment se déroulaient les cérémonies. Sous l'arbre n'étaient présents que les hommes, tandis que toutes les femmes se tenaient dans l'enceinte de la cour. Il m'expliqua que si la personne morte avait été un homme, le schéma aurait été inversé. M'entraînant dans la cour de la concession, je vis toutes les femmes dont les occupations étaient variées. Certaines jouaient des rythmes sur des tambours tandis que d'autres récitaient des chants, probablement en mooré, et réalisaient des gestes. Une porte se tenait au fond de la cour d'où sortaient et entraient continuellement des femmes. Mon ami m'invita à y entrer avec lui, afin que je vois sa mère. J'entrais dans une pièce minuscule, très sombre ; le corps était allongé sur le sol, enveloppé d'un linge blanc, les mains réunies sur la poitrine. Des femmes poursuivaient leurs chants, à voix basse. Après être restés quelques minutes accroupis auprès d'elle, il décida de m'emmener au cimetière. Arrivés là bas, je constatais à nouveau la présence de nombreux hommes, certains assis et discutant devant le cimetière, d'autres creusant une fosse. Il m'expliqua qu'à chaque décès dans le quartier, les habitants, et pas seulement les proches, s'affairaient à différentes tâches pour aider la famille. C'est ainsi que je réalisais que les habitants du quartier, dans ces moments douloureux, semblaient d'une grande solidarité. Je quittais mon ami, qui, étant l'aîné, devait être présent et assurer le déroulement de la cérémonie.

Le cimetière est un lieu qui a du sens pour les individus, à la fois dans sa symbolique, dans sa fonction et dans sa lisibilité spatiale.

Par rapport aux propos tenus précédemment, qualifier ce lieu d'attribut est évidemment exagéré puisque le « lieu cimetière » ne réfère pas au quartier de Kouritenga. Néanmoins, il est un lieu renvoyant à des douleurs passées communes qui unissent les habitants ; il est un lieu de rendez-vous, de passage permanent et son importance spatiale le rend unique dans les environs. Dans les questionnaires, il était demandé de citer certains repères notables dans le quartier. A cette question, les trente individus m'ont indiqué ce cimetière ; il était régulièrement le seul repère concret que les résidents avaient à me donner, le qualifiant souvent avec des adjectifs qui soulignaient sa taille relativement imposante. Lorsque j'interrogeais les habitants dans le quartier afin qu'ils me renseignent à propos de la localisation d'un lieu, il était très fréquent que l'on m'indique mon chemin par rapport au « grand cimetière de Kouritenga ». Comme une

base pour se comprendre, la première phrase prononcée était souvent « vois-tu le cimetière de Kouritenga ? », alors à partir de ce moment, nous avons ce même repère qui allait nous permettre de visualiser l'espace à partir du même point.

Le cimetière de Kouritenga est relatif à ce que B. Debarbieux nomme lieu attribut, à la grande différence qu'on l'emploie à une échelle très importante. Le cimetière est réellement le seul lieu que l'on peut se permettre d'élever à ce rang.

Puis, il y a des lieux qu'on ne se contente pas de pratiquer pour leurs fonctions, de regarder ou d'imaginer pour leurs apparences. Il s'agit de lieux qui cumulent et représentent infiniment plus de choses pour l'individu et la société et que Debarbieux a nommé lieu de condensation.

3- Le lieu de condensation

Le lieu de condensation est nettement plus complexe ; il est représentatif d'une société qui s'identifie à travers lui. Au-delà de l'image qu'il renvoie tels que les lieux précédemment développés, il implique que l'individu ou la société le pratique pour conserver son statut particulier. Il est lieu d'expérience individuelle ou collective. Le facteur social prend une importance toute différente en ce lieu car à la différence des précédents, sa désignation telle qu'on vient de la définir n'a de signification que pour l'individu qui ressent une commune appartenance avec le groupe qui le pratique. Par conséquent, un lieu de condensation pour les uns se limite pour d'autres à un lieu attribut ou générique, tout dépend du rapport que l'on entretient avec lui.

Le lieu de condensation nous est plus facilement accessible car il est assimilable à certains lieux de Kouritenga sans altérer sa signification. Les plus clairement repérables sont les lieux de culte. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la religion est particulièrement importante en Afrique et Kouritenga est pourvu d'un certain nombre d'églises et de mosquées. Un lieu de culte est construit et identifié par la société. Les signes inscrits sur les bâtiments religieux renvoient à la religion pratiquée. Quand les habitants n'ont pas pu élever de murs à leur lieu de culte, ils le symbolisent par la seule plantation d'une croix dans le sol. Mais, au-delà d'une image reflétée par une bâtisse religieuse, le lieu de culte est lieu de condensation car il est pratiqué rituellement et rassemble des individus qui se sentent appartenir au même groupe puisqu'à la même religion ; il l'est donc pour celui qui s'y reconnaît. Une mosquée restera lieu attribut pour un chrétien puisqu'elle se contentera de lui signifier quelque chose tandis qu'elle sera lieu de condensation pour le musulman qui additionnera signification et expérience personnelle (et collective).

Dans le même ordre d'idées, on peut évoquer le lieu dans lequel est érigée la concession du chef coutumier. A Kouritenga, ce lieu est très lisible car unique dans le quartier. La maison du chef n'a pas de spécificités particulières en comparaison des autres maisons mais, ce qui diffère, c'est le lieu qui l'entoure. Situé dans l'espace non loti, la concession donne sur un espace libre qui dénote du reste vu les pistes étroites et sinueuses qui l'entourent. On pourrait presque assimiler cet espace à une place. Ce qui est le plus surprenant, c'est la présence d'une végétation que l'on ne trouve nulle par ailleurs dans le quartier. Entourée d'arbres, cette place est agréablement ombragée. Au centre s'élève un arbre qui, juste en face de la concession du chef, constitue l'espace de discussions. Cette concession, parce qu'elle abrite le chef ainsi que sa femme, représente le pouvoir traditionnel et tout ce que cela implique de respect, de pratiques traditionnelles, de rites, de conventions, etc., tel que c'est le cas dans le domaine religieux. Le lieu qui englobe la concession a fait l'objet de transformations volontaires afin de la mettre en valeur. Tel que nous l'avons maintes fois montré, ce lieu est à son tour chargé de significations pour les habitants. Le chef coutumier exerce sa domination au sein de l'ethnie des Mossi ; par conséquent, tel que pour la religion, l'ensemble des individus ne se sent pas forcément concerné par cette autorité. Pour ces derniers, l'agencement de ce lieu rappelle à chacun qu'il n'est pas banal et qu'il renvoie à une puissance. Pour les Mossi, il est plus que cela et prend la consistance d'un lieu de condensation. Ils s'identifient à ce lieu, représentatif de leurs croyances, mais cela va plus loin car ces croyances impliquent une pratique de ce lieu. Plus ou moins régulièrement, la population s'y rend afin de saluer le chef, de lui offrir des présents ou encore de lui faire part d'une difficulté. Les réunions avec le chef se déroulent sous l'arbre que nous avons mentionné et répondent à un certain nombre de conventions qui rendent l'événement un peu théâtral.

Quelques semaines après mon arrivée à Ouagadougou, j'entrepris d'organiser un rendez-vous avec le chef coutumier du quartier afin de me présenter dans un premier temps et de m'entretenir avec lui sur le quartier. Après plusieurs rencontres préalables avec des personnes proche du chef, je pus enfin obtenir un rendez-vous. L'entretien en lui-même ne fut pas des plus faciles ni des plus clairs du fait des traductions nécessaires ; en revanche, le déroulement de l'entretien fut très intéressant pour appréhender la façon dont se comportaient les individus avec le chef. A mon arrivée devant la concession, une personne m'accueillit et m'invita à m'asseoir auprès de l'arbre central sous lequel des bancs avaient été installés. Je pris place accompagnée de cette première personne et le chef du quartier vint nous rejoindre. A partir de ce moment, je constatais que toutes les personnes qui passaient sur la place prenaient le temps de saluer le chef, de lui serrer la main en s'abaissant voire en s'agenouillant. Lorsqu'il s'agissait de femmes, elles reprenaient leurs routes, mais quand il s'agissait d'hommes, ils saluaient chacune des personnes installées sous l'arbre avant de prendre place à leur tour. Alors que nous étions trois au début de l'entretien, nous étions une dizaine à la fin. Tandis que j'étais surprise que la discussion se déroule ainsi, je me rendais compte que la situation semblait tout à fait normale pour les hommes qui m'entouraient. Certains d'entre eux n'étaient pas passés par hasard et venaient parler au chef pour lui faire une requête. Ils attendaient leur tour. Quelques-uns s'étaient munis de petits cadeaux et j'appris plus tard ma faute de ne pas m'être présentée avec quelques noix de kola ... Finalement, je réalisais que, pour l'ethnie Mossi (majoritaires dans le quartier), ce lieu était en quelques sortes sacré et faisait l'objet de nombreux actes symboliques et de respect. Leur façon de s'y comporter, même lorsque le chef n'est pas présent, était différente de celle qu'ils adoptaient en d'autres lieux.

Lieu attribut pour certains parce qu'il ne laisse pas indifférent, affichant de nombreuses distinctions dans le paysage et correspondant à une ethnie, une tradition et même une religion, il est également lieu de condensation pour tous ceux qui s'identifient à ses valeurs et qui le pratiquent en conséquence.

En fin de compte, le lieu attribut fait référence à un espace (un pays, une ville et, dans notre cas, un quartier) tandis que le lieu de condensation, au-delà de l'espace, est relatif à une idéologie (cela peut être politique, religieux, etc.). Tel que l'écrit B. Debarbieux, « Entre les deux extrêmes, le référent géographique s'enrichit d'un référent social et culturel ».

Les lieux constituent les repères spatiaux des faits sociaux correspondant à une population ou à un groupe spécifique. En cela, les individus pratiquent les lieux, à la fois fonctionnellement et symboliquement, et, en quelques sortes, se les approprient car les lieux sont les supports et les témoins d'une partie de leur vie ou de leurs croyances.

Cette notion d'appropriation d'un lieu est à souligner parce que c'est dans l'appropriation de plusieurs lieux qu'un groupe d'individus se sent appartenir à un espace

particulier et qu'il est susceptible de revendiquer cet espace comme son propre espace, ou son territoire.

CHAPITRE II - La notion de territoire

La notion de territoire peut être définie différemment. Premièrement, le territoire peut désigner un espace rattaché à un Etat dont il est sous l'autorité, les Territoires d'Outre-Mer par exemple ; une seconde qui le définit comme espace national, le territoire français. Un troisième sens du terme, auquel nous nous intéressons particulièrement dans ce travail, renvoie le territoire à un espace social. Un territoire est le fait des hommes, de leurs pratiques ainsi que des représentations qu'ils ont de cet espace. On appelle dans ce cas territoire un espace socialisé que les habitants se sont appropriés et avec lequel ils partagent une mémoire.

La différence entre lieu et territoire se situe essentiellement dans l'échelle qui les caractérise ainsi que dans leur lisibilité géographique. Tandis que le territoire est un espace abstrait, vécu, ressenti, le lieu est concret, visuellement repérable et délimité. Le territoire se situe à une échelle bien plus petite que le lieu et il englobe des lieux. Le territoire est donc l'espace dans lequel sont regroupés et associés des lieux.

Pour reprendre les hypothèses et questions posées par Di Méo⁴⁰, est-il possible de considérer les concepts de territoire et de territorialité sans prendre en compte les pratiques de l'espace et des lieux ? « Le territoire existerait-il sans le support des espaces de vie, sans les déplacements individuels, les cheminements et les pratiques routinières de la vie quotidienne ? »

Nous nous intéresserons au territoire à travers une partie du quartier qui se distingue du reste de Kouritenga. Ce morceau de quartier évoque, par divers éléments, l'ébauche d'un territoire. Nous l'avons plusieurs fois cité précédemment, « Nabourou » se distingue de l'ensemble de Kouritenga par son isolement et des habitudes spatiales qui diffèrent du reste. Il s'agit d'un sous-espace qui s'individualise.

I- Le territoire, un espace approprié

La notion de « territoire » réfère à un espace que l'on s'est approprié. Le territoire est un espace social parce qu'il repose sur la culture du groupe qui l'occupe. Puis, cette notion est également affective car elle suppose un sentiment d'appartenance qui se

⁴⁰ DI MEO, G, 1999, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », in *Cahiers de Géographie du Québec*, Vol 43, n°118, pp. 75-93.

traduit par des représentations mentales, des images et symboles, des concepts et des discours communs au groupe. En définitive, au delà d'être un espace approprié, il est nécessairement un espace que chacun a conscience de s'être approprié. Dans l'Encyclopédie de Géographie, Pierre Gentelle⁴¹ écrit « [...] l'espace terrestre, champ favori d'action des géographes, ne prend sa dimension géographique que lorsqu'il devient territoire, c'est-à-dire lieu d'attraction et de vie des sociétés humaines ». Avec adresse, il ajoute « Territoire devrait alors s'écrire « terre-histoire » » parce qu' « il n'existe pas de territoire sans mémoire ».

A Nabourou, nous pouvons repérer une ébauche de territoire à travers les notions d'appartenance à un groupe et d'appropriation d'un espace.

Les habitants se connaissent et, pour la majorité d'entre eux, viennent de la parcelle en construction évoquée dans la description du quartier. On constate donc, d'ores et déjà, que les habitants de Nabourou sont liés par ce passé commun et qu'ils avaient, par conséquent, des repères et des habitudes similaires. On suppose que, réunis aujourd'hui au sein d'un autre espace, une liaison s'est développée, provoquant un sentiment d'appartenance au groupe. Il s'agit là de la cohésion du groupe, c'est-à-dire de ce qui produit du lien entre les individus. Il s'agit probablement de l'élément primordial qui permettra au groupe de s'approprier un espace.

Dans le cas présent, la première phase d'appropriation se situe dans la production de l'espace par les individus qui implantent leurs habitations et agencent l'espace à leur guise en y apportant les éléments nécessaires à leur vie, bâtisses religieuses, petits commerces et lieux d'activité (carrières et « bancotières »). C'est à partir de l'ensemble de ces marqueurs spatiaux que la population s'inscrit dans un espace, qu'elle l'intègre en tant que territoire. Lorsque nous avons présenté et décrit le quartier de Kouritenga, nous avons évoqué le fait que les mosquées faisaient toujours l'objet d'une réelle construction. Il est intéressant de revenir sur ce point à présent car, par une telle implantation sur un espace non occupé, il s'agit de montrer la détermination d'une population de poser ses marques dans l'espace. Pour concrétiser cette volonté d'implantation dans l'espace, les habitants auraient pu opter pour la construction solide de leurs concessions mais ce serait un risque conséquent de voir son logement détruit. Le lieu de culte est un profond symbole religieux mais également culturel et surtout collectif qui, à lui seul, démontre la détermination de s'ancrer sur un territoire par l'ensemble d'une communauté. Nous mentionnons ici le cas des mosquées car il nous est apparu plus évident à lire dans l'espace mais il s'agit seulement d'un exemple d'appropriation du sol et il n'est pas question de faire des comparaisons d'ordre religieux.

⁴¹ GENTELLE, P. in BAILLY, A, 1995, op. cit.

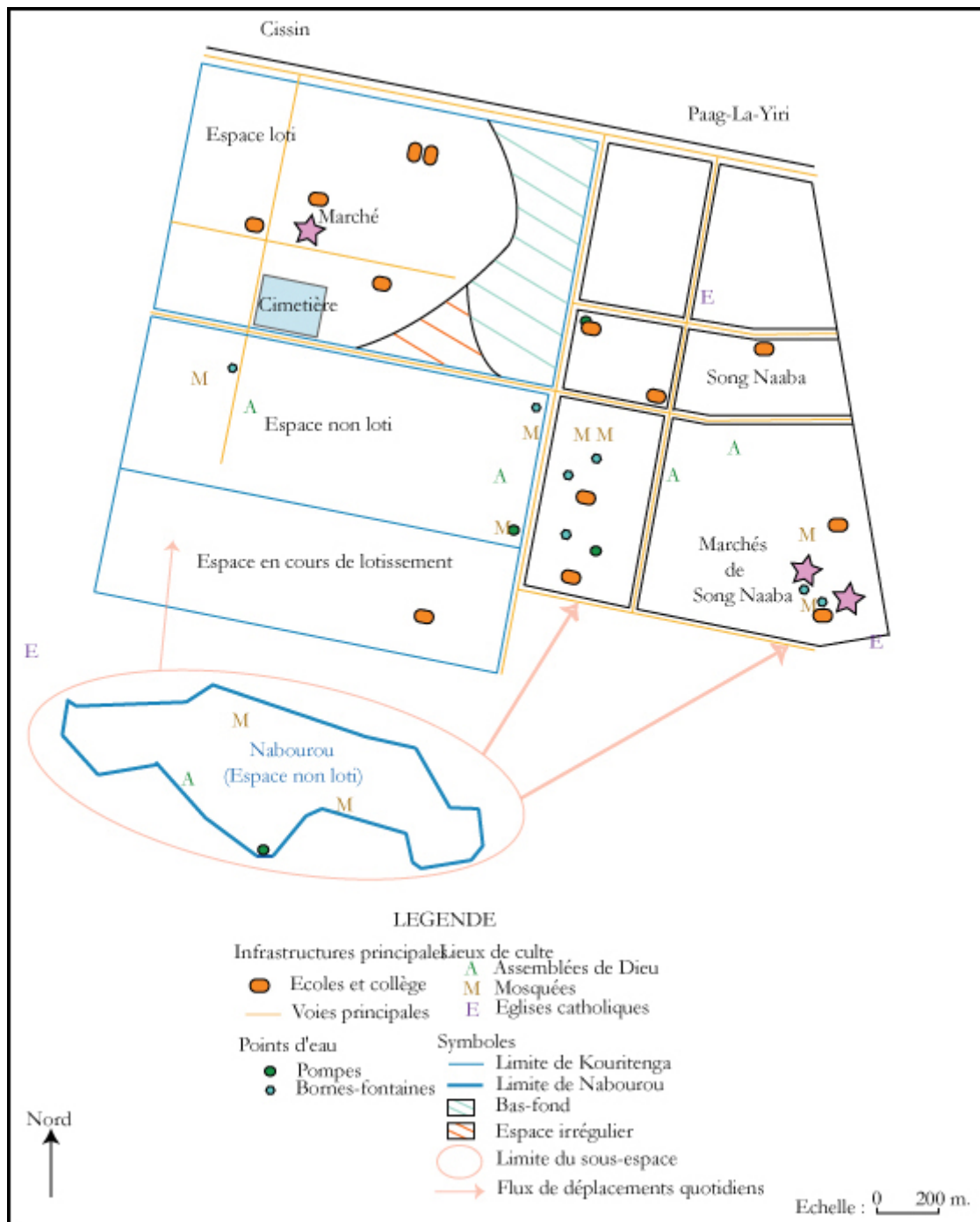
Du rapport (individuel ou collectif) entretenu avec le territoire approprié découle la notion de territorialité. On entend par là que le groupe qui occupe le territoire adopte un comportement au sein de cette entité et partage un certain nombre de valeurs qui relèvent des comportements sociaux quotidiens, les mœurs, les habitudes, les rapports sociaux (familiaux, amicaux, du travail...). On considère que la notion de territorialité est étroitement liée aux pratiques spatiales qui feront l'objet de ce second chapitre.

II- La territorialité sous l'angle des pratiques spatiales

Les rapports que la société entretient avec son territoire se manifestent à travers les pratiques territoriales. Elles s'effectuent à une échelle plus grande, celle des lieux, englobés par le territoire. La territorialité n'aurait donc aucun sens si ces pratiques de l'espace n'existaient pas et la territorialisation consiste donc en la multiplication de lieux par la société. Les habitudes et rapports sociaux qui caractérisent les habitants de Nabourou nous interpellent particulièrement tant elles sont différentes en comparaison de celles des citoyens du reste du quartier.

Les habitants de Nabourou ont des habitudes quotidiennes qui leur sont propres et se rendent plus systématiquement dans le quartier de Song Naaba dont les services et équipements s'avèrent plus accessibles de par leur proximité (Carte 10). Song Naaba n'est pas excessivement plus proche de Nabourou que le reste de Kouritenga mais, ce qui importe, c'est de comparer la proximité des espaces lotis de chacun des quartiers et l'on constate que la partie lotie de Song Naaba est nettement plus proche que celle de Kouritenga. Par conséquent, c'est à Song Naaba que les habitants de Nabourou trouvent les services et équipements les plus accessibles. Du fait de l'ancienne localisation de la plupart des citoyens de ce sous-espace, l'habitude de se rendre à Song Naaba n'est pas complètement nouvelle mais il est certain que les relations qu'ils entretenaient avec le reste de Kouritenga étaient forcément plus importantes, particulièrement en ce qui concernaient les réunions quotidiennes de quartier, religieuses ou autres. Ce point mérite d'être développé car, outre les pratiques d'ordre fonctionnel, il est à noter que les relations sociales ont été nécessairement modifiées. Les habitants de Nabourou ont précédemment logé à Kouritenga ou dans une autre zone de la ville, ils y avaient tissé des liens et comme nous l'avons déjà mentionné, ces relations s'effectuaient en grande partie au sein du voisinage. En conséquence, le changement de localisation de ces populations a conduit à une rupture dans la fréquentation du réseau social qu'ils avaient créé. L'appropriation d'un territoire consiste également en l'intégration sociale de la population ; bien que certains des habitants de Nabourou aient cet avantage de se connaître antérieurement, ils recréent un milieu social qui leur devient peu à peu familier et prennent possession de nouveaux lieux dans lesquels ils se retrouvent.

Carte 10. Nabourou, un espace isolé



Source : Cussac, M, 2003.

La construction des maisons est généralement collective, les habitants s'entraident les uns les autres et cela semble être important dans l'union des citadins.

Photographie 32 : Construction d'une maison à Nabourou



Source : Cussac, M., 2003.

De jeunes hommes s'entraident dans la construction de cette petite maison.

Les liens antécédents existent toujours mais la fréquence des rencontres devient plus faible car l'éloignement limite la continuité des relations. Qu'il s'agisse des habitants de Nabourou ou du reste de Kouritenga, nombreux sont ceux qui se sont vus séparés et qui soulignent la difficulté de garder un contact régulier.

Alors que j'étais encore dans une phase de découverte du quartier, une personne qui logeait dans l'espace non loti proposa de m'accompagner à Nabourou. En parallèle de cette visite, elle en profita pour saluer pratiquement l'ensemble des habitants qu'elle connaissait dans cette partie du quartier. Pour la plupart, cela faisait de nombreuses semaines qu'elles n'avaient pu échanger des nouvelles. Auparavant, ces amis logeaient tout près, dans le voisinage. Les relations qu'elles entretenaient à présent, bien que toujours fortes, étaient devenues de plus en plus rares.

Les habitants de Nabourou ont donc été contraints, du fait de leur localisation, de modifier leurs pratiques habituelles afin de les faire correspondre à leur nouveau cadre de vie.

Toute société s'inscrit nécessairement dans l'espace qu'elle occupe, son territoire, par une production de l'espace et selon des pratiques individuelles ou collectives sur

celui-ci. Le territoire implique que ses occupants reconnaissent communément ses limites et s'y sentent appartenir.

Il semble intéressant de se pencher sur la dénomination d'un espace que Angelo Turco⁴² envisage comme le reflet de la phase finale du processus de territorialisation. Donner un nom à un espace signifie en quelque sorte le rendre territoire et, par conséquent, considérer qu'un ou des groupes se le sont appropriés. Pour Turco, « désigner signifie extraire d'un univers phénoménique indifférencié » et l'espace devenu territoire serait donc « une entité reconnaissable ». Nommer un territoire témoigne de « la reconnaissance collective d'une appartenance commune à l'espace ». Nabourou répond à ce principe puisque, faisant officiellement partie du quartier de Kouritenga et habité en grande partie par des personnes venant de Kouritenga, la population a opté pour une dénomination de son espace. A travers l'ensemble du quartier de Kouritenga, on peut repérer d'autres espaces parfois nommés autrement. Cependant, les citoyens emploient le plus souvent le nom de Kouritenga. Seul Nabourou est strictement toujours nommé ainsi par ses habitants mais également par ceux des espaces voisins.

Les citoyens tiennent particulièrement à cette dénomination qui leur permet de s'individualiser par rapport aux espaces avoisinants et par là même de marquer leurs

Lorsque mon travail sur le terrain consistait à repérer les limites de Kouritenga, cet espace posait quelques problèmes de par son appellation. Les habitants n'employant à aucun moment le nom officiel du quartier lorsqu'il mentionnait Nabourou, je doutais des frontières à prendre en compte, d'autant plus que Nabourou s'avérait être un territoire récent. J'entrepris donc d'interroger à ce sujet la plupart des habitants que je croisais. Il s'avérait, qu'à la différence d'autres espaces à plusieurs appellations, ils répondaient tous d'abord « Nabourou » et « Kouritenga » seulement dans un second temps.

différences. Il s'agit dans le cas de Nabourou d'un élément d'identification symbolique qui accentue le sentiment d'appartenance de ses habitants. Tel que le mentionne Joël Bonnemaison⁴³, le territoire « ne peut être perçu seulement comme une possession [...]. C'est une parcelle d'identité, source d'une relation d'essence affective [...] à l'espace. ».

Nabourou constitue un sous-espace de Kouritenga qui attire l'attention de par son détachement du quartier mais également des espaces environnants. Cet espace nous a semblé intéressant pour aborder la notion de territoire car il présente un certain nombre de caractères qui lui sont propres et l'individualisent. Nabourou se présentait, pendant la

⁴² TURCO, A., in DI MEO, G., 1991, « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », in L'Espace Géographique, n°4, pp. 359-373.

⁴³ BONNEMAISON, J.C., « Ces aspects de la question du territoire », p.3 et « Le lien territorial : entre frontières et identité », p.7, in Géographie et Culture, N°20, 1996.

période d'étude, comme un territoire en cours de production. Pauvrement pourvu en services et équipements de proximité, il reste entièrement dépendant des quartiers qui l'environnent mais pourrait, avec le temps, devenir une unité géographique, ou territoriale, à part entière. Pourtant intégré officiellement au quartier de Kouritenga, Nabourou ne deviendra-t-il pas, à plus long terme, un quartier à lui seul ?

Dans ces mêmes perspectives, nous souhaitons poursuivre, au cours du chapitre suivant, l'exposition et la mise en valeur des autres sous-espaces de Kouritenga.

CHAPITRE III – De l'espace de vie à la périphérie

Nous nous sommes attelés, dans le chapitre précédent, à montrer qu'il existait une unité repérable au sein du quartier étudié. Du fait de son isolement dans l'espace et, à *fortiori*, de limites naturellement visibles, Nabourou constituait un exemple dont la lisibilité était facilitée. Mais le quartier de Kouritenga comporte d'autres ensembles qui peuvent être dégagés et considérés soit comme des sous-espaces internes, soit comme des sous-espaces associés aux quartiers voisins. Leurs limites sont nettement plus difficiles à situer, voire impossible puisqu'elles dépendent, selon nos principes, des pratiques socio-spatiales quotidiennes des habitants. Or, ces pratiques étant variables pour chacun, il serait plus raisonnable de considérer des sous-espaces aux limites fluctuantes. Ignorant les limites officielles des quartiers, ces sous-espaces se répandent aléatoirement à travers tout l'espace urbain périphérique. Ainsi, à une toute autre échelle, celle de la périphérie dans son ensemble, il semble que l'on puisse mettre en évidence un lien global unissant des populations qui se sentent concernées par une situation semblable, celle de loger au sein des espaces reculés et moins développés techniquement que ceux du centre. En deux temps, nous nous intéresserons tout d'abord aux sous-espaces repérables dans le quartier de Kouritenga puis, nous verrons ensuite dans quelle mesure la périphérie pourrait constituer elle aussi une unité spatiale. Par conséquent, nous nous demandons en quoi le quartier trouve un intérêt sur un plan social.

I- Les sous-espaces repérables au sein du quartier de Kouritenga

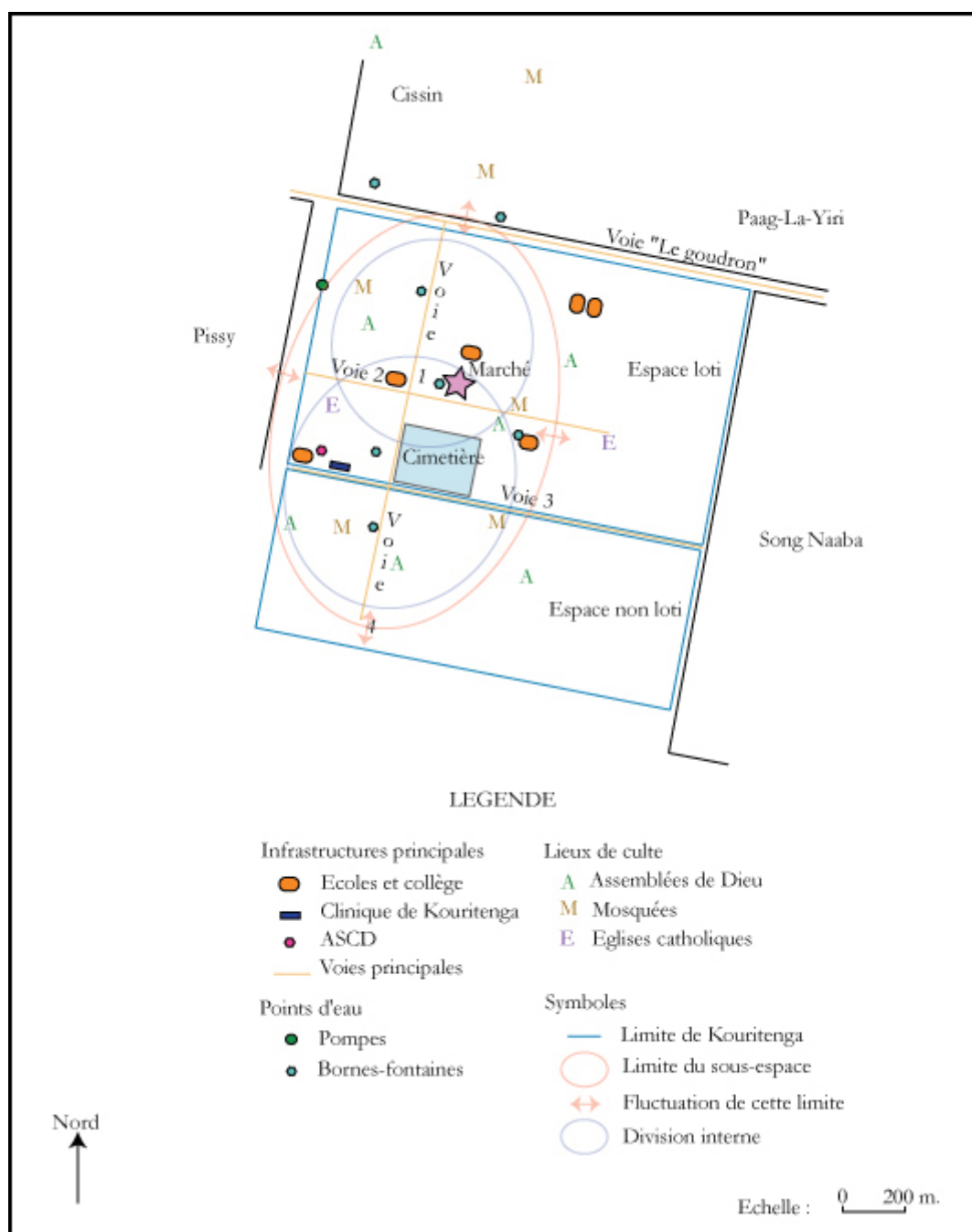
Les espaces dont on perçoit une certaine unité sont polarisés sur des zones dynamiques. Bien qu'il s'agisse d'une évidence, c'est à partir de cet élément que l'on repère des sous-espaces qui ignorent les limites officielles de Kouritenga. Nous allons, dans ce chapitre, localiser et décrire ces espaces que l'on considère comme des entités spatiales en dehors des limites du quartier. Nous commencerons tout d'abord par

l'unique périmètre s'inscrivant à l'intérieur du quartier puis nous nous intéresserons aux sous-espaces chevauchant les quartiers voisins.

Dans la partie interne de Kouritenga on repère une zone, elle-même divisible, qui s'articule autour de quelques voies dynamiques du quartier que nous nommerons voies 1, 2, 3 et 4 (Carte 11).

D'après les observations effectuées sur le terrain, les voies 1 et 2 représentent le corps principal du quartier dans sa partie lotie, la voie 3 constitue la liaison entre l'espace loti et l'espace non loti et s'affiche également comme l'une des pistes les plus animées de Kouritenga. Enfin, la voie 4 est caractéristique des pistes qui structurent l'espace non loti. L'ensemble de ces axes réunissent les types d'activités essentiels que l'on peut localiser dans le quartier et permettent de dégager un espace interne cohérent.

Carte 11. Sous-espace repérable dans les limites du quartier de Kouritenga



Source : Cussac, M., 2003.

Ce premier sous-espace reste celui qui s'inscrit le plus logiquement dans Kouritenga et peut être considéré comme son centre. Plus précisément et selon les propos des habitants, nous pourrions situer le centre au niveau de la voie 2, principalement parce qu'elle localise le marché de Kouritenga. Parmi tous les services, le marché prend une importance notable dans la vie quotidienne de la population ; le plus attractif, il est à la fois un lieu d'échanges de marchandises primordial et le lieu de rencontres et de communication pesant probablement le plus. Lieu de sociabilité, le

marché incarne le cœur du quartier, comme c'est le cas dans la plupart des villes. Outre le marché, cet espace concentre l'ensemble des marqueurs spatiaux qui font d'une zone un espace de vie, bornes-fontaines, cimetière, écoles, structures de soins et nombre de services divers. Les rues sont constamment parcourues par la population du quartier mais également des quartiers alentours. Il est évident que l'ensemble de la population se rend dans cet espace, ne serait-ce que pour l'achat régulier de produits au marché. Mais si nous ignorons l'attraction particulière du marché et que nous nous penchons sur cet espace en tant qu'espace de vie quotidien, ses limites se restreignent car Kouritenga comporte un certain nombre de zones qui offrent aux habitants les mêmes services.

En prenant en compte ces considérations, ce premier sous-espace reste d'une taille importante au sein du quartier et peut lui même être divisé en deux autres ensembles d'après les observations de terrain. La voie 2 reste incluse dans ces deux zones mais elle en constituerait le sud pour l'une tandis qu'elle en serait le nord pour l'autre, car ce centre attire à la fois une population qui loge dans la partie lotie de Kouritenga et une part importante des habitants de la partie non lotie du quartier.

Ceux qui résident dans l'espace loti évoluent plutôt dans la partie nord de Kouritenga. Ils se rendent également dans l'espace non loti dans lequel ils connaissent généralement un certain nombre de citadins. De plus, les habitants qui logent dans cette partie de la zone lotie sont à proximité de la piste nord qui les séparent des quartiers voisins. Cette piste, nommée « le goudron » par la population, bien qu'elle soit de terre battue mais bien entretenue, est très dynamique. Tout d'abord, on y compte de multiples services mais également plusieurs bornes-fontaines ; elle est ensuite à l'intersection des trois quartiers de Kouritenga, Cissin et Paag-La-Yiri dans lesquels les citadins se rendent régulièrement ; enfin, elle atteint vers l'est la route bitumée qui rejoint le centre de Ouagadougou. Il s'agit d'une piste très empruntée ; la circulation y est pratiquement continue.

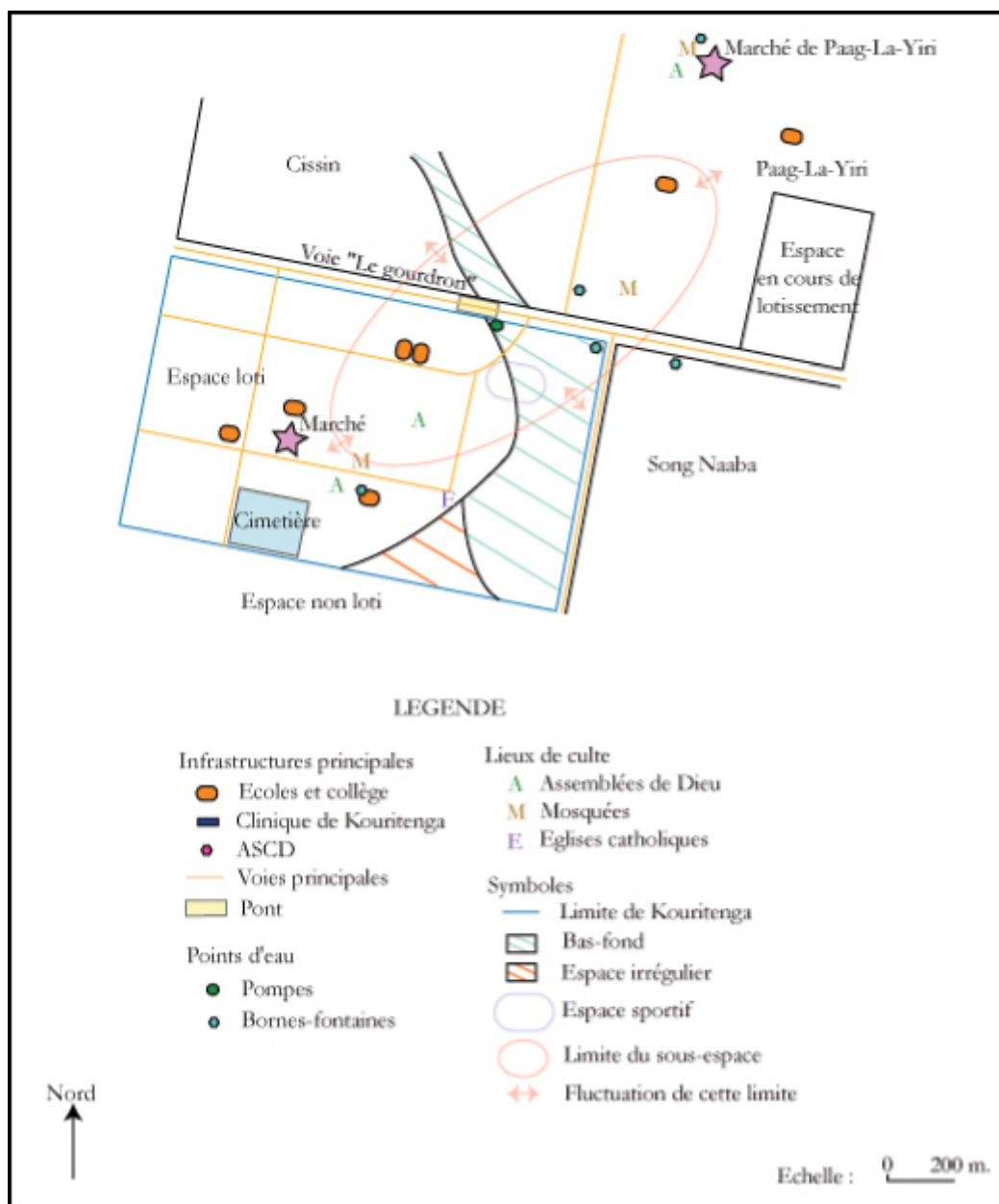
Quant aux habitants de la zone non lotie, on pourrait centrer leur espace d'évolution aux abords du cimetière d'où s'échappent les voies 1, 3 et 4. L'énergie qui se dégage de ce point vaut largement celle que l'on ressent aux abords du marché. La piste séparant l'espace loti de l'espace non loti (voie 3) est particulièrement vivante et très attractive tant elle concentre de petits services divers mais également des structures importantes telle que la clinique, une école et l'ASECD se situe tout près de cette voie. On y repère aussi une chaîne de cabarets à dolo dans sa partie ouest. Cette voie rectiligne s'étend du quartier de Pissy, à l'ouest, jusqu'à celui de Song Naaba, à l'est. Les habitants ne se rendent pas systématiquement dans l'espace loti pour s'approvisionner ; plusieurs petites rues sont très commerçantes dans l'espace non loti et la voie 4 en est un exemple manifeste. Cette piste, plus étroite et plus tortueuse que celles du loti, concentre l'ensemble des petits commerces habituellement implantés dans la ville ainsi qu'un robinet. A partir de cette voie s'échappent de nombreuses petites ruelles qui mènent aux

espaces très calmes des habitations. En direction du sud, elle rejoint pratiquement l'espace en construction mais c'est surtout dans sa partie nord que cette voie est dynamique. Comme c'est le cas pour les quelques pistes de l'espace non loti, elle attire les citoyens résidant dans le sud du quartier pour les petits achats journaliers, quand ils ne se rendent pas au marché, et pour l'approvisionnement en eau lorsque la saison permet aux équipements d'être en service.

L'espace que nous venons de décrire nous apparaît donc comme une entité spatiale interne au quartier de Kouritenga et qui, de plus, s'affiche comme le centre de celui-ci. L'on peut mettre en évidence deux autres sous-espaces qui diffèrent du premier car, situés aux marges de Kouritenga, ils s'étendent sur des quartiers contigus.

Au nord – nord-est de Kouritenga se dégage un espace qui s'appuie sur la voie que nous avons mentionné précédemment en évoquant « le goudron » (Carte 12). Ce quart nord-est est particulièrement calme ; on y localise des habitations, quelques kiosques et il est essentiellement caractérisé par la présence du bas-fond qui le borde à l'est, fragilisant les sols environnants tel qu'on peut le constater au sud où la construction des habitations est plus irrégulière du fait de sols très érodés. Le bas-fond constitue un obstacle pour cette zone qui se retrouve « fermée » vis-à-vis du quartier de Song Naaba et de la partie sud de Kouritenga. En conséquence, les citoyens voient leur accessibilité facilitée en direction de l'ouest et du nord. A l'ouest, on rejoint la zone présentée précédemment comme le centre de Kouritenga et on repère la présence de deux établissements scolaires attractifs, dont un collège, fréquentés par de nombreux élèves résidant dans les quartiers voisins. Au nord – nord-est, c'est le quartier de Paag La Yiri qui lui ouvre ses portes.

Carte 12. Sous-espace chevauchant les quartiers de Kouritenga et de Paag La Yiri



Source : Cussac, M., 2003.

« Le goudron », qui sépare les deux quartiers, se présente comme un espace actif. On y localise en particulier une pompe, une grande et belle mosquée qui semble être très fréquentée par les musulmans de Kouritenga, plusieurs maquis et autres petits commerces. Le marché de Paag-La-Yiri, implanté plus au nord, est également très fréquenté par les habitants qui y achètent certains produits plus régulièrement vendus que dans le marché de Kouritenga.

Voici un premier sous-espace qui se présente sans que l'espace de vie des citoyens ne s'inscrive dans les limites officielles de Kouritenga. La voie dynamique séparant les quartiers de Kouritenga, de Paag-La-Yiri mais également de Cissin, constitue en quelque sorte le centre de cette zone. De plus, elle se situe, pour les habitants du quart nord-est,

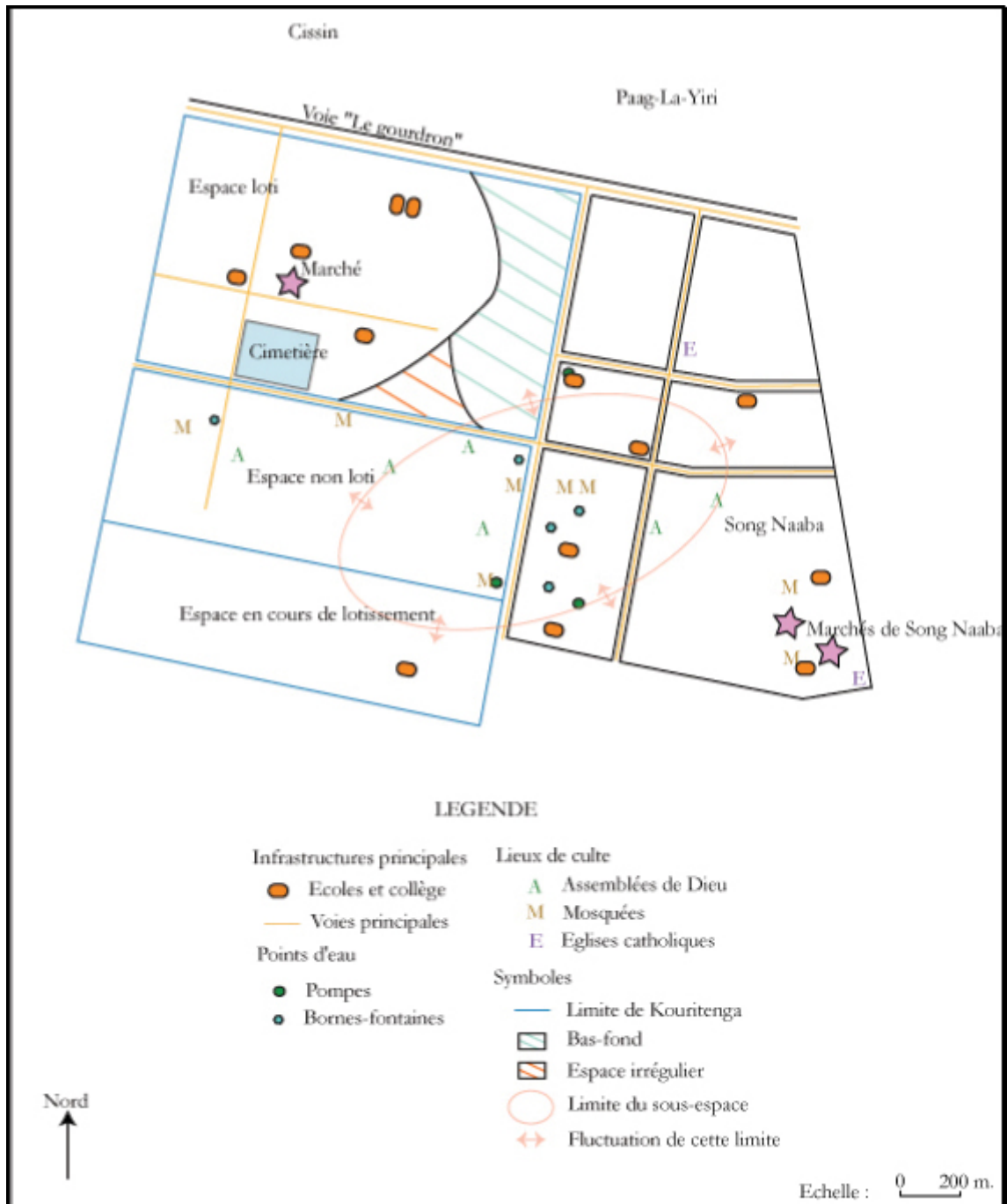
à une distance approximativement égale aux deux marchés des quartiers de Paag-La-Yiri et de Kouritenga, ce qui apparaît comme essentiel vu l'importance et l'aire d'attraction des marchés.

Très semblable au précédent dans sa configuration spatiale, on peut situer un troisième sous-espace. Localisé à cheval sur deux quartiers, il est polarisé sur une voie dynamique qui constitue la frontière officielle entre Kouritenga et Song Naaba (Carte 13).

Cette troisième unité concerne la partie est de l'espace non loti de Kouritenga. Les relations qui s'établissent entre les habitants de Kouritenga et ceux de Song Naaba sont importants et se concentrent sur la voie qui sépare les deux quartiers. Cette piste, relativement étroite, sépare un espace non loti d'un espace loti qui concentre davantage de services. Les citadins de cette partie non lotie de Kouritenga se rendent plus facilement dans le quartier voisin pour profiter des équipements.

Tout comme le quart nord-est du quartier, cette partie est bordée, au nord, par le bas-fond et quelques zones habitées ; dépourvue de la moindre structure, il constitue à la fois un vide dans Kouritenga mais également un obstacle de par la distance qu'il représente entre deux zones d'un même quartier. De plus, ce sous-espace est également contigu, au sud, à la zone en construction. Cette partie de Kouritenga se trouve, par conséquent, limitée au nord et au sud, ses déplacements étant facilités en direction de l'ouest et de l'est du quartier. Tandis qu'à l'ouest, les citadins évoluent dans un espace non loti, Song Naaba à l'est est loti et l'implantation de ses services et équipements en bordure de quartier sont proches de l'espace non loti de Kouritenga. Enfin, la distance qui sépare cet espace non loti des marchés de Kouritenga et de Song Naaba est approximativement la même.

Carte 13. Sous-espace chevauchant les quartiers de Kouritenga et de Song Naaba



Source : Cussac, M., 2003.

Les études effectuées sur le terrain, ainsi que les sentiments personnels qui se sont peu à peu dégagés de l'espace étudié, nous permettent de considérer quatre sous-espaces au sein du quartier. L'un d'eux s'inscrit dans les limites officielles, deux autres chevauchent les quartiers voisins et le dernier, Nabourou, se voit tout à fait isolé du reste.

Le fait que Kouritenga soit composé d'un espace loti et d'un espace non loti laissait supposer une rupture entre les deux zones et des pratiques divergentes dans l'espace.

Cette limite aurait pu faire l'objet de ségrégations spatiales mais ce n'est absolument pas le cas à Kouritenga et bien que les pratiques quotidiennes dépendent forcément des services et équipements à disposition, les parcours des citoyens à travers le quartier ne dépendent pas de cette différenciation sociale. On ne peut pas ressentir, dans les propos tenus par les habitants, de réelle hostilité vis-à-vis de ceux qui logent dans l'une ou l'autre zone.

On constate en définitive que ces sous-espaces dépendent des axes structurants de Kouritenga et des quartiers voisins. Par conséquent, les trois espaces que nous venons de mentionner sont centrés sur une ou plusieurs voies dynamiques qui concentrent les services et équipements des quartiers. Il semble particulièrement intéressant de situer ces sous-espaces par rapport aux marchés environnants. On constate que, dans le premier cas, l'unité spatiale interne à Kouritenga est directement en relation avec le marché du quartier et, dans les deux autres cas, que les voies sur lesquelles sont polarisés les sous-espaces sont systématiquement situées à mi-chemin entre les marchés des deux quartiers concernés.

Considérer ces trois zones comme des sous-espaces ne signifie pas que seuls les habitants résidant dans leurs limites les pratiquent. Bien au contraire, leurs aires d'attraction s'étendent au-delà des limites que nous avons suggéré précédemment. Lorsque nous employons le terme de sous-espace, cela signifie deux choses. Tout d'abord qu'il est polarisé sur un ou des axes attractifs drainant de nombreux citoyens mais nous comprenons surtout par ce terme qu'il concentre une partie de la population dont il est l'espace de vie quotidien. Les sous-espaces que nous avons mentionnés et tentés de délimiter correspondent à cette double fréquentation.

D'une part, les voies sont continuellement parcourues par des flux de population qui vont et viennent pour effectuer une tâche journalière (marché, borne-fontaine ou encore mécanicien par exemple) avant de poursuivre leur route. Ce premier point témoigne de l'activité d'un espace mais ce n'est pas pour autant qu'il devient espace de vie. Lorsqu'une personne se rend dans l'un de ces espaces seulement pour s'approvisionner en eau et s'en retourne chez elle, elle ne considérera pas cet espace comme son propre espace de vie, ou seulement comme une petite partie de celui-ci.

D'autre part, certains lieux sont très régulièrement fréquentés et ce par une même population. Ce second point met l'accent sur le fait d'évoluer continuellement dans un espace et non pas seulement d'y passer. C'est la raison pour laquelle nous repérons plus facilement les espaces de vie des citoyens à travers les lieux conviviaux. Ils sont chaque jour occupés par les mêmes individus qui parcourent le même espace pour l'ensemble de leurs activités. C'est ainsi qu'un espace, continuellement fréquenté par les mêmes personnes, devient leur espace de vie. Lorsqu'il s'y apparente pour un nombre suffisant d'individus, on peut alors le considérer comme espace de vie lui-même.

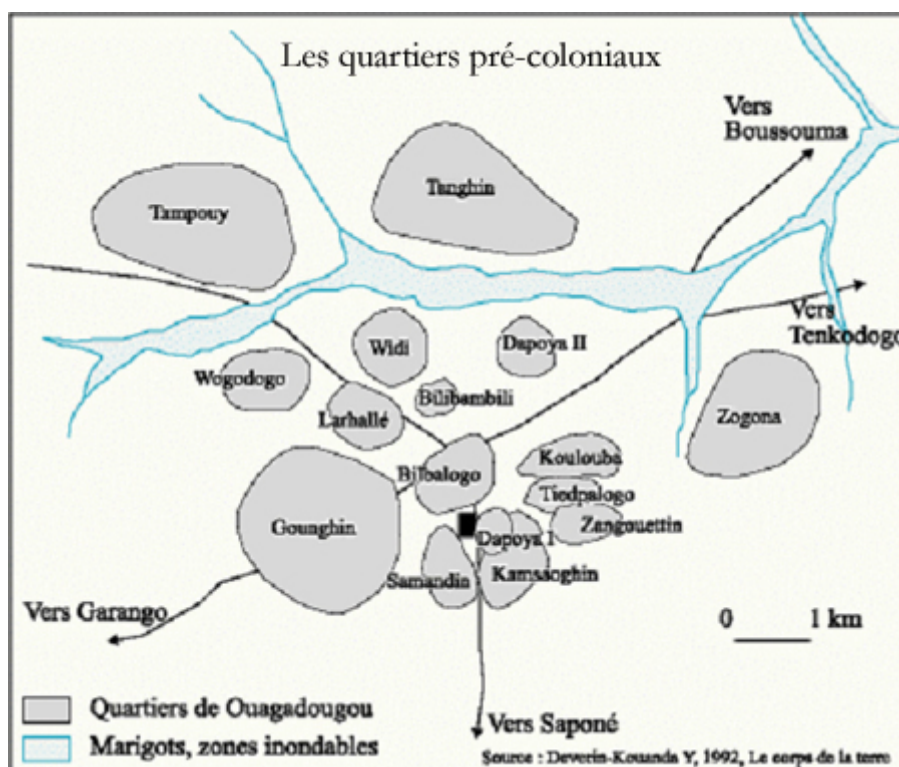
En fin de compte, ce sont d'infinis sous-espaces tels que ceux exposés précédemment qui s'enchaînent et s'entrecoupent à travers l'ensemble des quartiers périphériques. Ceci nous amène, dans un second temps, à aborder la périphérie en tant qu'unité spatiale puisqu'elle englobe ces sous-espaces. Echelle intermédiaire entre les sous-espaces et la périphérie, le quartier apparaît comme une échelle manquant de significations sociales pour la population.

II- Entre de petits espaces sociaux et une périphérie englobante, quelle place pour le quartier ?

Ce travail s'est uniquement penché sur le quartier de Kouritenga mais les autres quartiers périphériques de Ouagadougou semblent globalement se structurer de façon similaire. Tel que nous avons présenté et conçu Kouritenga, nous pouvons considérer les quartiers sous un angle nettement plus administratif que social et si l'on admet qu'un quartier constitue essentiellement un espace connu, vécu et dans lequel les citoyens se sentent appartenir à un espace de vie, alors ce sont peut-être ces sous-espaces qui mériteraient d'être assimilés à des quartiers.

En ignorant le tracé des limites de quartiers et en représentant l'ensemble des sous-espaces, on constaterait très probablement que la périphérie de Ouagadougou s'avère être tissée par de très nombreuses petites unités spatiales caractérisées par une reconnaissance, en tant qu'espace de vie, par la population. Nous supposons que la périphérie est caractérisée par une certaine homogénéité, tant dans sa population que dans ses paysages et, par là même, nous sous-entendons une rupture entre les quartiers périphériques et les quartiers centraux de la capitale. Il convient de préciser ce que l'on nomme quartiers centraux. On évoque, par quartiers centraux, le centre mais également la première auréole de quartiers lotis. Ces derniers correspondent aux quartiers pré-coloniaux. Cependant, on ne considère pas tous les quartiers pré-coloniaux comme des quartiers centraux et l'on n'admet pas dans cette catégorie ceux qui sont localisés au-delà des marigots, tels que Tampouy et Tanghin qui, par ailleurs, se présentaient comme des villages à l'époque pré-coloniale.

Carte 14. Les quartiers pré-coloniaux



Source : Deverin-Kouanda, Y., 1992.

Cette rupture entre un large centre et la périphérie est justifiable au travers de plusieurs points. Premièrement, tel que nous l'avons mentionné précédemment, les quartiers du centre sont plus anciens et le temps leur a permis de s'inscrire plus clairement dans l'espace et dans l'esprit des citadins. Deuxièmement, ils sont plus développés que les quartiers périphériques : l'accès aux équipements classiques (bornes-fontaines, structures de soins, pharmacies, établissements scolaires) y est en effet nettement facilité. De même, le réseau routier de meilleure qualité est sans aucun doute à la base de déplacements plus commodes. Ces atouts n'insinuent pas que les habitants du centre sont plus favorisés que ceux de la périphérie mais nous mettons seulement en avant les avantages dont ils bénéficient et qui sont susceptibles de leur simplifier la vie. Troisièmement, les quartiers centraux sont plus petits et correspondent peut-être, de ce fait, davantage à une échelle de vie. Enfin, et surtout, ces quartiers sont tous lotis et en cela ils sont « achevés » et caractérisés par une certaine stabilité en comparaison des quartiers périphériques.

Ces points nous semblent très importants car ils sont le reflet de deux situations différentes, en ce qui concerne d'une part le cadre de vie, d'autre part les perspectives de vie.

Le cadre de vie des citadins des quartiers centraux est plus développé, comme nous l'avons dit, en termes de services et d'équipements. Tous ceux qui n'ont pas eu les moyens financiers ou l'opportunité de loger dans ces quartiers ont été contraints de

s'installer à la périphérie de Ouagadougou dans laquelle la répartition et la qualité de ces équipements est moindre. Les uns et les autres n'évoluent donc pas au sein d'un même cadre de vie, ils n'ont pas les mêmes possibilités. Ce n'est pas pour autant que la périphérie ne présente pas ses propres atouts. Certains n'ont aucune envie de vivre dans le centre car ce cadre plus attirant par certains côtés ne compense pas d'autres aspects que seule la périphérie peut proposer (un certain calme, une vie qui s'apparente davantage au monde rural ...). Cela étant, ce qui nous apparaît important se situe dans le fait que les uns et les autres, dans leurs cadres respectifs, vivent une situation semblable et, qu'ils l'approuvent ou non, sont nécessairement liés par celle-ci.

Le second point que nous souhaitons exposer, au travers des perspectives de vie, fait référence à la stabilité ou à l'instabilité d'un espace et en cela, aux sentiments d'incertitudes et d'insécurité qui touchent les habitants. Les quartiers de la périphérie englobent souvent des espaces lotis et des espaces non lotis. Par conséquent, les citadins des espaces non lotis savent qu'ils résident dans une zone de leur quartier qui fera forcément l'objet de transformations. Réhabilitation ou destruction de leurs concessions, leur avenir reste incertain. C'est un premier élément mais ce n'est pas tout car les habitants des espaces lotis de ces quartiers connaîtront indirectement des changements concernant leurs relations sociales mais également leurs pratiques de l'espace. Le cas de Nabourou, espace non loti, constitue un premier exemple manifeste. Nous l'avons vu, la population de Nabourou logeait dans l'espace actuellement en lotissement. Socialement, cela a impliqué des changements puisque leurs réseaux relationnels en ont été modifiés, de même que les habitants qui ne se voyaient pas déplacés en ont également subi les conséquences. Mais, en plus d'être une rupture sociale, c'est aussi une rupture spatiale puisque Nabourou est séparé du reste du quartier par une zone actuellement vide d'habitat. Nous avons déjà évoqué tous ces points ; en revanche, nous n'avons pas imaginé ce qu'il en sera lorsque cet espace en cours de lotissement par la société AZIMO sera achevé. La situation sera encore bien différente puisque nous nous retrouverons avec une bande lotie insérée entre deux zones non loties et qui, de plus, se verra habitée par des individus dont les moyens financiers seront plus élevés. Il serait intéressant d'observer, en fin de compte, si cette nouvelle bande lotie recréera un lien entre Nabourou et le quartier ou si, au contraire, elle accentuera les différences et la rupture qui s'est imposée dès la mise en route de ce projet de lotissement. Un second exemple nous paraît intéressant à appréhender car également susceptible d'entraîner des bouleversements sociaux et spatiaux au sein de Kouritenga. Durant la période d'étude du quartier, une partie de la voie séparant l'espace loti de l'espace non loti (du quartier de Song Naaba jusqu'au cimetière de Kouritenga) fut élargie par la destruction des concessions et autres établissements qui s'étaient implantés de part et d'autre. Ces démolitions, qui devaient par la suite se poursuivre tout le long de la piste, à Kouritenga mais également dans la continuité des autres quartiers, sont censés répondre à des

projets urbains dont l'objectif est double. Tout d'abord, il s'agit de faire aménager un réseau d'eau par l'ONEA puis de bitumer cette voie dont le rôle serait de décharger la grande route qui part du rond point de la Patte d'Oie en direction de Bobo-Dioulasso. Les premiers habitants qui ont vu leurs concessions détruites ont du rapidement trouver refuge ailleurs, chez la famille ou les amis, à Kouritenga ou dans un autre quartier. Ce sont les premiers signes des bouleversements socio-spatiaux et la finalité de ce projet va forcément modifier un certain nombre de choses au sein du quartier. La nouvelle route constituera peut-être une nouvelle rupture interne ou, au contraire, intensifiera les relations et le dynamisme du quartier car on suppose qu'elle sera très attractive. Dans tous les cas, il faut s'attendre à des changements qui témoignent de l'instabilité d'espaces susceptibles d'être restructurés.

En comparaison des quartiers centraux, les quartiers de la périphérie et les sous-espaces qui s'y inscrivent sont sans cesse en mouvement, en transition. Leurs citoyens se trouvent, de ce fait, dans des situations toujours incertaines. Et c'est donc également à travers ce point que nous posons une rupture entre le centre et la périphérie.

Ainsi, nous pensons que le cadre de vie et les perspectives d'évolution au sein des espaces ouagalais diffèrent selon la localisation centrale ou périphérique des citoyens. Par conséquent, nous supposons que le fait de résider dans les quartiers centraux ou dans les quartiers périphériques tend à donner aux citoyens un sentiment d'appartenance à un espace et à un groupe communs. Dans ce contexte, on peut élargir considérablement l'échelle du lien social. Tandis que nous avons dégagé de petits espaces de vie dans lesquels les citoyens sont liés socialement car ils les partagent, on peut considérer qu'un lien social existe également à travers cette vaste étendue que sont les périphéries et ce par le seul fait de se trouver dans une situation et des conditions semblables.

En réponse à ces constations, il semble que les quartiers ne trouvent pas leur utilité sociale puisque les citoyens de la périphérie vivent leur quotidien uniquement à travers des zones de taille inférieure. En revanche, les citoyens se sentent appartenir socialement à cette vaste périphérie car ils partagent des conditions de vie communes.

En définitive, les habitants des quartiers périphériques appartiennent et s'identifient à la fois à des espaces à très grande échelle et à un espace dont l'échelle est nettement plus petite. De nombreux petits espaces sont partagés par des groupes d'individus, le tout englobé dans une unique et vaste périphérie dans laquelle ils peuvent être apparentés à une communauté. Entre les deux extrémités spatiales, le quartier voit son utilité réduite à l'administratif et, éventuellement, lorsque l'on a conscience de ses limites, il sert de repère spatial.

Nous avons essayé de mettre en évidence un rapport abstrait, entre la population et l'espace, qui relève d'une dimension psychologique à travers des facteurs culturels, religieux, imaginaires ...etc., ainsi qu'un rapport concret qui s'articule autour des pratiques spatiales de la population. Ces deux rapports à l'espace permettent de parler d'espace vécu par une société. C'est donc en considérant cette notion d'espace vécu que nous nous sommes attelés à repérer dans le quartier de Kouritenga des sous-espaces de vie. Ces sous-espaces nous apparaissent être les unités sociales à prendre en compte dans l'espace. On entend par là que ce sont dans ces sous-espaces que des populations évoluent quotidiennement et qu'elles s'y sentent appartenir. Dès lors, nous montrons que le quartier de Kouritenga ne correspond pas à un espace de vie en lui-même mais en englobe plusieurs ; son intérêt social nous apparaît alors nettement plus dérisoire comparé à celui des sous-espaces. Il nous semble que l'ensemble des sous-espaces s'inscrit plus logiquement dans la périphérie ouagalaise et que le quartier s'apparente davantage à une unité administrative et à un découpage pratique pour se repérer dans l'espace. Le quartier est inséré entre deux échelles spatiales qui constituent des espaces vécus auxquels les individus se sentent appartenir parce qu'ils partagent des situations et des pratiques communes.

CONCLUSION

L'intérêt de ce mémoire se situait dans l'analyse d'un quartier afin d'en observer la cohérence socio-spatiale. Nous souhaitions comprendre si Kouritenga méritait de ne former qu'une entité spatiale en s'intéressant à l'évolution des habitants dans l'espace. A travers ce travail, nous nous sommes interrogés sur ce qu'évoque la notion de quartier et en quoi celui de Kouritenga y correspondait. Ainsi, nous avons pu établir un certain nombre de constatations relevant des pratiques socio-spatiales de la population.

La clé de ce mémoire se situe dans la définition que l'on donne du quartier car c'est en fonction de la signification qu'on lui attribue que l'on prend la responsabilité de considérer tel espace comme un quartier ou non. Si on estime qu'un quartier se résume à un espace administratif, Kouritenga en constitue incontestablement un. Mais, tel que nous l'avons exprimé, nous ne considérons absolument pas la notion de quartier en ces termes et prônons l'individu, et plus spécifiquement la société, comme l'élément central du quartier. Un quartier est un espace social au sein duquel les habitants évoluent et se sentent appartenir car ils y ont des habitudes et des relations. Les habitants créent le quartier, tel que le quartier façonne les habitants. Nous avons noté, en introduction, que « le quartier, c'est la proximité ». En cela, un quartier est nécessairement un petit espace qui rassemble des structures indispensables à la vie des citadins. La taille du quartier apparaît très importante car nous estimons qu'un quartier est un espace aisément praticable à pied.

Par conséquent, à travers l'ensemble de nos propos tout au long de ce travail, nous ne pouvons considérer Kouritenga comme un quartier. C'est ainsi que nous nous sommes attelés à repérer des espaces nettement plus petits qui nous sont apparus correspondre beaucoup plus sérieusement à la notion de quartier, telle que nous la comprenons.

Le quartier de Kouritenga se trouve donc morcelé en plusieurs sous-espaces correspondant à des espaces vécus et partagés par une population qui les pratique quotidiennement. Leurs limites ne sont pas figées et, bien au contraire, toujours susceptibles de fluctuer.

Le quartier ne forme pas un ensemble cohérent et son agencement spatial laissait pressentir un certain nombre de ruptures sociales. Certaines se sont avérées sans conséquences notables dans les rapports entre les citadins, telle que la séparation espace

loti / espace non loti qui n'engendre pas d'hostilités entre les habitants, tandis que d'autres se sont trouvées réellement problématiques, tels que les espaces vides qui constituent le bas-fond et la zone en cours de lotissement qui sont source de rupture, leur présence intensifiant les distances et entraînant des difficultés plus accentuées dans la pratique de l'espace.

Les sous-espaces se forment donc nécessairement en fonction de ces « espaces-obstacles » mais ils s'agencent également selon des points dynamiques sur lesquels ils se polarisent. Lorsqu'on observe les cartes de ces sous-espaces, on constate bien qu'ils englobent un certain nombre de services et équipements essentiels et qu'ils sont freinés sur leurs marges par des espaces vides car réservés ou impraticables.

Mais là ne sont pas les seules raisons. Parce qu'une large part des citoyens n'a ni les moyens financiers de posséder un transport, ni la possibilité de profiter d'un service public de transport (pendant la période d'étude), elle est limitée dans ses déplacements.

Il s'agit également d'une question culturelle, héritage des traditions rurales, qui rend leur cadre de vie généralement restreint puisqu'ils ont l'habitude de tisser un réseau de relations sociales dans le voisinage. Les citoyens gardent en eux les principes du village et, en cela, le fait d'évoluer à travers un petit espace dans lequel ils conservent une vie leur rappelant celle de la campagne tout en profitant de certains avantages de la ville.

Nous pouvons également souligner le fait que Kouritenga n'est pas un quartier choisi par les citoyens pour ce qu'il est ; c'est le hasard ou les opportunités familiales ou amicales qui ont entraîné les individus à s'y installer. Kouritenga ne se démarque pas des autres quartiers et n'a aucune raison particulière pour attirer la population. Les pratiques quotidiennes de la population répondent au même principe ; elles ne relèvent pas d'un réel choix mais d'une contrainte liée aux faibles moyens financiers ainsi qu'une mobilité limitée. En cela, on souhaite tout d'abord montrer que Kouritenga ne correspond pas à un quartier possédant une ambiance spécifique, un caractère qui lui est propre, des types d'activités particuliers, etc. Il est un quartier parmi d'autres.

Le quartier ne suffit pas à lui seul à expliquer l'appartenance d'une population à un groupe, ni à lui octroyer une identité ou une appartenance commune ; d'autres éléments sont à prendre en compte. Lorsque c'est spatial, c'est le voisinage qui les lie, sinon, c'est culturel, religieux, c'est une question d'âge et de genre, etc.

En définitive, nous constatons que l'échelle du quartier de Kouritenga ne correspond pas à l'espace social de la population. Les habitants n'inscrivent pas leurs pratiques dans la totalité du quartier et sont loin d'être avertis de l'ensemble des manifestations et organisations qui le concernent. Ils appartiennent à des espaces de

taille nettement plus petite qui ne prennent pas systématiquement en compte les limites officielles du quartier.

En parallèle, nous avons souhaité mettre en avant le lien qui unit les citoyens de la périphérie et qui se caractérise par un sentiment d'appartenance à un même type d'espace en soulignant particulièrement le fait de vivre au sein de zones en transition ou en perpétuelle attente de transition. C'est, en partie, dans ce contexte que nous avons distingué les quartiers centraux des quartiers périphériques en soulignant l'instabilité de ces derniers. En cela, nous souhaitons exprimer la difficulté pour une population de s'ancrer dans un espace dont elle ne sait quelle va en être l'issue et souligner à quel point le temps est nécessaire pour permettre l'existence d'un espace social, qu'il soit quartier ou territoire, et l'appropriation de cet espace par une population. Le fait que les espaces soient sans cesse en mouvement, en évolution, nous apparaît être une raison objective qui empêche Kouritenga de se créer socialement.

Ce travail met en avant un certain nombre d'éléments.

Il confirme l'importance des rapports établis entre la société et l'espace. Un espace arbitrairement attribué sera systématiquement et nécessairement reconsidéré et remodelé par la population qui le fera correspondre à sa propre image.

Il témoigne donc de l'importance que revêt la prise en compte de l'espace et des individus qui l'occupent, et suppose que l'intégration de la société dans l'espace en serait facilitée. En cela, il serait nettement plus constructif de toujours conserver la cohérence existant entre la société et l'espace dans son aménagement.

ANNEXE

LE QUESTIONNAIRE

Nom : Prénom : Localisation⁴⁴ : Point GPS⁴⁵ :

QUESTIONNAIRE N°

I- Situer la personne :

- Depuis combien de temps habitez-vous dans ce quartier ?
- Quand et où êtes vous né ?
- Où habitiez-vous juste avant ? Où avez-vous habité dans votre vie ?
- Pourquoi êtes-vous venu vous installer ici ?
- Quelle est votre situation ? (marié, veuf, divorcé)
- Avec qui habitez-vous dans la concession ?
- Etes-vous propriétaire ou locataire ?
- Avez-vous suivi une scolarité ?
- Quel est votre activité/métier ?
- A quelle ethnie appartenez-vous ? Es-ce que vous êtes regroupés par ethnie dans le quartier ?

II- Représentation du quartier :

- Quels points de repères avez-vous dans le quartier ?
- Y a-t-il des endroits / rues que vous privilégiez pour rencontrer des amis, des voisins ... etc. ?
- A quels endroits avez-vous des connaissances dans le quartier et en dehors du quartier ?
- Où est votre quartier dans Ouagadougou ? Pouvez-vous me dessiner votre quartier dans Ouagadougou ?

III- Mobilités – Déplacements :

- Exercez-vous votre activité/métier dans ce quartier ? Loti/Non Loti (L/NL) ?
 - Si non, dans quel quartier vous déplacez-vous ?
- Combien de kilomètres parcourez-vous pour vous rendre au travail ?
- Quelles sont les activités que vous exercez régulièrement et où les exercez-vous ?
 - marché
 - lieu de culte
 - borne-fontaine
 - loisirs : boutique, buvette, dolotière, , maquis... etc.

⁴⁴ Trois localisations possibles : Espace loti, espace non loti contigu à l'espace loti ou espace non loti isolé (Nabourou).

⁴⁵ L'habitation de l'interrogé faisait systématiquement l'objet d'un relevé GPS, de manière à équilibrer l'administration des questionnaires dans l'espace.

■ Avez-vous un moyen de transport ?

➤ oui :

- lequel ?
- vous l'utilisez
 - tout le temps
 - occasionnellement
 - en cas d'urgence

➤ non :

- prenez-vous le taxi et pour quelles raisons
 - tous les déplacements
 - les longues distances
 - les cas d'urgence

■ Retournez-vous au village dans l'année ?

- A quelle période ?
- Combien de temps ?
- Seul(e) ou avec votre famille ?
- Pour quelles raisons
 - famille
 - vacances/repos
 - travailler
 - autre

IV- Equipements :

EAU

- Quel est votre accès à l'eau ?
 - accès à domicile
 - pompe-manuelle (PM)
 - borne-fontaine (BF)

■ A quelle BF/PM vous rendez-vous ?

- Qui se rend à la BF/PM ?
 - femme
 - homme
 - enfant

- Vous allez à la BF :
 - tous les jours
 - entre deux et trois fois par semaine
 - une fois par semaine
 - autre

■ Qui rencontrez-vous sur place ?

- Seulement les personnes du quartier : loti / non loti
- Egalement les personnes des quartiers voisins (nommez noms de quartiers)

■ Es-ce que ce sont toujours les mêmes ?

- Pourriez-vous essayer de me dire ce que représente pour vous l'approvisionnement en eau dans votre budget (%) ?

ELECTRICITE

- Si vous êtes dans le non loti, utilisez-vous quelque chose pour vous procurer de l'électricité ?

- Si vous êtes dans le loti,
 - vous bénéficiez de l'électricité à domicile ou seulement dans le quartier ?
 - utilisez-vous quelque chose si vous n'en bénéficiez pas à domicile ?
- Pourriez-vous essayer de me dire ce que représente pour vous votre accès à l'électricité dans votre budget (%) ?

DECHETS

- Y a t-il une organisation qui gère le ramassage des ordures ?
 - oui :
 - qui en est à la tête ? (société de la ville, société de quartier ... etc.)
 - le ramassage s'effectue avec
 - des charrettes
 - des camions
 - autre
 - le ramassage s'effectue
 - tous les jours
 - entre deux et trois fois par semaine
 - une fois par semaine
 - non :
 - Où mettez-vous vos ordures ?
 - sur un terrain réservé pour les déchets
 - dans votre cour
 - devant votre porte
 - sur un terrain vide à l'intérieur du quartier
 - sur un terrain vide isolée en périphérie du quartier
 - n'importe où
 - Y a t-il des organisations volontaires de la part des habitants ?

V- Scolarité – Enfance :

- Combien avez-vous d'enfants ?
 - à vous
 - confiés
 - par qui ?
 - famille
 - amis
- Quels âges ont-ils ?
- Vos enfants vont-ils dans un établissement scolaire ?
 - école
 - collège
 - lycée
- Dans quel(s) quartier(s) se situe cet/ces établissement(s) ?
- L'établissement de votre enfant est-il
 - privé ou public
 - religieux ou laïque
- Comment se rendent-ils dans leur établissement scolaire ?
 - à pied
 - en vélo
 - en moto
 - accompagné
- Vos enfants apprennent-ils des choses relatives à la santé dans leur établissement ?
 - règles d'hygiène
 - contraception
 - MST

• Etc., Autre

- En discutez-vous avec eux ?
 - Qu'essayez-vous de leur transmettre ?
 - Quels sujets abordez-vous ?
 - Avez-vous ces mêmes discussions avec les filles qu'avec les garçons ?
- Vos enfants se déplacent-ils beaucoup dans le quartier de Kouritenga (L-NL) ?
 - pour
 - travailler
 - voir amis
 - faire des courses
 - aller à la BF
 - autre
- Vont-ils dans d'autres quartiers ?
 - Lesquels ?
 - Pour y faire quoi (idem) ?

VI- Religion :

- Pratiquez-vous une religion ?
- Dans quel lieu de culte vous rendez-vous ?
- A quel moment dans la semaine ?
- Qui rencontrez-vous sur place ?
 - Seulement les personnes du quartier : (L / NL)
 - Egalement les personnes des quartiers voisins (nommez noms de quartiers)
 - Es-ce que ce sont toujours les mêmes personnes ?
- Existe t-il des organisations/associations religieuses ?
 - Si oui
 - Qu'y faites-vous ?
 - discussion
 - cagnotte
 - prières
 - chants
 - autre
 - Où es-ce que ça se déroule ?
 - à domicile
 - au lieu de culte
 - dehors
 - Es-ce
 - réservé aux croyants
 - ouvert à tous
 - D'où viennent les personnes qui y participent ?
 - Quels sont les sujets que vous abordez ?
 - religion
 - vie du/des quartiers
 - santé
 - autre

VII- Santé :

- Dans les quinze derniers jours, vous ou un des membres de votre famille a-t-il été confronté à l'une de ces pathologies ?
 - fièvre
 - paludisme
 - diarrhée
 - toux
 - hypertension artérielle
 - plaie

- dents

■ Avez-vous consulté ?

➤ oui

- Où ?
- À l'apprès de qui ?

➤ non

Si vous ne vous rendez pas dans les établissements de soins, c'est pour quelles raisons ?

- vos moyens financiers ne vous le permettent pas
- les établissements de soins sont trop loin
- vous considérez le problème comme peu grave
- vous vous soignez vous-même
- vous avez recours à d'autres types de médecine
- Autre

■ Agissez-vous de la même manière pour vous que pour vos enfants ?

- Que faites-vous en cas d'urgence ?
- vous vous rendez au dispensaire le plus proche
 - vous prenez un taxi pour vous rendre au dispensaire ou à l'hôpital
 - vous allez consulter un "guérisseur"
 - vous fabriquez vous-même un remède
 - Autre

■ Achetez-vous des médicaments ?

- Si oui, auprès de qui ?
- pharmacies
- vendeurs ambulants

■ Existe t-il des associations ou autre qui informent les habitants sur les risques sanitaires (les problèmes relatifs à la santé, la prévention ... etc.) ?

➤ Si oui

- Y allez-vous ?
- Où sont organisées ce genre de réunion ?
- Quels sont les statuts des personnes qui informent à ce sujet ?
 - infirmier(e)
 - mères de famille
 - enseignant(e)
 - autre
- Quels sont les thèmes abordés ?
 - Règles d'hygiène
 - MST
 - contraception
 - autre ... etc
- Qui rencontrez-vous sur place ?
 - seulement les personnes du quartier(L/NL),
 - également les personnes des quartiers voisins (nommez noms de quartiers),
 - il y a davantage d'hommes, de femmes, d'enfants ?

■ Pourriez-vous essayer de me dire ce que représente la santé dans votre budget (%) ?

■ A votre avis, d'où proviennent les maladies qui vous touchent ?

■ Pensez-vous que vous ne les auriez pas si vous habitiez ailleurs ?

- Où ?
- Pensez-vous que vous en auriez d'autres ? Lesquelles ?

VIII- Vie sociale :

- Y a t-il un chef de quartier ? Le connaissez-vous ?
- De quelle ethnie et de quelle religion est ce chef ?
- Avez-vous souvent l'occasion de voir le chef dans les rues du quartier ?
- Organise t-il des réunions de quartiers ?
 - Si oui
 - Généralement, cela se fait combien de fois par an / par mois ?
 - Quelles sont les raisons de ce type de réunion ?
 - fêtes
 - conflits
 - discussions à propos du quartier
 - Etc., Autre
 - Qui est convié à ce genre de regroupement ?
 - hommes
 - femmes
 - enfants
 - Généralement, lorsqu'il y a des fêtes, qui y est convié ?
 - famille
 - amis
 - voisins directs
 - gens du quartier (L-NL)
 - gens des quartiers voisins ... etc. (L-NL)
- Trouvez-vous que le fait que le quartier soit à cheval sur une zone lotie et une zone non lotie divise le quartier en deux parties distinctes ?
 - OUI/NON
 - Pour quelles raisons ?

IX- Passé / Futur :

- Es-ce que la révolution de Sankara a eu des conséquences sur votre vie ?
 - Lesquelles ?
- Vous sentez-vous bien intégrée dans le quartier ?
 - Pourquoi ?
- Etes-vous concerné par d'éventuels déguerpissements dans les zones non loties en périphérie ou dans les lotissements en construction ?
 - Savez quand ?
- Qu'es-ce qui changerait si c'était loti ?
- Aimerez-vous habiter ailleurs ?
 - Où ?
 - Pourquoi ?

BIBLIOGRAPHIE

CLASSEE PAR TYPE DE DOCUMENT ET PAR ORDRE ALPHABETIQUE

I- DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES

BAILLY, A., FERRAS, R., PUMAIN, D., 1995, *Encyclopédie de la Géographie*, Economica, Paris, 1167 p.

BRUNET, R., FERRAS, R., THERY, H., 1992 : *Les mots de la géographie, Dictionnaire critique*, Paris/Montpellier : La documentation française/GIP Reclus, 470 p.

CHARVET, J.P. (dir.) et al., 2000, *Dictionnaire de Géographie humaine*, Paris, Liris, 191 p.

GEORGE, P., VERGER, F., 1996, *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 501 p.

BAUD, P., BOURGEAT, S., BRAS, C., 1997, *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Hatier, 510 p.

II- OUVRAGES

AICARDI DE SAINT PAUL, M., 1993, *De la Haute-Volta au Burkina Faso. Tradition et modernité au « pays des hommes intègres »*, Ed Albatros, Paris, p. 175.

ATLAS JEUNE AFRIQUE, 1993, *Burkina Faso*, Edition Jeune Afrique, Paris, 54 p.

BAILLY, A., 1991, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Masson, 204 p.

BEAUJEU-GARNIER, J., 1995, *Géographie urbaine*, Paris, Coll. U géographie, pp.243-248

DE CERTEAU, M., GIARD, L., MAYOL, P., 1994, *L'invention du quotidien : 2. habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard, Folio essais, 416 p.

DI MEO, G., 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos, 319 p.

DI MEO, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan Université, 320 p.

DI MEO, G., 1996, *Les territoires du quotidien* (sous la dir de Guy Di Méo, publ. Par l'Institut de recherche sur les sociétés et l'aménagement et l'Equipe Société, environnement, territoire), Paris, L'Harmattan, 207 p.

DUBRESSON, A. et RAISON, J.-R., 1998, *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*, Paris, Armand Colin, 247 p.

FOUCHARD, L., (sous la dir de COQUERY VIDROVITCH, C.), 2000, *Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX siècle – 1960*, Paris, l'Harmattan, 563 p.

FREMONT, A., CHEVALIER, J., HERIN, R., RENARD, J., *Géographie sociale*, Masson, 1984, 387 p.

JAGLIN, S., 1995, *Gestion urbain partagée à Ouagadougou, pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris, Karthala/ORSTORM, 659 p.

JANIN S., 2003, *Burkina Faso. Pays des hommes intègres*, Ed Olizane, Découverte, 320 p.

POURTIER, R., 2001, *Afriques noires*, Hachette, Paris, 255 p.

SALEM, G., 1993, *La santé dans la ville. Géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal)*, Paris, Karthala et ORSTORM, 360 p.

III- REVUES

BONNEMAISON, J., CAMBREZY, « Ces aspects de la question du territoire », p.3 et « Le lien territorial : entre frontières et identité », p.7, in *Géographie et Culture*, N°20, 1996.

CHATELIER, A., 1994, « Pays du Sahel. Du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger. Burkina Faso : les années Sankara », in *Autrement - Série Monde HS*, Paris, n° 72, pp. 170-179.

COQUERY-VIDROVITCH, C., 1993, « Histoire africaine du XXème siècle. Société – Villes – Cultures », in *Cahier « Afrique noire »*, L'Harmattan, n°14-15.

DEBARBIEUX, B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », in *L'Espace géographique*, N°2, pp. 97-112.

DI MEO, G., 1991, « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *in L'Espace Géographique*, n°4, pp. 359-373.

DI MEO, G., 1999, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *in Cahiers de Géographie du Québec*, Vol 43, n°118, pp. 75-93.

PELISSIER, P., 2000, « Les interactions rurales - urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale », *in APAD Bulletin*, N°19, pp. 7-19.

PRAT, A., 1996, « Ouagadougou, capitale sahélienne : croissance urbaine et enjeu foncier », *in Mappemonde*, n°1, pp. 18-24.

RICARD, A., 2002, « L'invention d'une capitale coloniale : Ouagadougou de 1919 à 1932 », *in Clio en Afrique*, n°7.

➤<http://www.up.univ-mrs.fr/~wclio-af/>◀

IV- LITTERATURE GRISE

AUNIS, D., dir. Dubresson, A., 1999, *La création de nouveaux territoires dans le centre-ville de Ouagadougou (1983-1999) : Politiques publiques et logiques d'acteurs*, Université Paris X Nanterre, 226 p.

BOURZAI, M.-P., dir. Dubresson, A., 1997, *Les mutations du centre-ville de Ouagadougou : 1985/1997*, Mémoire de maîtrise de géographie urbaine, Université Paris X Nanterre, 280 p.

KAFANDO, S.-B., 2001, *Appartenances sociales et pratiques citadines à Kouritenga*, Mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université de Ouagadougou.

YRA, A., dir. Compaore, G., 2002, *L'extension spatiale de Ouagadougou : un défi à l'aménagement et à l'équipement de la ville*, Mémoire de fin de cycle.